

**LE PROJET DE SOCIÉTÉ**

**DU**

**RÉFÉRENDUM 1995**



LE PROJET DE SOCIÉTÉ DU RÉFÉRENDUM 1995 –  
JUSTIFICATION *A POSTERIORI* D'UN ÉTAT NATIONAL SIMULACRAL

Par

MIKE MITCHELL, B.A. and Sc. HONOURS

A Thesis

Submitted to the School of Graduate Studies

In Partial Fulfilment of the Requirements

For the Degree

Master of Arts

McMaster University

© Copyright by Mike Mitchell, December 1998



MASTER OF ARTS (1998)  
(French)

McMaster University  
Hamilton, Ontario

TITLE:                   Le Projet de société du référendum 1995 –  
Justification *a posteriori* d'un État national simulacral

AUTHOR:               Mike Mitchell, B.A. and Sc. Honours (McMaster University)

SUPERVISOR:         Professor Carolyn Bayard

NUMBER OF PAGES: v, 145

## RÉSUMÉ

Cette étude tâche d'examiner le rapport entre indépendantisme et nationalisme à l'heure du référendum 1995 sur la souveraineté du Québec. En 1995, comme pendant les années 1960 et 1970, le projet souverainiste était censé recéler un projet de société; l'indépendance constituait le moyen de réaliser une société québécoise transformée.

Son mon hypothèse, cette relation causale est problématique, à l'époque postmoderne, en raison de la nature du nationalisme québécois et de la mondialisation. D'une part, le concept de souveraineté et le rôle de l'État-nation se voient remis en cause face aux effets de la mondialisation. D'autre part, l'épuisement du rêve néo-nationaliste socialiste/social démocrate des années 60 et 70 traduit une dévalorisation de l'État en ce qui concerne le nationalisme québécois actuel. Phénomènes qui contredisent, selon toute apparence, l'énoncé d'un projet de société qui mise sur un État fort et interventionniste.

De mon étude, je conclus que dans le référendum de 1995, le concept du projet de société remplit une fonction justificative vis-à-vis du projet souverainiste. Le Projet de société 1995 donne l'apparence de s'inscrire dans le même espace politique et idéologique que le projet néo-nationaliste afin de légitimer la question nationale institutionnalisée. En d'autres termes, par un renversements de fins et de moyens, l'invocation d'un projet de société devient le moyen de légitimer un État souverain devenu fin.

## **Remerciements**

Je tiens à remercier les trois membres de la comité, soit les professeurs Bayard, Ahmed et Coleman. Je suis spécialement reconnaissant aux deux premières d'avoir si gracieusement corrigé mon texte défectueux. Mes remerciements, aussi, à tous ceux qui ont pu supporter mes tendances obsessionnelles.

<b>Présentation.....</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 - Le projet de société néo-nationaliste.....</b>	<b>12</b>
• La critique de ‘l’ancien régime’ et la valorisation de l’État.....	13
• La Révolution tranquille- Le néo-nationalisme et la libération collective.....	20
• Le Néo-nationalisme indépendantiste - souveraineté comme moyen social..	25
• Les projets de société indépendantistes.....	28
a) L’intelligentisia.....	28
b) Les universitaires - le socialisme d’ici.....	33
c) Les syndicats.....	35
d) Le Parti Québécois - un projet de société populiste?.....	40
• Conclusion.....	51
<b>Chapitre 2 - Un nouveau nationalisme québécois.....</b>	<b>53</b>
• La nouvelle figure identitaire - la dévalorisation de l’État.....	55
• L’État-nation - sa généalogie et son anatomie.....	60
• La modernisation - fin de l’État-nation?.....	68
a) la souveraineté politique: incapacité d’agir.....	71
b) la souveraineté populaire: fiction désuète.....	78
c) la réflexivité individuelle: entrave au contrat social.....	81
• Le néo-nationalisme contre un nouveau nationalisme québécois.....	87
• Conclusion.....	92
<b>Chapitre 3 - Légitimation d’un État simulacral.....</b>	<b>94</b>
• La Simulation et la révolution structurelle de la valeur.....	96
• L’hyperréalité de l’État souverain du Québec: simulacre de 3e ordre.....	103
• Le Projet de société 1995 - légitimation d’un État national simulacral.....	109
a) une valeur d’usage pour l’État souverain du Québec.....	109
b) la simulation d’un référent politique.....	118
c) les Québécois de ‘souche’: une communauté nationale hyperréelle.....	123
• Conclusion.....	131
<b>Conclusion - La souveraineté du Québec: le mot et la chose.....</b>	<b>135</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>140</b>

## Présentation

Parmi les conclusions de la Commission nationale sur l'avenir du Québec, l'on note que le gouvernement québécois rattache à son avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec (acte parlementaire que nécessitait le référendum provincial qui eut lieu le 25 octobre, 1995) un projet de société. Marcel Masse, le président de l'une des quinze commissions mises sur pied afin de sonder l'électorat québécois avant le plébiscite, affirme, à l'égard des Québécois, "Je crois qu'ils ne sont pas prêts à voter, parce que ceux qui sont les plus enclins à voter en faveur de l'avant-projet de loi, ce sont ceux qui militent le plus en faveur d'un projet de société. Ils ne retrouvent pas dans ce projet les instruments d'application de leur projet de société"<sup>1</sup>. Renchérissant, Masse affirme plus tard que "Le pays est devenu un instrument et non une fin. La fin c'est maintenant le projet de société". La question du projet de société s'inscrivant dans une problématique de fins et de moyens, une problématique autour de laquelle sera axée le débat public qu'amorce cette recommandation de la Commission. C'est la problématique qui alimente, d'ailleurs, la réflexion polémique de Charles Gagnon, ex-membre du Front Libération du Québec et essayiste de revues contre-culturelles des années soixante et soixante-dix au Québec, dans son essai *Le Référendum: un Syndrome québécois*, qui s'avère fort critique vis-à-vis du référendum de 1995, en général, et des réclamations d'un

---

<sup>1</sup> P. O'Neill, "Les Québécois ne sont pas prêts à voter", *Le Devoir*, 4 mars 1995, A1.

projet de société, en particulier.

Le propos de Gagnon ayant pour but de "faire apparaître que les conditions politiques, sociales et idéologiques prévalant aujourd'hui, sont fort différentes de celles qui ont favorisé la montée d'un fort mouvement souverainiste au cours des années soixante et soixante-dix", Il se proclame contre le référendum de 1995, justement parce qu'il est sans contenu; il s'agit, dit-il, d'un moyen sans fin<sup>2</sup>. Une pareille contradiction ressort aussi d'une publication récente de Fernand Dumont qui explique le tarissement des projets politiques par un changement d'idéaux et de valeurs de la part de la société; constat qui détonne, évidemment, avec les réclamations inhérentes au projet de société<sup>3</sup>.

Ainsi, l'affirmation de Gagnon, qu' "alors qu'en 1980 le référendum constituait une démarche politiquement fondée, destinée à révéler le choix majoritaire des Québécois, suite à près de deux décennies de débats et de manifestations vigoureux...cette opération est devenue le paravent, l'écran de fumée démocratique", servira de point de départ de mon étude de la question nationale au Québec<sup>4</sup>. Autrement dit, en juxtaposant le mouvement souverainiste des années 1960 et 1970 au souverainisme de 1995, je tenterai d'examiner cette contradiction entre, d'un côté, un prétendu changement de valeurs sociales, économiques et politiques de la part des indépendantistes québécois et, de l'autre côté, les revendications d'un projet de société. Un examen qui débouche sur une remise en cause de la revendication souveraine globalement comprise afin de cerner ce qu'occulte un référendum-dit-paravent.

---

<sup>2</sup> C. Gagnon, *Le Référendum: un syndrome québécois* (La Chine: Éditions pleine lune, 1996), 17.

<sup>3</sup> F. Dumont *Raison Communes* (Québec: P.U.L., 1995), 19.

<sup>4</sup> Gagnon, op cit, 19.

Or, outre la réflexion désenchantée de Gagnon, l'idée même d'un projet de société justifie une telle comparaison des deux périodes, en ce sens où le même discours s'y trouve employé. Terme nébuleux s'il y en est, un projet de société peut signifier n'importe quelle orientation collective, pourvu qu'elle soit traduite en termes abstraits, dignes d'un "nouveau contrat social" comme le propose A. Benoit, vice-président de la Commission des jeunes<sup>5</sup>. Cela dit, l'expression 'projet de société' n'est pas sans contexte sémantique. Le terme s'enracine dans le discours de l'époque de la Révolution tranquille où elle signifiait, *grosso modo*, le dessein collectif de bâtir une société plus juste et plus humaine. Historiquement, donc, le terme 'projet de société' s'employait sur le terrain socio-politique québécois pour désigner un objectif social qui faisait de l'indépendance du Québec un moyen politique. De ce fait, les idéologies progressistes et indépendantistes étaient consubstantielles pendant les années 1960 et 1970, l'une servant de justification à l'autre. Lors du référendum en 1995, invoquer le projet de société implique l'indissociabilité des deux idéologies. La justesse de cette indissociabilité sera ici remise en cause.

De plus, conceptuellement parlant, vouloir esquisser un plan social quelconque trahit des influences sociales-démocrates, dans la mesure où, d'une part, un tel projet mise sur une solidarité collective réelle, et, d'autre part, présuppose une autonomie véritable en ce sens où le collectif se croit capable d'effectuer le changement social à travers les leviers étatiques qui lui sont disponibles. En d'autres termes, un projet de société s'inscrit

---

<sup>5</sup> S. Tramier, "Le 'Projet de société' au coeur des préoccupations des jeunes," *Le Devoir*, 6 mars 1995, A3.

normalement sur un plan progressiste de gauche, car l'idée même de miser sur l'État pour transformer activement une société au profit d'un collectif témoigne d'une tradition non-conservatrice<sup>6</sup>. Afin de ne pas entrer dans une discussion de caractérisations politiques, il faut se contenter de noter que ce qui ressort donc de l'usage historiquement spécifique du terme projet de société, comme de son sens général, c'est la confiance en l'efficacité du pouvoir de l'État. De la même manière, les projets de sociétés, tels que réclamés lors du référendum de 1995, illustrent la même confiance. *Le Mémoire soumis à la Commission nationale sur l'avenir du Québec*, présenté par la Centrale de l'enseignement du Québec, témoigne de ce fait: "C'est au niveau de l'État, en effet, qu'une société nationale établit ses choix fondamentaux, qu'elle formule et met en oeuvre les règles de base qui régissent les relations...des collectivités qui la composent"<sup>7</sup>. Bref, un État fort et efficace s'avère être l'un des traits du projet de société historique, comme du projet tel que posé lors du référendum de 1995 et constitue, donc, un des critères de ma définition d'un projet de société:

*En ce qui concerne l'espace politique québécois, tout plan socio-politique qui a pour but de forger une société socialement améliorée passant au travers l'indépendance politique du Québec a affaire à un projet de société.*

Ainsi, pour ce qui définit un projet de société, il s'agit autant du justificatif du projet souverainiste que de son contenu idéologique. À ce titre, les appels pour un projet de société défini et mis en oeuvre par le gouvernement du Québec s'avèrent contradictoires

---

<sup>6</sup> A. Giddens, *Beyond Left and Right-The Future of Radical Politics* (Cambridge:Cambridge University Press,1994), *passim*.

<sup>7</sup> Centrale des enseignants du Québec, *Mémoire soumis à la Commission nationale sur l'avenir du Québec* (1995), 21.

sur au moins deux plans. Premièrement, ils vont à l'encontre des tendances mondiales en ce qui concerne l'autonomie de l'État. Sans s'appuyer sur le jugement normatif et idéologique de la doctrine néo-libérale, et remettant une discussion plus profonde de cette question à une section ultérieure, j'avance que la mondialisation fait que les capacités de l'État deviennent de plus en plus restreintes. Deuxièmement, une telle justification semble être en décalage avec la "nouvelle figure identitaire québécoise" qui prend toute sa vigueur à la suite du premier référendum. L'historien Jocelyn Létourneau constate de cette mutation identitaire qui rompt avec le progressisme de la Révolution tranquille:

Au cours des années 1980, à la suite de l'essoufflement du projet social fondé sur les notions de démocratie, de participation, de développement équilibré, d'aménagement du territoire, de droits au bien-être et de promotion collective (projet d'ailleurs étroitement associé à la montée des technobureaucrates et à l'expansion de l'Etat comme image reflétant d'une collectivité cherchant à se présenter sous les traits d'une Nation moderne), une nouvelle figure identitaire a doucement émergé et s'est installée haut dans le panthéon national. Possédant les traits caractéristiques de l'entrepreneur audacieux, assuré et ambitieux, cette nouvelle 'tête bien faite' est en train de s'imposer comme héros collectif par lequel passe nécessairement l'avenir du Québec<sup>8</sup>.

À première vue, il s'agit d'une contradiction, dans le mesure où cette nouvelle figure identitaire, basée sur le succès économique et la concurrence mondiale, ne voudrait rien d'un État interventionniste et planificateur. Or, la contradiction tourne au paradoxe, lorsqu'elle fournit une clef d'interprétation, soit l'ouverture au monde comme force motrice d'un nouveau nationalisme québécois. D'où mon argument qu'au néo-nationalisme des années 1960-80 succède un nouveau nationalisme sur l'espace québécois, né de ce nouveau paradigme identitaire. À ce titre, il nous incombe, non seulement d'examiner le rapport entre le projet de société et un prétendu changement identitaire, mais de s'interroger sur la raison pour laquelle les nationalistes québécois

---

<sup>8</sup> J. Létourneau, "La Nouvelle Figure identitaire du Québécois. Essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence," *British Journal of Canadian Studies*, 6, 1(1991):18

continuent de revendiquer un État-nation souverain. Une remise en question du rapport entre nationalisme et souverainisme s'avère être la démarche fondamentale demandée par un examen du projet de société lors du référendum de 1995.

Montrer l'amorçage d'une métamorphose identitaire dans le Québec des années 1980-1990, exige un survol historique du néo-nationalisme et de son projet de société indépendantiste durant la période de 1960-1980, ce qui constituera le premier chapitre de cette étude. Il sera donc question, dans ce chapitre, d'esquisser les origines du néo-nationalisme et son évolution ultérieure en tendances indépendantistes, dont les indépendantismes de l'intelligentsia, des universitaires, des syndicats et du Parti Québécois. Pour conclure cette première section, j'examinerai dans quelle mesure le débat axé sur la question souverainiste durant ces deux décennies reste fidèle au projet de société néo-nationaliste du référendum de 1980, et comment ce plébiscite annonce la transfiguration subséquente du nationalisme québécois.

Ayant préparé la voie pour la comparaison des tendances nationalistes d'époques disparates, il s'agira, par conséquent, de cerner la nouvelle figure identitaire québécoise afin de mieux comprendre sa physionomie. En ce qui concerne mon hypothèse de base, soit la dépolitisation du nationalisme québécois, la nouvelle identité québécoise traduit un nouveau nationalisme, en ce sens où la modernisation de la société québécoise, quoique libératrice dans un temps, dans un autre temps, expose les Québécois aux influences de la mondialisation. Ici, j'aborderai le champ d'étude des théoriciens de la mondialisation et de la post-modernité, car c'est en m'appuyant sur les sociologues Anthony Giddens et Michel Maffesoli, en particulier, que j'espère mieux repérer le nationalisme québécois

dans un contexte mondial. Donc, dans un deuxième chapitre, c'est l'analyse des processus d'identification de Giddens dans la période qu'il se plaît à appeler la modernité-tardive (*late modernity*) et des influences 'dé-traditionalisantes' de la mondialisation qui va être, de prime abord, exploitée.

L'hypothèse de ce dernier, que le réveil du nationalisme dans les sociétés post-traditionnelles est lié à un profond désir de sécurité face au monde peu stable, semble convenir à la situation québécoise actuelle. Létourneau parle à ce sujet lorsqu'il concède que l'identité québécoise renouvelée ne veut pas dire le dépassement du doute fondamental troublant, "à savoir que le Québécois risque toujours de disparaître comme être collectif francophone de 'souche'"<sup>9</sup>. Or, quoique pour Giddens, le nationalisme s'inscrive dans une défense de la tradition, qu'elle soit religieuse, ethnique ou linguistique, ma présentation du nationalisme québécois renouvelé semble bénéficier de la nuance qu'apporte la théorie de Maffesoli quant à la "tribalisation post-moderne". Toujours dans ce deuxième chapitre, je ferai dialoguer l'apport de ce dernier et la théorie de Giddens pour faire ressortir que le nationalisme québécois, en dépit de son identité concurrentielle et individualiste, traduit néanmoins "une socialité à dominante empathique"<sup>10</sup>. À l'instar de Giddens, Maffesoli théorise sur les agrégations sociales qui se distinguent de la société moderne individualisante, et reposent plutôt sur les liens affectifs et empathiques. Toutefois, Maffesoli ne voit pas le tribalisme actuel comme

---

<sup>9</sup> Létourneau, op cit, 35.

<sup>10</sup> M. Maffesoli, *Le Temps des tribus - Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse* (Paris: Méridiens Klincksieck, 1988), 24.

réaction à la mondialisation, mais plutôt comme un phénomène favorisé par elle<sup>11</sup>.

Interprétons, par ceci, une mise en valeur de l'identité linguistique francophone et de sa fonction comme pôle d'attraction d'une socialité franco-qubécoise: une tribu à grande échelle. Or, cette formation sociale plus affective que rationnelle contredit, selon toute apparence, l'expression référendaire du nationalisme québécois de 1995 dans la mesure où le fait de réclamer un projet de société s'oppose nettement à "la fin d'une vision sociale dominée par la politique projective, l'administration planificatrice et rationnelle, et l'économie purement comptable et utilitaire", que décrit Maffesoli<sup>12</sup>. C'est justement cette contradiction qui conduit à une réflexion sur l'État moderne et le rapport qu'il entretient avec sa société politique dans le dernier chapitre de cette thèse.

Un rappel de la philosophie politique classique, aussi bien qu'une présentation du modèle de l'État-nation *type-idéal* comme corps représentatif d'une société politique donnée, constitueront la première partie de ce troisième chapitre et prépareront la voie à une analyse sémiotique de l'État-nation moderne qui lui succédera. Une approche trouvant dans l'homonymie du mot 'représentation' un lieu d'accès à la perspective d'un autre théoricien de la postmodernité, celle de Jean Baudrillard, aidera à répondre à la question du projet de société, celle qui dominait le discours public et gouvernemental autour du référendum de 1995. Choix peut-être inattendu d'incorporer la théorie de Baudrillard à une question de souveraineté politique, étant donné le champ orthodoxe d'application de la théorie de ce dernier, à savoir la philosophie de l'art et les études des

---

<sup>11</sup> M. Maffesoli, *La Transfiguration du politique- la tribalisation du monde* (Paris: Grasset, 1992), 217.

<sup>12</sup> Ibid, 84.

mass-médias. Sa conception de la simulation sera, néanmoins, pertinente en ce qui concerne l'État-nation aujourd'hui.

Le noeud de la réflexion de Baudrillard repose sur le modèle de la signification linguistique et sur la séparation des signifiants des signifiés; l'un n'ayant pas de rapport nécessaire avec l'autre dans l'âge des communications de masse. Ceci s'applique au phénomène nationaliste dans la mesure où l'État-nation constitue un signe objectif, tant politique que linguistique, se référant, en principe, à un sujet collectif. À ce titre, mon hypothèse initiale est la suivante: que l'État-nation en tant que signe existe en dehors, en dépit même, de son signifié. En d'autres termes, l'Etat-nation s'impose à une population, sans que son existence soit nécessaire, ni voulue par elle. M'appuyant sur la théorie de Baudrillard, je tâcherai de démontrer l'existence "simulacrale" de l'État sur deux registres: d'une part l'État se voit désiré et légitimé par le système mondial d'États, ce qui fait qu'un État jouisse d'une légitimation plus de manière externe que par la légitimation directe des citoyens internes. D'autre part, l'existence de l'État se fait à travers l'institutionnalisation du projet souverainiste et par son association historique de longue durée avec le nationalisme.

Pour reprendre la problématique des fins et moyens, l'État souverain constitue, non seulement un objectif détaché de sa raison d'être, il constitue aussi un objet détaché de son sens. Toutefois, un signe sans référent matériel ne veut pas dire que l'État n'existe que virtuellement, car le défi devant les souverainistes québécois est de décider quel sens donner à un État-nation "simulacral". D'où l'analyse du projet de société de 1995, qui se propose de démontrer comment le mouvement souverainiste actuel vise à remplir le signe

de l'État du sens, ou, en d'autres termes, comment ce projet veut lui faire signifier quelque chose. Le projet de société est censé répondre à ce besoin sur trois plans, ce qui ressortira de mon examen du discours gouvernemental et du discours populaire précédant le référendum de 1995. Premièrement, exiger un État fort et interventionniste. Ceci justifie la souveraineté politique sur un plan strictement logique, dans la mesure où un État-nation québécois qui s'engage dans une politique différente de celle de l'État canadien aura besoin de son autonomie politique. Deuxièmement, le contenu des projets esquissés, tant par le gouvernement que par les organismes populaires, présuppose une communauté politique homogène, suffisamment spécifique pour mériter son propre État national. Finalement, l'emploi du terme de 'projet de société' simule une nation ethnique homogène, dans la mesure où il s'inscrit dans un espace socio-historique où le Canadien-français et le Québécois étaient quasi-synonymes, et où un projet de société au singulier était moins chimérique qu'aujourd'hui.

Le chapitre trois traitera, donc, de la question principale, soit la fonction du projet de société, à la lumière de ma préparation historico-théorique dans les sections qui précédent. Mon argument est que le projet de société fonctionne comme revendication nostalgique lors du référendum de 1995, et vise à justifier un souverainisme qui a de moins en moins de sens, en ressuscitant un référent populaire --la 'nation québécoise'-- pour étayer l'État-nation-signé.

À titre de précision, en ce qui concerne la confusion par rapport aux titulaires du statut de 'nation québécoise', je distingue, principalement dans mon deuxième chapitre, entre une première catégorie de communautés que j'appelle constituante, domestique, de

référence et politique, et une deuxième catégorie de communauté, appelée nationale ou ethnique. La première catégorie se fonde sur la priorité de son expression politique, ces communautés se reconnaissent par leurs consubstantialité avec l'État. Cette deuxième catégorie renvoyant à une appartenance généalogique, la communauté nationale existe indépendamment de son expression étatique, quoiqu'elle cherche souvent à se représenter politiquement, d'où la concurrence pour le titre de nation entre ces deux catégories.

Une dernière précision terminologique, avant le premier chapitre: à propos des titres invoqués afin de signifier les adeptes de l'autodétermination du Québec, ce sont les termes souverainistes et indépendantistes, aussi bien que leurs substantifs respectifs, souverainisme et indépendantisme, que j'utiliserai tout au long de cette étude. Le terme de séparatiste, étant employé surtout par les adversaires de l'indépendantisme québécois, est jugé trop lourd de connotations négatives pour être ici employé. De la même manière, puisque la remise en cause de la revendication de la souveraineté constitue la toile de fond de cette thèse, je tiens à distinguer entre le nationalisme québécois et le souverainisme québécois, quoique les adeptes de chacun des groupes soient souvent les mêmes.

## Chapitre 1 - Le projet de société néo-nationaliste

On ne peut être frappé de ce que le projet indépendantiste, qui pendant vingt ans, soit de 1960 à 1980, avait signifié la perspective d'une société nouvelle, soit devenu après quinze ans de flottement et de scepticisme, de 1980 à 1995, une simple façon de s'accrocher aux acquis du passé dans le seul but de ne pas les perdre.<sup>1</sup>

Si, selon Charles Gagnon, le projet souverainiste n'est devenu, dans la conjoncture référendaire de 1995, qu'une ruse conservatrice ayant pour but de garder les "acquis du passé", il ne faut pas que ces acquis soient nécessairement matériels. Voici, en effet, mon hypothèse centrale qui veut que la conception moderne de l'État, et *a fortiori* la pertinence de la revendication de l'État-nation souverain du Québec, constituent les enjeux que le projet indépendantiste vise à conserver. Entendons par 'moderne' une *weltanschauung* paradigmatique de la philosophie des Lumières qui se reconnaît par des traits tel: le progrès, la raison et l'autonomie. En ce qui concerne le Québec, une volonté de changement et la croyance foncièrement subjective que les conditions sociales puissent être modifiées et même améliorées par l'intervention humaine caractérisaient le modernisme québécois.

Une première démarche dans l'exploration de cette piste exige un examen du legs symbolique et mythologique du nationalisme québécois de 1960 à 1980, la première date s'apparentant à une rupture avec le passé clérical canadien-français au profit d'une nouvelle identité politique québécoise. Après avoir tracé les grandes lignes de cette rupture, il sera ensuite pertinent d'analyser comment la politisation de la société

---

<sup>1</sup> C. Gagnon, *Le Référendum: un syndrome québécois* (Lachine: Editions la pleine lune, 1995), 42.

québécoise traduit un néo-nationalisme qui mise sur un État fort et interventionniste et comment ce néo-nationalisme donne naissance, par la suite, à un indépendantisme qui vise à ériger un État national québécois. Or, parler d'un nationalisme indépendantiste au singulier est trompeur car bien que tout courant souverainiste vise, *grosso modo*, au même objectif, à savoir la souveraineté politique du Québec, les projets de société qu'il veut réaliser se distinguent les uns des autres. D'où la nécessité de disséquer, dans un dernier temps, les expressions indépendantistes principales des années 1960 et 1970, soit l'indépendantisme de l'intelligentsia, celui des universitaires, celui du milieu syndical et celui du Parti Québécois, afin de mieux comprendre le rapport entre nationalisme et souverainisme durant ces vingt ans. Bref, il s'agit ici de démontrer comment la laïcisation du Québec traduit, dans un temps, une sécularisation du *telos* national, et dans un autre temps, comment cette finalité collective terrestre prend la forme d'un projet de société progressiste qui s'adjoint à un nationalisme indépendantiste.

### **La Critique de l'ancien régime et la valorisation de l'État**

La société québécoise à la veille de la Révolution tranquille était dominée par l'Église catholique. Le pouvoir ecclésiastique pénétrait dans presque tout aspect de la vie individuelle et sociale, et formait la pierre angulaire de la culture canadienne-française, particulièrement en matière d'éducation. Le système scolaire au Québec s'avérait singulier dans le contexte nord-américain à l'époque, d'une part parce qu'il était contrôlé majoritairement par l'Église catholique, et d'autre part par le fait qu'il s'est arrogé,

comme fonction principale, la formation morale et religieuse de l'individu.<sup>2</sup> L'idéologie canadienne-française traditionnelle s'appuyant sur une vision rurale et agriculturaliste de la nation canadienne-française, l'objectif principal des écoles catholiques n'était certes pas la formation d'acteurs économiques destinés à un système capitaliste jugé étranger et donc 'non-qubécois'.<sup>3</sup>

Au centre du système scolaire catholique était le collège classique. Institutions secondaires privées, les collèges préparaient leurs étudiants à s'insérer dans la vie cléricale et visaient à la formation de nouvelles élites dans la mesure où ces institutions représentaient l'étape par laquelle passait obligatoirement tout étudiant. Et encore qu'aient apparu, à la suite de la Première guerre mondiale, des écoles polytechniques et publiques contrôlées par le gouvernement du Québec, la relation étroite entre les collèges classiques et les universités témoignait d'un système des hautes études qui visait surtout à la reproduction des élites cléricales et du système ecclésiastique global.<sup>4</sup>

C'était cette même idéologie traditionnelle qui se traduisait par un rôle minime et passif pour l'État dans le domaine de l'éducation comme dans celui de l'économie. En effet, le caractère paysan de la main d'oeuvre canadienne-française allait de pair avec une économie essentiellement agricole et forestière, basée sur l'extraction et l'exportation des

---

<sup>2</sup> W.D. Coleman, *The Independence Movement in Quebec 1945-1980* (Toronto: University of Toronto Press, 1984), 56.

<sup>3</sup> K. McRoberts, *Quebec: Social Change and Political Crisis*, 3e édition, (Toronto: McClelland and Stewart, 1888), 64.

<sup>4</sup> Coleman souligne, à ce titre, que "as late as 1953, 100 per cent of law students, 100 percent of dental students and 99.9 per cent of medical students at the universities had graduated from a college[classique]". Coleman, op cit, 59.

matières premières, défaut de développement des lieux de production secondaires.<sup>5</sup> Par méfiance de l'urbanisation et de l'industrialisation, des tendances jugées menaces pour le caractère traditionnel de la nation canadienne-française, et par philosophie de laissez-faire à l'égard de l'économie québécoise, le gouvernement duplessiste a pris une position 'anti-étatiste' par rapport à l'intervention politique, jouant, plutôt, un rôle d'appui vis-à-vis des autorités ecclésiastiques.<sup>6</sup>

Quant à la population québécoise traditionnelle elle-même, si elle ne manifestait pas une idéologie consciemment 'anti-étatiste', son 'apolitisme' s'explique par la position secondaire de l'État selon la théologie catholique orthodoxe qui voulait que ce dernier tire sa légitimité non pas du peuple mais plutôt de Dieu.<sup>7</sup>

Si, dans la période après-guerre, les autres provinces canadiennes ont entrepris de moderniser leurs institutions politiques pour mieux répondre aux transformations de leurs économies, induites par l'industrialisation de la production et par l'urbanisation de la population, ceci n'a pas été la piste suivie au Québec. L'État du Québec languissait dans une impuissance véritable jusqu'aux années 60 face à, d'un côté, l'obstination à conserver la spécificité culturelle québécoise rurale et religieuse, et de l'autre côté, la prédisposition du gouvernement provincial à une économie non-réglémentée.

Toutefois, est apparue, vers les années 1950, toute une génération de critiques du régime

---

<sup>5</sup> Coleman, op cit, ch. 1.

<sup>6</sup> Ibid, 63.

<sup>7</sup> J'emprunte, à Coleman, la citation suivante qui illustre fort bien la philosophie politique dominante de l'époque: "C'est Dieu, non le peuple, qui donne aux gouvernements l'autorité qu'ils ont. Le peuple, lui, désigne celui ou ceux en qui l'autorité reposera. Cela fait, le peuple ne peut pas, selon son caprice, sous prétexte qu'il est souverain, désobéir aux lois, ni aux ordres de ceux qui commandent". Coleman, op cit, 51.

traditionnel et du nationalisme canadien-français défensif. Cette génération, qui a pris figure avec le *Refus Global* de Paul-Émile Borduas, s'est cristallisée, par la suite, autour de l'engagement syndical et de la revue contestataire *Cité libre*. Les collaborateurs de la revue, dont Pierre Trudeau et Gérard Pelletier étaient rédacteurs, s'en prenaient à l'agriculturalisme canadien-français, à la situation privilégiée de l'Église et aux conceptions traditionnelles du pouvoir politique, tout en avançant un programme réformiste. Ils cherchaient à réconcilier le Québec avec la modernité par l'intervention d'un État fort et efficace, par la transformation et la laïcisation de l'éducation, et par des réformes, dans un souci de justice sociale.<sup>8</sup> Ceci en vue de rattraper les retards sociaux et économiques causés, selon ces intellectuels, par l'hégémonie cléricale dans ces domaines.

Plusieurs historiens et politicologues tentent de voir dans la contestation des institutions traditionnelles de 'l'ancien régime' duplessiste l'émergence d'une nouvelle classe sociale critique des élites cléricales et du pouvoir ecclésiastique en général. Selon cette interprétation, ce sont les nouvelles classes moyennes qui se sont substituées aux classes moyennes traditionnelles en prenant, en tant que députés et fonctionnaires libéraux, les positions de pouvoir politique lors de la défaite de l'Union nationale en 1960. Selon ce même argument, la mise au pied, durant les années 1950, d'organismes hors du contrôle ecclésiastique direct, soit les mouvements des jeunes catholiques, les syndicats et les nouveaux départements de sciences humaines, ont facilité une réflexion

---

<sup>8</sup> J.M. Soulet, *Le Silence des intellectuels- radioscopie de l'intellectuel québécois* (Montréal: Éditions St. Martin, 1987), 57. Voir aussi, P.E. Trudeau et al. *La grève de l'aminante* (Montréal, Jour, 1970); P.E. Trudeau, "reflexions sur la politique au Canada français" *Cité Libre* no. 6 (décembre 1952):53-70; M. Brunet, *Candians et Canadiens* (Montréal: Éditions Fides, 1954).

sur l'Église et les conditions sociales de la société canadienne-française.<sup>9</sup> Or, si les conditions objectives d'une telle classe ont bien existé -- ce qui n'est pas chose sûre (voir ci-dessus) -- subjectivement parlant, selon le politicologue Léon Dion, ces intellectuels n'étaient pas représentatifs d'une nouvelle classe sociale, mais plutôt d'une collectivité sans cohésion, étant donné la définition d'une classe sociale de ce dernier:

Pour que se constitue une classe sociale, il ne suffit pas que des individus, même nombreux et de condition homogène, convergent dans l'opposition; il leur faut encore pouvoir s'affirmer dans la conscience d'une identité de vues, non seulement sur le plan des valeurs définies dans l'abstrait, mais encore dans l'élaboration d'un projet concret de société.<sup>10</sup>

Cette problématique de 'comment classer les intellectuels?', trouve quelque écho dans l'analyse du rôle de l'intellectuel moderne qu'effectue le sociologue Jean-Marc Léger. Selon cet auteur, le statut 'inclassable' de l'intellectuel découle de sa mission générique, dans la mesure où ce dernier doit s'abstraire de la société pour ensuite l'analyser. C'est à partir de cette position à distance que l'intellectuel réalise, dans un premier temps, son "travail d'homogénéisation en apportant une vision commune de la société".<sup>11</sup> Dans un autre temps, l'intellectuel remplit aussi une fonction de service au public, dont il est "la cheville ouvrière d'une immense oeuvre d'autoperception collective".<sup>12</sup> Bref, si l'intellectuel doit garder ses distances par rapport au public, il doit aussi se rappeler constamment son devoir collectif et sa communauté d'origine.

---

<sup>9</sup> Ibid, 16-17.

<sup>10</sup> L. Dion, *Quebec-1945-2000 Tome II: Les Intellectuels et le temps de Duplessis* (Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 1993), 202.

<sup>11</sup> Soulet, op cit, 32.

<sup>12</sup> Ibid, 64.

Typique de sa fonction sociale singulière, l'identification de l'intellectuel à une classe n'est fonction ni de son niveau d'éducation, ni de son statut économique, mais plutôt d'un choix pragmatique d'appartenance. D'après Soulet, "les intellectuels peuvent être pensés comme les conducteurs de classes hétéromobiles... choisissant le véhicule-classe à diriger en fonction de leur souci de réaliser pleinement leurs capacités/ intérêts".<sup>13</sup> Ce faisant, si l'intellectuel s'identifie à une classe ou couche sociale plus consciemment qu'ontologiquement, il s'ensuit qu'il ne saurait être question d'exploiter une solidarité sociale existante. L'intellectuel doit, plutôt, se mettre à cultiver, à promouvoir une nouvelle conscience collective.

C'était cette nouvelle conscience qui a caractérisé, à la fois, l'engagement de cette première génération d'intellectuels, et leur identification sociale, étant donné que le projet de modernisation politique qu'ils ont avancé s'attaquait à l'identité rurale de la nation canadienne-française. Ainsi, si une conscience de classe n'existait pas encore parmi ces nouvelles couches urbaines, elle prendra forme quand ceux-ci s'érigent en classe étatico-bureaucratique. Une classe autour de laquelle se cristallisera, par la suite, une véritable classe sociale.

En revendiquant leur statut d'anti-cléricaux, en s'en prenant à l'anti-modernisme de la conscience nationale traditionnelle et par la prise de position syndicale, le projet social des essayistes de *Cité libre* opposait à l'idéologie de conservation celle du progrès.<sup>14</sup> La

---

<sup>13</sup> Ibid, 35.

<sup>14</sup> Voir les articles suivants dans *Cité libre*: P.E. Trudeau, "Matériel pour servir à une enquête sur le cléralisme I", v. 3, 7 (mai 1953):29-37; P. Vadeboncoeur, "L'irréalisme de notre culture" v.1, 4 (1964):20-26; G. Pelletier "Refus de confiance au syndicalisme", v. 3, 7 (juillet 1956): 1-9.

position de Pierre Vadeboncoeur, qui, dans un de ces articles, dénonce l'idéalisme du nationalisme canadien-français et prône "une plongée audacieuse dans le réel", est paradigmatique du projet de *Cité libre*.<sup>15</sup> Celle-ci appuyait une prise en compte de la réalité sociale du Québec.

Or, quoiqu'indiscutablement ce projet visât à faciliter la modernisation du Québec par le biais de la rationalisation étatique, il ne constituait toutefois pas un projet de société québécois véritable, dans la mesure où il ne se fondait pas sur la singularité de la nation québécoise, et ce dans les deux sens du terme. Dans un premier temps, en choisissant de diriger contre le Québec traditionnel et ecclésiastiques, un nouvelle 'classe idéologique', ce projet nuisait à l'unité de la société canadienne-française.<sup>16</sup> Dans un autre temps, la modernisation voulue par projet avait trait surtout à la défense des libertés individuelles et au rattrapage économique par rapport aux autres provinces canadiennes. Le projet ne pouvait être, à proprement parler, québécois. Loin de revendiquer un État national québécois, ce projet misait plutôt sur un rapprochement avec l'État canadien pour combler le retard provincial<sup>17</sup>. Pour que soit posé le rapport entre le développement

---

<sup>15</sup>Vadeboncoeur, op cit, 23.

<sup>16</sup> McRoberts, op cit, 110. L'auteur écrit qu'en 1962 "59% of the Liberal députés came from districts which were more than 60 urban. Similarly, 29% of the Liberals députés were from Montreal or Quebec City". De même, selon Coleman, une coalition derrière la Révolution tranquille consistait en "the organized working class, the francophone business class, and elements from the middle class inteligentisia"; Coleman, op cit, 92.

<sup>17</sup> À ce sujet, Maurice Lamontagne, l'un des intellectuels critiques de la première heure, illustre comment ce projet social n'assimile pas encore la nation (canadienne-française) à la société québécoise mais plutôt à la société pan-canadienne lorsqu'il écrit: "En somme, le dilemme qui se pose à la province de Québec n'appelle qu'une solution: l'intégration lucide au fédéralisme canadien". Cité dans Dion, *Québec-1945-2000 ...*, op cit, 223.

socio-économique et l'identité nationale il faudra attendre l'amorçage de la Révolution tranquille et l'émergence d'un néo-nationalisme québécois.

### **La Révolution tranquille- le néo-nationalisme et la libération collective**

Si, vers la fin des années 1950, un Québec séculier et progressiste s'avérait être un paradigme social<sup>18</sup> qui gagnait de plus en plus d'adeptes, il n'y avait pas la même unanimité en ce qui concernait les moyens de sa réalisation. Bien que presque toute la génération d'intellectuels contestataires s'accordât pour dire que ce serait par le biais de l'État que la modernisation du Québec se produirait, cette génération demeurait divisée sur la question de quel État. Soulet écrit à ce sujet que:

[s]i, à l'origine la nébuleuse cité-libriste, s'intéressant d'abord aux droits des individus, soutenait davantage une option interculturelle au sein de l'entité pan-canadienne, le débat découlant de la mise en oeuvre du rattrapage allait scinder ce mouvement libéral de manière irrémédiable en une partie fédéraliste débouchant à terme sur le *French Power* d'Ottawa, et en une autre tentant de concilier la question sociale et la question nationale en un néo-nationalisme.<sup>19</sup>

La réticence de cette "génération du rattrapage" à extrapoler son idéologie émancipatrice jusqu'à un projet de libération nationale s'explique par la signification historique du concept de nationalisme au Québec.<sup>20</sup> Jean-Marc Léger, dans un recueil d'essais intitulé *Les Nouveaux Québécois*, se penche sur le phénomène nationaliste global afin de mettre en relief son caractère antérieur.<sup>21</sup> En dépit de sa signification première,

---

<sup>18</sup> Voir W.D. Coleman et D. Salée, "The Challenges of the Quebec Question: Paradigm, Counter-paradigm, and ...", dans *Understanding Canada-Building on the New Canadian Political Economy*, W. Clement ed. (Kingston; Montréal: McGill-Queen's, 1997).

<sup>19</sup> Soulet, op cit, 46.

<sup>20</sup> Ibid, 56.

<sup>21</sup> Les 'Nouveaux Québécois' qui contribuent à ce recueil sont, pour la plupart, des intellectuels, journalistes, politicologues et politiciens, dont Bernard Landry, Jean-Marc Léger et Jacques Parizeau, qui ont orchestré les deux référendums au Québec.

selon laquelle le nationalisme était un anti-conservatisme "de gauche", le nationalisme de la première moitié du vingtième siècle se référerait davantage aux tendances conservatrices, même fascisantes. De même, face à la confédération avec le Haut Canada, les nationalistes canadien-français se sont réfugiés dans une défense des traditions folkloriques, Léger affirme.<sup>22</sup> Ce dernier poursuit en proposant que les tentatives d'assurer la survie de la nation canadienne-française, se manifestant notamment par la protection de la langue française et le maintien de la "demi-autonomie du Québec", se sont dotés trop librement de l'épithète de 'nationalisme'.<sup>23</sup> Ce nationalisme, que Léger appelle 'incomplet', se reconnaît par cinq traits principaux:

1) défensif, il mit l'accent sur la préservation des traditions et des positions de la communauté franco-canadienne 2) il s'orienta essentiellement vers la défense des valeurs de langue et de culture, ne s'intéressant guère à la politique...3) apostolique et formaliste, il tendit à agir plus par la voie de la propagande et des campagnes d'opinion que par la modification des structures politiques 4) traditionaliste, il bouda la révolution industrielle et ...abandonna volontiers à l'élément anglo-américain le monde des grandes affaires 5) bourgeois et conservateur, il devint l'apanage des classes moyennes, fut imperméable aux transformations économiques et sociales, progressivement coupé des masses.<sup>24</sup>

S'opposant au nationalisme traditionnel, Léger insiste sur la distinction entre 'le sentiment national' et 'le nationalisme' où ce dernier se différencie du premier, qui, lui, s'avère être un vouloir-survivre, par son engagement à conférer à la nation de la puissance, de la prospérité et du prestige.<sup>25</sup>

Ce fut, en effet, l'apport véritable de la Révolution tranquille que de conférer à la question de la modernisation du Québec un ton néo-nationaliste. Comment interpréter

---

<sup>22</sup> J.M Léger, "Le néo-nationalisme, où conduit-il", dans *Les Nouveaux Québécois* (Québec:Presses Universitaires de Laval, 1964), 46.

<sup>23</sup> Ibid, 46.

<sup>24</sup> Ibid, 45.

<sup>25</sup> Léger, op cit, 46.

autrement la célèbre devise du gouvernement Lesage de "Maîtres chez nous", pour caractériser les initiatives gouvernementales, sinon comme la manifestation du sentiment néo-nationaliste? L'idéologie de rattrapage économique, dont faisaient école les cités-libristes, avait beau poser la question du progrès social, ce dernier n'était pas synonyme de progrès national. L'émancipation qu'ils envisageaient était une libération décidément individuelle. Or, à mesure que l'État revêtait un rôle de plus en plus actif sur l'espace québécois, l'idéologie du rattrapage a débouché sur "une interrogation sur les finalités même de l'État", et sur l'émancipation collective de la nation canadienne-française.<sup>26</sup>

Les années 60 inauguraient, en effet, une nouvelle forme de nationalisme aux allures progressistes, qui allait renforcer la construction d'un État national en mesure de permettre aux Québécois d'avoir la maîtrise de leur destin collectif. Un État fort, comme garant de la dynamique socio-politique et de son autonomie, devint ainsi l'idéologie dominante au point d'identifier à la Révolution tranquille à la production de l'État québécois, au point de développer un sentiment collectif d'identification à l'État.<sup>27</sup>

Le néo-nationalisme québécois se distingue, ainsi, du nationalisme canadien-français traditionnel en ce que ce premier a trait à l'épanouissement de la nation, réalisé par le biais de l'intervention étatique, tandis que l'autre visait à la conservation d'un style de vie traditionnel. À ce titre, le changement d'épithète, de canadien-français à québécois, pour qualifier le substantif de 'nationalisme', est significatif en ce sens où le néo-nationalisme traduit une valorisation de la politique, et *a fortiori* de l'État québécois, qui, ce dernier, supplantera le rôle central que jouait l'Église dans les années précédant la Révolution tranquille. L'affirmation de Léger que le nouveau nationalisme serait "la recherche des formes d'avenir de la nation, des moyens d'édifier une société moderne, originale juste et

---

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Soulet, op cit , 46.

progressiste"<sup>28</sup>, témoigne de l'importance de l'État vis-à-vis du néo-nationalisme: l'État constituant le moyen par lequel la modernisation de la province s'accomplira.

Toutefois, l'importance de l'État à l'égard du néo-nationalisme dépasse largement son rôle pratique en ce qui concerne le projet moderniste: dans l'esprit du temps, il était censé incarner aussi le peuple québécois francophone. Je reviendrai à cette question clef du rapport communauté-État dans le prochain chapitre. Il suffit, pour le moment, de signaler les deux présuppositions qui sous-tendent cette mutation identitaire.

Premièrement, l'identification à l'État québécois par les Canadiens-français exprime une conception de l'appartenance nationale qui, quoique beaucoup plus légitime à l'époque, excluait néanmoins les minorités habitant l'espace québécois. Le propos de Guy Bouthillier, dont l'étude fait la chronique du mouvement indépendantiste au Québec, illustre l'effet de ce glissement d'identité sur la question d'appartenance à l'époque:

Dans le vocabulaire de l'époque, être Québécois, c'est être Canadien français, le peuple québécois se situant dans le prolongement historique de la Nouvelle-France et du Canada français, dont il hérite le passé, la volonté de vivre et la langue. C'est pourquoi, dans l'esprit de l'époque, les Anglais du Québec ne sont pas des Québécois, mais des étrangers qui constituent le prolongement, sur le territoire du Québec, de ce pays étranger qu'est le Canada.<sup>29</sup>

Deuxièmement et plus universellement, le dépouillement de l'identité canadienne-française et l'adoption subséquente de l'identité québécoise se font à partir de la présupposition qu'un État moderne n'est que la représentation politique d'une nation ethnique. Autrement dit: le succès du glissement identitaire témoigne de l'idée, non pas exclusive au Québec, que l'État-nation, en tant que corps politique, personnifie sa

---

<sup>28</sup>Léger, op cit, 51.

<sup>29</sup>G. Bouthillier, "Le mouvement indépendantiste: de la mystique à la politique" dans *Québec: un pays incertain*(Montréal:Québec/Amérique, 1980), 51.

communauté culturelle constituante. Ces deux présuppositions seront vitales pour comprendre le projet de société en 1995.

La visée du projet néo-nationaliste étant, à la fois le progrès interne de la société canadienne-française et l'émancipation de cette société, l'État québécois est devenu porteur des espoirs libérateurs des québécois francophones. D'une part, il s'agissait de la libération de l'oppression anglo-canadienne et américaine en matière économique, d'autre part de l'émancipation du joug ecclésiastique, en matière d'enseignement et de culture. Ainsi, la sécularisation de la société québécoise traduisait un fort déclin de l'influence de l'Église et une montée correspondante de l'importance de l'État. La promulgation de la célèbre loi 60, qui préconisait la création d'un ministère d'Éducation, ainsi que le développement des collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEPs) pour remplacer les collèges classiques, témoignaient d'un rôle réduit pour l'Église vis-à-vis de l'éducation.<sup>30</sup> En même temps, la sécularisation du pouvoir politique comme la laïcisation de la population se sont accompagnés d'une sécularisation de l'eschatologie collective. Ainsi, la finalité métaphysique communautaire, comme la finalité individuelle, ne se trouvaient plus dans un au-delà céleste, mais dans un à-venir terrestre: un véritable messianisme néo-national.

Le noeud de la thèse de maîtrise d'Yves Couture, *La Terre promise-l'absolu politique dans le nationalisme québécois*, porte sur les messianismes du nationalisme traditionnel canadien-français et du néo-nationalisme québécois. Selon Couture, quoique le messianisme constitue "la charpente même du discours nationaliste traditionnel sur

---

<sup>30</sup>Voir Coleman, *The Independence...*, op cit, ch. 6 "Education reform".

l'identité nationale", il se distingue du messianisme millénariste néo-nationaliste et de l'orientation vers l'avenir que prend celui-ci<sup>31</sup>. Couture écrit:

le millénarisme est structuré par l'attente d'un âge d'or qu'on se représente parfois comme ayant déjà existé, mais dont on espère la venue ou le retour dans un avenir plus ou moins rapproché. Sous une forme atténuée, c'est une espérance,...l'attente d'une amélioration de la condition humaine.<sup>32</sup>

Cette caractérisation détonne nettement avec la résignation clérico-conservatrice qui marquait le nationalisme traditionnel, mais convient très bien au néo-nationalisme.

Il n'est pas difficile de suivre l'argument qui, de la valorisation de l'État du Québec en tant que levier d'émancipation collective, mène à la poussée indépendantiste de l'émancipation politique. Recelant un projet de société, qui fait de l'État souverain du Québec une condition nécessaire à la réalisation d'une société non seulement libre mais aussi améliorée, Soulet caractérise le projet de société indépendantiste comme un véritable *aufklärung* québécois, reposant "sur trois piliers: la Science, l'État et la Langue."<sup>33</sup>

### **Le Néo-nationalisme indépendantiste—la souveraineté comme moyen social**

Dans son étude du rapport entre le syndicalisme québécois et l'indépendantisme, *Trade Unions and Separatism in Québec*, Ralph Peter Güntzel affirme que l'indépendantisme québécois n'est qu'une version plus radicale du néo-nationalisme de la Révolution tranquille, l'idée d'une reconquête économique sous-tendant toutes deux

---

<sup>31</sup> Y. Couture, *La Terre promise-l'absolu politique dans le nationalisme québécois* (Montréal: Liber, 1990), 54.

<sup>32</sup> Ibid, 56.

<sup>33</sup> Soulet, op cit, 42.

idéologies.<sup>34</sup> Güntzel semble appuyer, l'analyse de Gilbert Renaud qui dit que l'esprit qu'a engendré la planification étatique des années 60 traduisait une véritable effervescence politique où l'État est devenu "la matrice du développement économique, social et national, posant du même coup la question de la souveraineté qui cristallisera le débat politique dans les années à venir".<sup>35</sup> Plus l'État remplit de fonctions dans la vie courante de ses citoyens, plus il occupe de place dans les imaginaires individuels et collectif.

Or, dans un deuxième temps, l'espoir qui va de pair avec cette effervescence n'a préparé que déception vis-à-vis de la Révolution tranquille. C'était le désenchantement, surtout chez les intellectuels des classes moyennes et des syndicats, face à l'efficacité des mesures prises durant la Révolution tranquille, qui les a amenés à revendiquer l'indépendance du Québec afin de continuer le projet de modernisation.<sup>36</sup> Enfin, se joignant aux deux groupes déjà mentionnés, la nouvelle classe moyenne engendrée par le secteur public croissant (effet socio-démographique de la politique de nationalisation entreprise par le gouvernement Lesage) faisait "le lien entre l'indépendantisme, voire un pouvoir croissant d'État et une vie, une société améliorée."<sup>37</sup>

Or, comme Couture le souligne, l'ambivalence idéologique du néo-nationalisme s'explique en grande partie par l'évolution qu'a connue ce mouvement

---

<sup>34</sup> R.P Güntzel, *Trade Unions and Separatism in Québec: The Confédération des syndicats nationaux, the Idea of Independence, and the Sovereignist Movement, 1960-80.* (Augsburg: AV-Verlag, 1993), 22.

<sup>35</sup> Renaud, op cit, 100.

<sup>36</sup> Arrivent à cette conclusion causale, parmi d'autres: Güntzel, op cit, ch. 1.; Coleman, *The Independence...* op cit, ch. 8. ; K. McRoberts, op cit, ch. 7.

<sup>37</sup> Couture, op cit, 106.

depuis la Révolution tranquille et durant la période ultérieure engendrée par elle, que l'on se plaît à appeler la Révolution nationale, où la question de l'indépendance du Québec a été véritablement sur la sellette. C'était pendant cette période que s'est produit le schisme qui a coupé le néo-nationalisme en deux tendances antagonistes: le camp néo-fédéraliste, qui, lui, souhaitait, en gros, un re-aménagement du cadre constitutionnel canadien, et le camp indépendantiste, favorisant la souveraineté politique du Québec. Effet secondaire de ce schisme, les solutions respectives à chacune des tendances ont fini par influencer les idéologies de base du débat national. Couture écrit:

...par la logique même du débat politique, les néo-fédéralistes paraîtront abandonner et abandonneront parfois, en effet, aux indépendantistes les thèmes propres au nationalisme progressiste. Les tenants de l'indépendance seront, de ce fait, justifiés de se présenter comme les représentants de l'expression la plus légitime, parce que la plus cohérente, du néo-nationalisme.<sup>38</sup>

C'est, donc, l'opposition binaire qui s'est imposée au débat. Un manichéisme qui a opposé à un mouvement nationaliste, progressiste et indépendantiste, un néo-fédéralisme relativement conservateur.

Cela dit, l'indépendantisme progressiste, comme idéologie, varie lui même selon les quatre types de néo-nationalisme indépendantiste québécois. Les quatre courants sont: l'indépendantisme des universitaires, l'indépendantisme de l'intelligentsia radicale, l'indépendantisme syndical et celui du Parti Québécois. Reste à voir comment comment ces indépendantismes réconcilient ces trois concepts distincts, soit le nationalisme,<sup>39</sup> la

<sup>38</sup> Ibid, 86.

<sup>39</sup> Je tiens à la définition que fournit Léon Dion de "l'idéologie nationaliste" dans son ouvrage, *Nationalismes et politique au Québec* (Montréal: Éditions Hurtubise, 1975). "Par idéologie nationaliste, j'entends l'ensemble des représentations faites par référence à une collectivité spécifique particulière, appelée peuple ou nation, définie par un amalgame de traits incluant, entre autres mais sans qu'aucun d'entre eux en particulier ne soit suffisant ni nécessaire, une origine, une histoire, un territoire, une culture, des institutions et une langue communs aux membres de cette collectivité, témoignant du sens d'une solidarité d'appartenance et de destin souvent en face

souveraineté d'un véritable État national, et le progressisme, ou socialiste ou social-démocrate, dans un projet de société.

### **Les Projets de Société indépendantistes**

#### *a) L'intelligentsia*

Diachroniquement, c'est l'indépendantisme de l'intelligentsia qui s'avère être le premier de ces quatre mouvements néo-nationalistes à réclamer l'émancipation politique du Québec. La revue *Parti pris*, jugée par plusieurs comme le courant de la pensée de l'intelligentsia indépendantiste, déclare, dans la présentation à son premier numéro:

Nous luttons pour l'indépendance politique du Québec parce qu'elle est une condition indispensable de notre libération...[l']essentiel pour nous est de nous libérer de ceux qui...nous dominent économiquement et idéologiquement, et qui profitent de notre aliénation.<sup>40</sup>

Les collaborateurs de la revue étaient pour la plupart des intellectuels, des étudiants ou des universitaires qui s'inspiraient de la philosophie existentialo-marxiste présente dans les milieux intellectuels français. Selon eux, la situation québécoise s'inscrivait dans une problématique de colonisation du Québec francophone, par les colonisateurs canadiens-anglais et américains, d'où les références à Albert Memmi, à Franz Fanon et à la révolution collective souhaitée.<sup>41</sup> Toutefois, en ce qui concerne cette problématique d'oppression nationale, Léon Dion, dans *Nationalisme et politique au Québec*, souligne une contradiction fondamentale entre la doctrine socialiste et l'idéologie nationaliste,

---

d'autres collectivités jugées étrangères ou ennemies", p. 16.

<sup>40</sup> "Présentation", *Parti pris*, vol 1,1 (Oct, 1963), 4.

<sup>41</sup> Voir les articles suivantes dans *Parti pris*: P. Maheu, "De la révolte à la révolution", n. 1, octobre, 1963):5-18; numéro spécial "portrait du colonisé québécois", n.9,10,11(été, 1964).

dont la tentative de combinaison par l'intelligentsia de *Parti pris*, remet en cause

l'inspiration nationaliste de cette dernière:

Le nationalisme vise à l'intégration de toute la communauté nationale quelles que soient par ailleurs les divergences dans les positions et les conceptions socio-économiques des 'nationaux'; le socialisme, pour sa part, privilégie les considérations socio-économiques, certaines classes...pouvant même être considérées comme 'anti-nationalistes' et de ce fait indignes d'être incorporées à la nouvelle nation.<sup>42</sup>

L'intelligentsia résout cette contradiction en simplifiant son analyse des rapports sociaux. Les essayistes réduisent les concepts marxistes des classes sociales à un rapport hégélien et binaire de maître et esclave.<sup>43</sup> Selon Pierrette Bouchard-Saint-Amant, "*Parti pris* s'[est] accommodé bien du vocabulaire marxiste mais moins des principaux concepts qui le sous-tendent".<sup>44</sup> Cette tension entre le nationalisme et le socialisme, avance-t-elle, fait que "la nation québécoise devient une nation prolétaire, opposée directement à l'impérialisme américain et canadien-anglais"; une approche qui ne serait peut-être pas tout-à-fait fausse, par rapport à la nation canadienne-française, étant donné son visage traditionnel paysan, mais qui demande une simplification des rapports sociaux au sein de la nation politique québécoise. Bouchard-Saint-Amant continue que, "[la tension entre le socialisme et le nationalisme] subit des contraintes nationales qui englobent et

---

<sup>42</sup> L. Dion (1975) *Nationalismes et politique...* op cit, 110.

<sup>43</sup> Cette allusion à Hegel vient de moi. Je la juge juste étant donné le rapport historique et philosophique entre le marxisme et la pensée hégélienne, celui-là étant, pour le dire grossièrement, une continuation radicale et beaucoup plus complexe de la philosophie hégélienne. Il s'ensuit qu'une appréciation hégélienne des rapports socio-économiques serait moins détaillée que celle de Marx. Voir L. Althusser, *Pour Marx* (Paris: François Maspero, 1969). Surtout le Chapitre III, "Contradictions et surdétermination".

<sup>44</sup> P. Bouchard-Saint-Amant, "L'Idéologie de la revue *Parti pris*: Le Nationalisme Socialiste", dans *Idéologies au Canada Français*, éd. F. Dumont et al., (Québec: PUL, 1981), 318.

minimisent les opposition de classes et permettent une certaine unification...entre classe ouvrière, et petite bourgeoisie".<sup>45</sup>

D'après Couture, le type d'émancipation prônée par la mouvance idéologique de l'intelligentsia compte "parmi les expressions les plus poussées et conséquentes de la radicalisation de la tendance millénariste du néo-nationalisme."<sup>46</sup> Toujours selon lui, les deux moments de la libération de l'intelligentsia, soit la révolte individuelle et une révolution collective, témoignent de sa structure millénariste. Les prenant comme archétypes de l'intellectuel de 'la gauche nationale', Couture explique comment Pierre Vallières et Paul Chamberland, tous les deux collaborateurs de la revue, ont chacun renoncé à la révolte purement individuelle pour s'engager dans une lutte révolutionnaire collective. Chamberland explique que, "[l]e révolutionnaire est avant tout un mécontent...: il ne se sent pas à l'aise dans la société où il vit et s'il veut davantage, c'est pour lui tout d'abord. Sachant qu'il ne peut obtenir, à lui seul, de transformations sociales, il se tourne vers les classes, les groupes défavorisés."<sup>47</sup> L'engagement favorisé par l'intelligentsia trahissait la confiance que ces hommes avaient en des capacités humaines d'effectuer de changement social, une foi qui corrobore la thèse millénariste de Couture, car la société future terrestre qu'ils envisageaient est conforme à l'âge d'or du millénarisme séculier.

---

<sup>45</sup> Ibid, 330.

<sup>46</sup> Couture, op cit, 89.

<sup>47</sup> P. Chamberland, "L'Individu révolutionnaire" dans *Parti pris*, 3, 5 (1966), 13.

Or, voici encore une contradiction en ce qui concerne l'idéologie de *Parti pris*. Dion signale, à propos du socialisme de *Parti pris*, que "le débat tourne toujours autour des positions marxistes-léninistes concernant la violence de même que des conditions d'application de la violence au Québec";<sup>48</sup> la revue a donné naissance au Mouvement de libération populaire (M.L.P.) et a nourri, tant physiquement que moralement, le F.L.Q.<sup>49</sup> En ce sens, bien que le nationalisme socialiste de l'intelligentsia se soit appuyé sur un argument indépendantiste, il s'avérait néanmoins critique à l'égard du réformisme<sup>50</sup> de la Révolution tranquille et, *a fortiori*, de l'État capitaliste. Paul Chamberland nous rappelle que, "[l]e réformisme est ennemi de la révolution, qui seule peut assurer la libération."<sup>51</sup> Comment réconcilier, alors, la révolution violente et l'indépendance politique ? Selon Bouchard-Saint-Amant, l'intelligentsia de *Parti pris* résout cette contradiction en nuancant (voire en trahissant) la perspective marxiste-léniniste de l'État. Si, selon la doctrine marxiste, l'État concrétise l'exploitation des travailleurs, selon Chamberland, il est possible que la classe exploiteuse "[forge] un instrument qui finisse par lui échapper des mains, autant à cause de son manque de cohésion interne, que la montée des classes

---

<sup>48</sup> Dion, *Nationalismes et politique...*, op cit, 107.

<sup>49</sup> Outre la participation des militants felquistes, notamment Charles Gagnon et Pierre Vallières, à la rédaction de *Parti pris*, ce dernier estime que "la revendication sociale du peuple se double d'une revendication nationale qui...s'est révélée par le terrorisme du F.L.Q." Bouchard-Saint-Amant, op cit, 342.

<sup>50</sup> Il faut souligner qu'en employant ce terme de 'réformisme', il n'est pas question d'évoquer le sens historique du mouvement réformiste sur le champ politique canadien. Mais c'est plutôt dans son sens strict que l'on entend ici le terme, dérivé des 'réformes', économiques et sociales, instaurés durant la Révolution tranquille. Ce terme de réformiste s'emploie chez plusieurs analystes du sujet dont G. Fraser (1984) *René Lévesque and the Party Québécois in Power*. Toronto: McMillan.; Coleman, *The Independence...*, op cit, L. Le Borne (1976) *La C.S.N. et la question nationale depuis 1960*. Montréal: Éditions St. Martin.

<sup>51</sup> Chamberland dans Couture, op cit, 97.

inférieures, qui ne manqueraient pas de découvrir à leur tour, dans l'État, l'instrument de leur propre libération."<sup>52</sup>

Par une sorte d'étapisme ("l'indépendance d'abord et le socialisme après"), le groupe de *Parti pris* a réussi à faire coïncider l'indépendantisme et le socialisme. Alors, si, en ce qui concerne ses présupposés théoriques, le courant indépendantiste de *Parti pris* représentait "un millénarisme radical, qui intègre tous les aspects de ce type de structure mythique: scénario historique, espoir d'un salut collectif et terrestre..."<sup>53</sup>, à partir de considérations pratiques, son tiraillement entre la doctrine socialiste et l'idéologie bourgeoise, minimalise le versant radical de ce courant. Ce qui constitue une ambivalence de caractère qui mène Bouchard-Saint-Amant à conclure que "[la revue] *Parti pris* a été précurseur d'un parti politique organisé....Enfin, *Parti pris* a tracé une ligne de combat qui est aujourd'hui reprise par les forces progressistes de la petite bourgeoisie."<sup>54</sup>

En somme, si, en apparence, l'oppression nationale dont parlent les essayistes de *Parti pris* appelle la révolution violente socialiste, en réalité la position de *Parti pris* n'est pas d'un radicalisme aussi évident. Les solutions émancipatrices proposées par les essayistes misant sur les leviers d'un État national souverain afin d'engendrer l'utopie marxiste, leur projet de société témoigne, en fin de compte, d'un nationalisme plus politique que violente.

---

<sup>52</sup> Cité dans Bouchard-Saint-Amant, op cit, 335.

<sup>53</sup> Couture, op cit, 98.

<sup>54</sup> Bouchard-Saint-Amant, op cit, 350.

b) *Les universitaires—le socialisme d'ici*

Les tenants de ce courant indépendantiste étant souvent des 'transfuges' de la première génération des intellectuels, il s'ensuit qu'ils accordent une grande importance à l'État afin d'assurer le bien être collectif aussi bien qu'individuel. Ceci est certainement le choix du sociologue Fernand Dumont qui, dans son essai *Du Côté d'un socialisme d'ici*, affiche une orientation gauchiste utopique.<sup>55</sup> Dumont, l'archétype de l'intellectuel indépendantiste des années 60 et 70, déclare, lors d'un colloque portant sur le socialisme organisé, que, "Jamais nos sociétés contemporaines n'auront eu tant besoin de l'utopie", car il juge que la tradition socialiste veut que tous les citoyens contribuent à l'élaboration des fins ultimes de la société.<sup>56</sup> Mais, si Dumont favorise le socialisme, il s'agit bien d'un socialisme rajusté à un contexte bien différent de celui du XIXième où le socialisme était né, à savoir un socialisme démocratique modéré qui renonce à la révolution violente. Ce parce que, d'une part, les rapports de pouvoir ont changé depuis les analyses de Marx. Dumont écrit, en 1971 que, "les véritables détenteurs du pouvoir sont le plus souvent mandatés par les propriétaires".<sup>57</sup> D'autre part, parce que dans le contexte spécifiquement québécois, le nouveau rôle de l'État faisait que l'infériorité sociale que subissaient les francophones découlait des mécanismes sociaux sous-développés, plutôt des rapports d'exploitation ethnique.<sup>58</sup> Chacun de ces constats conduit Dumont à conclure que la

---

<sup>55</sup> Le troisième des quatre chapitres qui regroupent, eux, des essais écrits par Dumont, " Du Côté d'un socialisme d'ici" se trouve dans F. Dumont, *La vigile du Québec. Octobre 1970:l'impasse* (Montréal: Hurtubise, 1971).

<sup>56</sup> Ibid, 138.

<sup>57</sup> Ibid, 141.

<sup>58</sup> Ibid, 146.

planification constitue la solution socialiste aux maux sociaux: "peuple pauvre et tourmenté depuis des siècles, renvoyé maintenant sans cesse d'une explication idéologique à une autre, seule la planification peut nous donner un foyer de discussion collective pour la construction de l'avenir."<sup>59</sup>

Chez Dumont, tous les thèmes des intellectuels radicaux de *Parti pris* se manifestent, dont: l'oppression nationale, le remède socialiste, la problématique de fins et de moyens et la construction d'une société améliorée. Or, la pensée de Dumont se distingue de celle des intellectuels radicaux par sa sympathie ouverte pour l'État et pour les voies démocratiques<sup>60</sup> qui conduisent à une société socialiste:

"La poursuite du bien commun, dont l'État est le principal responsable, se ramène à un objectif bien précis: donner une forme aux aspirations des hommes...L'État est le seul mécanisme collectif de décision qui représente, en principe, l'intérêt général"<sup>61</sup>.

En effet, la philosophie de Dumont manifeste le mythe du progressisme de l'État comme représentation de la volonté générale. Il s'agit bien d'une philosophie, car il est question, chez Dumont, d'une véritable métaphysique politique en ce sens où il tient à un État qui incarne l'essence du peuple. Chez Dumont, nous avons à faire à un projet de société qui doit provenir de la collectivité. Il affiche sa méfiance envers le progressisme 'top down' lorsqu'il écrit:

Un projet collectif ne saurait s'identifier d'abord avec le programme d'un parti. Non pas qu'il faille mépriser les partis politiques...Mais les partis ont leur logique propre et qui leur vient

---

<sup>59</sup> Ibid, 151.

<sup>60</sup> Ailleurs, dans ce même essai, Dumont se distingue d'un socialiste radical marxiste-léniniste par le rôle qu'il attribue à l'État: "le socialisme, de par sa tradition, n'est pas sympathique à l'État. Mais ne brûlons pas les étapes et songeons à des devoirs d'aujourd'hui à la lumière de ceux de demain. Dans cette perspective, nous devons tout faire pour que l'État du Québec se dégage...comme le pouvoir déterminant", un État qu'il envisage comme un "foyer de discussion collective pour la construction de l'avenir" Dumont, *ibid*, 149-50.

<sup>61</sup> F. Dumont, *La Vigile du Québec...*, op cit, 119.

d'abord des nécessités du combat qu'ils mènent pour l'accession au pouvoir...Il faut donc, lorsqu'on s'interroge sur le destin des sociétés, chercher plus au fond le projet collectif.<sup>62</sup>

Compte tenu de la critique que fait Dumont des partis politiques, comme nous le verrons plus tard, c'est justement cet idéal démocratique qui anime la mythologie du P.Q. lors des deux référendums, et qui sous-tendra la question du projet de société péquiste.

### *c) Les syndicats*

Comme je l'ai indiqué plus haut, le milieu syndical jouait un rôle central dans la contestation de l'hégémonie ecclésiastique dans les années 50, une contestation qui a fomenté la Révolution tranquille du gouvernement Lesage. De la même manière, la pensée syndicale a oeuvré aussi dans la définition d'un projet de société indépendantiste dans les années 1960 et 70. Effet pervers de la croissance du secteur public et para-public instaurée par la politique de nationalisation de la Révolution tranquille, l'explosion des syndicats a été alimentée par les nouveaux fonctionnaires québécois. Ces néo-syndiqués ont adhéré, pour la plupart, aux syndicats-membres de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.), de la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.) et de la Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.).

Or, quoique l'interventionnisme de la Révolution tranquille fût responsable de la modernisation de l'économie québécoise, le rôle prépondérant de l'État du Québec a aussi engendré sa propre critique dans la mesure où ces néo-syndiqués regardaient l'État comme un employeur, comme un autre, et donc susceptible d'être critiqué. Face à la Révolution tranquille, Léo Roback affirme, par rapport à la F.T.Q., que:

---

<sup>62</sup> Ibid, 199.

[s]ur le plan idéologique, la Révolution tranquille, ses déceptions et son échec électoral, aussi bien que les multiples scissions qui se font dans le parti libéral ont eu tendance à intensifier la 'radicalisation' de la F.T.Q....Ceci revient à dire que la F.T.Q. définit ou cherche à définir la question nationale comme étant un problème socio-économique.<sup>63</sup>

Je souligne que la F.T.Q. n'était pas le seul syndicat à arriver à cette appréciation de la question nationale, car les analyses de la C.S.N., comme celles de la C.E.Q. des rapports de travail au Québec, partageaient ce même constat et débouchaient aussi, par la suite, sur une dénonciation du système capitaliste global. Selon les analyses de la F.T.Q. et de la C.S.N., l'exploitation capitaliste de la classe travailleuse se manifestait, dans l'espace québécois, sous forme d'une oppression nationale aux mains de l'empire économique américain<sup>64</sup>. Qui plus est, tous les trois syndicats s'accordaient pour dire que ce serait par le biais de réformes politiques et économiques que l'on mettrait fin à cette oppression, des réformes d'inspiration socialiste/sociale-démocrate.

Si chacun de ces syndicats a exprimé la volonté de bâtir, comme la C.E.Q., "une société québécoise...qui [serait] le reflet des aspirations de paix, de justice et de liberté du peuple québécois"<sup>65</sup>, c'était surtout dans la C.S.N. où que l'on a tenté d'ébaucher le projet d'une société socialiste antinomique de celle à laquelle était sujette la classe laborieuse québécoise. Compte tenu de l'attitude critique de la C.S.N. à l'égard de l'État en tant qu'appareil superstructurel de la classe capitaliste, les propositions dans le manifeste de la centrale de la Confédération, *Ne comptons que sur nos propres moyens*, soutiennent

---

<sup>63</sup>L. Roback, *L'Idéologie de la Fédération des travailleurs du Québec* (Montréal: F.T.Q., 1967):16-7.

<sup>64</sup>B. Solasse, "Les Idéologies de la Fédération des travailleurs du Québec et de la Confédération des syndicats nationaux 1960-1978", dans *Idéologies au Canada français...*, op cit, 241, 265.

<sup>65</sup>*Origine et développement de la C.E.Q.*, cité dans Solasse "L'Idéologie de la Centrale des enseignants du Québec et son évolution", dans *Idéologies au Canada français...*, op cit, 334.

toutefois la nationalisation des secteurs industriels de l'économie par l'État, qui possédera les moyens de production<sup>66</sup>. Le manifeste argumente aussi en faveur de la planification socialiste de l'économie par l'État, dont les objectifs et le rythme de développement seront décidés par les travailleurs.<sup>67</sup> Bref, la position de la C.S.N., dans *Ne comptons que sur nos propres moyens*, alimentait une conception politique progressiste qui misait sur un État fort et interventionniste pour réaliser la société prolétarienne.

Certes, tous n'étaient pas en faveur de la prise de position par la C.S.N. contre le capitalisme et en faveur du socialisme. La publication de ce manifeste et la déclaration d'un projet de société socialiste ont produit une grande scission au sein de la C.S.N., ce qui poussera l'aile droite de la Confédération à fonder une nouvelle centrale, la Confédération des syndicats démocratiques (C.S.D.).<sup>68</sup> Ainsi, le Conseil confédéral de la C.S.N. a beau parler, à partir de 1972, de la possibilité de l'option indépendantiste, "mise en relation avec le projet de société socialiste de la Centrale"<sup>69</sup>, la Confédération ne voulant pas prendre une position qui pourrait entraîner une division de plus dans ses rangs, a évité de trancher la question de l'indépendance du Québec jusqu'en 1979<sup>70</sup>.

---

<sup>66</sup> Parmi d'autres expressions de cette attitude dans la C.S.N., voir *Ne comptons que sur nos propres moyens* (Montréal: C.S.N., 1971), première partie: "Le Système capitaliste au Québec".

<sup>67</sup> Sur le type de socialisme prôné par la C.S.N., *Ne comptons que sur nos propres moyens* est explicite: "Par 'socialisme' nous voulons dire: 1) que la société (par l'État) possède les moyens de production (usines, terres matières premières); 2) que les travailleurs participent directement et collectivement à la gestion et aux choix économiques; 3) que l'activité économique vise la satisfaction la plus complète possible des besoins de la population; 4) que l'activité économique est planifiée directement par l'État"

<sup>68</sup> Voir: Güntzel, op cit, 34; Coleman, *The Independence...*, op cit, 118; L Favreau et P. L'Heureux, *Le Projet de société de la C.S.N. de la fondation à aujourd'hui* (Montréal: Les Éditions Marquis, 1984), 105.

<sup>69</sup> Favreau et L'Heureux, op cit, 92.

<sup>70</sup> C'est la conclusion à laquelle arrive Le Borne qui, dans sa thèse de maîtrise (*Le Borne*, op cit), juge que la question nationale a été refoulée pour ne pas mettre en danger l'unité de la C.S.N.,

Il existait, indiscutablement, des sympathies entre certains des militants du Parti Québécois et ceux de la C.S.N. (militants qui étaient souvent les mêmes, notamment Robert Burns). Or, quoique La C.S.N. s'interrogeât, pendant un certain temps, sur la possibilité que le P.Q. devienne un parti de travailleurs, la concertation n'a pas dépassé la "sainte alliance" entre le Parti Québécois et la C.S.N., "(a)lliance tacite où chacune des composantes joue positivement pour l'autre, sans accord préalable ni lien organisé entre elles".<sup>71</sup> En fait, l'hésitation de la C.S.N. à prôner l'indépendance comme condition nécessaire à la réalisation de son projet de société s'explique, aussi, par la crainte qu'une sanction d'une option indépendantiste ne soit entendue comme un appui au Parti Québécois et son indépendantisme bourgeois.<sup>72</sup> C'est ce même souci qui anime, selon toute apparence, la prononciation de la C.E.Q. sur la question nationale, celle-ci précisant que l'indépendance du Québec devrait être "réalisée avec la participation active et critique de la classe laborieuse, (et) pour autant qu'elle se réalise au bénéfice de la classe laborieuse".<sup>73</sup>

Paradoxalement, c'est la F.T.Q., syndicat qui, par son appui au N.P.D. dans le champ politique fédéral aussi bien que par son association avec le Congrès du travail du Canada (C.T.C.), s'était prononcé, la décennie précédente, contre le "séparatisme", qui

---

celle-ci étant "en période de consolidation interne à la suite de la scission...et devant le prochain départ du syndicat des fonctionnaires du Québec", 156.

<sup>71</sup> Favreau et L'Heureux, op cit, 157.

<sup>72</sup> Voir Güntzel, op cit, 121. Louis Le Borne corrobore aussi cette analyse qu'une "prise de position sur la question nationale" aurait "des effets politiques immédiats, étant donné l'existence du P.Q.", Le Borne, op cit, 156.

<sup>73</sup> *Résolution du XXIIe Congrès de la C.E.Q.*, cité dans Solasse, "L'idéologie de la Centrale...", op cit, 337.

était le premier des trois syndicats à donner son appui officiel au Parti Québécois.<sup>74</sup> Soulignons, toutefois, qu'il s'agissait d'un appui "circonstancié", qui relevait probablement d'un choix plus pragmatique qu'idéologique, étant donné cette déclaration de Laberge: "Il n'est donc d'autres solutions pour la classe ouvrière que de se faire entendre au sein du P.Q.. Il faut...armer nos militants qui oeuvrent à l'intérieur du P.Q. d'une définition claire du socialisme démocratique que nous voulons".<sup>75</sup>

Selon Solasse, le pragmatisme de la F.T.Q. se manifestait à travers son projet de société, moins radical et plus opportuniste que ceux de la C.S.N. et de la C.E.Q., qui "tient dans la conviction que les rapports de travail et les rapports de production peuvent être changés, mais progressivement, par étapes successives"; ce qui explique l'appui par la Fédération du camp de Oui au référendum de 1980.<sup>76</sup> Quant aux deux autres syndicats, l'option souveraineté-association péquiste ne convenait pas au radicalisme de leurs projets de sociétés, ceux-ci préconisant une utopie socialiste et autogestionnaire, d'où la réticence, dans la C.S.N., à prendre une position affirmative face au référendum, et la neutralité de la C.E.Q. vis-à-vis de cette même question.<sup>77</sup> À propos de ce radicalisme, bien que les revendications desdits projets aient fini par avancer le bien-être québécois collectif, à l'instar du socialisme des adeptes de *Parti pris*, ils imposaient,

---

<sup>74</sup> Ibid, 238, 246.

<sup>75</sup> Cité dans ibid, 247.

<sup>76</sup> Solasse, "Les Idéologies de la Fédération...", op cit, 283.

<sup>77</sup> Lorsque la C.S.N. donne son appui officiel, en 1980, au camp du Oui, il ne s'agissait pas, toutefois, d'appuyer le Parti Québécois. Malgré l'attention prêtée à cette question depuis la prise de pouvoir par le P.Q. en 1976 (création du comité d'orientation, congrès généraux etc.) ce n'était pas sans hésitation que la C.S.N. a donné son appui au camp du Oui le 11 avril, 1980. Il faudra attendre jusqu'en 1990 pour que la C.S.N. se déclare officiellement indépendantiste. Voir La C.S.N., *Un Choix clair pour la C.S.N.: L'indépendance du Québec.* (C.S.N., 1995).

aussi, une identité 'prolétarienne' à la société québécoise globale; le 'nous' de ces projets syndicaux demeurant un 'nous' exclusif.

À ce titre, l'apport véritable du Parti Québécois fut de proposer l'indépendance politique comme solution à une oppression tant linguistique et culturelle qu'économique et, par conséquent, attirant à plusieurs segments de la société québécoise francophone, ce dont témoigne son projet de société.

*d) Le Parti Québécois- un projet de société populiste ?*

Le Parti Québécois est né en 1968 d'une fusion du Mouvement Souveraineté-Association de René Lévesque, avec le Ralliement National et les ex-membres du R.I.N., ce parti tout récemment dissolu. Selon Guy Bouthillier, le Parti Québécois occupe, à partir de ce moment, une position dominante au sein du mouvement indépendantiste, grâce à cette fusion et à la disparition d'autres éléments du mouvement, tel *Parti pris*. Le parti monopolise, ainsi, le discours indépendantiste.<sup>78</sup> Or, cette origine est aussi source de conflit qui suivra le P.Q. jusqu'au référendum de 1980, car pour que le Parti Québécois se présente comme la 'caution morale' de l'indépendance, et donc politiquement rentable, il doit constamment se distancier des courants radicaux indépendantistes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti.

Lors de sa fondation, le P.Q. s'est constitué de trois courants différents. Premièrement le courant radical "riniste" faisait sentir son influence dans le parti en matières ayant trait aux droits linguistiques. Ensuite, l'aile "participationniste" regroupait

---

<sup>78</sup> Bouthillier, op cit, 56.

les animateurs sociaux, les intellectuels et les militants syndicaux. Finalement, les "technocrates" étaient pour la plupart des anciens membres du Parti Libéral du Québec et des fonctionnaires.<sup>79</sup> C'était la recherche d'une conciliation du conflit doctrinaire entre les "participationnistes", militant pour un projet de société plus à gauche, et de l'autre côté les "technocrates", prêchant un pragmatisme électoral, qui constituait, selon Murray, "le plus grand défi auquel le P.Q. a dû faire face... sur le plan de l'élaboration de son programme".<sup>80</sup>

En ce qui concerne la structure du P.Q., le parti était novateur en ce qu'il essayait de démocratiser le processus politique en favorisant la participation de tous les membres à l'élaboration de son programme. D'après Murray, le Parti Québécois se préoccupait des structures internes du parti car, pour un groupe d'indépendantistes au sein de ce dernier "une des contributions fondamentales du P.Q. à la collectivité québécoise devrait être un style nouveau de gouverner, un style démocratique et ouvert".<sup>81</sup> Le parti a démocratisé le financement de son parti, tout d'abord, en interdisant toute contribution au parti de la part des corporations, des syndicats ou des associations; une politique propre au P.Q. qu'il mettra en loi, du reste, lors de sa prise de pouvoir.<sup>82</sup> Il a démocratisé aussi les prises de position idéologiques par le parti, en faisant du congrès national du P.Q. l'instance suprême du parti, auquel toutes les autres instances, soit le conseil Exécutif, le conseil National, les assemblées régionales et de comté, devaient se soumettre. Quant au

---

<sup>79</sup> V. Murray, *Le Parti Québécois-de la fondation à la prise du pouvoir* (Montréal: Édition Hurtubise HMH, 1976), 29.

<sup>80</sup> Ibid, 120.

<sup>81</sup> Ibid, 125.

<sup>82</sup> Voir Fraser, *ibid*, 114-6, qui parle de la mise en vigueur de la loi 2.

processus de remaniement du programme, le programme politique du parti était soumis à l'examen du congrès général chaque année jusqu'en 1974, se transformant en plate-forme électorale lors des campagnes.<sup>83</sup> Les structures du parti prenaient de l'importance, donc, "puisqu'elles étaient le reflet interne de son style éventuel de gouvernement".<sup>84</sup>

Que cela soit d'ordre structurel du parti, ou par rapport à l'élaboration de son programme, il y a indiscutablement une tentative de la part du P.Q. de faire de l'État une incarnation de la volonté générale à l'instar de la philosophie de Dumont<sup>85</sup>. C'est cet "rêve rousseauiste de la démocratie à l'antique", pour reprendre l'expression de Couture, qui sous-tend l'idée du projet de société péquiste.<sup>86</sup> En d'autres termes, ce dernier cherche un consensus sur l'indépendance du Québec, pour ensuite mettre en application un consensus social. Selon Vera Murray, "pour le P.Q., l'indépendance du Québec est à la fois un objectif à atteindre et un moyen de construire une société nouvelle qui permettra l'épanouissement de la nation québécoise. Le programme du parti définit le modèle de société que le P.Q. nous propose".<sup>87</sup>

En ce qui concerne le contenu du programme du P.Q., déplorer le 'carcan' confédéral canadien constitue un élément constant dans son argument pour la nécessité de

---

<sup>83</sup> À partir de 1974, le congrès général n'a lieu que bi-annuellement, Murray, op cit, 26.

<sup>84</sup> Ibid, 125.

<sup>85</sup> Le rapport entre Dumont et le Parti Québécois ne se réduit pas à seul son fondement idéologique. Dumont travaillait avec Camille Laurin, ministre de la culture à partir de 1976, sur la politique linguistique du P.Q., dont la loi 101. Voir Graham Fraser, *ibid*, 94.

<sup>86</sup> Couture, op cit, 118.

<sup>87</sup> Murray, op cit, 28. Cette tentative de faire coïncider le projet souverainiste avec un consensus populaire alimentera le débat sur la tenue du référendum de 1980 au sein du parti, dont le membre Claude Morin dira "il est essentiel que le parti montre son intention de conduire le Québec à la souveraineté d'une façon qui colle mieux à la mentalité et au milieu québécois et qui soit, de la sorte, plus acceptable à notre population", cité dans Jones, op cit, 259.

la souveraineté. De plus, comme Jones l'affirme, "pour la plupart des péquistes, le Québécois est un être colonisé, d'abord par les Français, ensuite par les Britanniques, finalement par les Américains": un argument qui s'inscrit dans la problématique de l'oppression nationale, telle qu'élaborée par l'intelligentsia et les syndicats.<sup>88</sup> Il y avait, donc accord entre les deux ailes du parti vis-à-vis du besoin de l'indépendance car, si la fortification de l'État provincial du Québec, entreprise durant la Révolution tranquille, a favorisé le développement du Québec, un État souverain fort et omniprésent favoriserait, d'autant plus, son épanouissement futur.

Le rôle moteur que le P.Q. attribue à l'État conduit Richard Jones à conclure que "c'est le vieux thème de 'Maîtres chez nous' qui s'affirme une fois de plus quoique de façon beaucoup plus globale qu'auparavant".<sup>89</sup> Or, si le parti s'accordait sur l'importance de l'État sur le terrain québécois, il y avait toutefois désaccord sur la nature du rôle que l'État du Québec devrait jouer dans l'économie. Un conflit idéologique qui s'expliquait, en grande partie, par hétérogénéité du membership.<sup>90</sup>

La publication du manifeste péquiste, *Quand nous serons vraiment chez nous*, représente une tentative de réconcilier les divergences idéologiques au sein du parti en

---

<sup>88</sup> R. Jones "L'idéologie du Parti Québécois" dans *Idéologies au Canada français*, op cit, 244.

<sup>89</sup> Ibid.

<sup>90</sup> À propos du membership du P.Q. en 1971 Vera Murray constate que: "37% appartiennent aux profession libérales (les enseignants, administrateurs); 22.1% font parti de la catégorie des collet blancs (essentiellement des employés de bureaux et des services); 12.6 % font partie de la catégorie des collet bleus (essentiellement des ouvriers, des manoeuvres, des agriculteurs), 14.9% sont des étudiants...." Murray, ibid, 31. À ce même sujet McRoberts conclut, "we will argue that the Parti Québécois, at least before it assumed office, can best be characterized as a broadly based coalition of social forces, dominated by elements of the new middle class, which was united by the goal of Quebec independence along with an ideology combining belief in the technocratic state with a populist social program" McRoberts, op cit, .242.

prônant un socialisme modéré, voire un projet de société social-démocrate. Le Conseil

Exécutif écrit, en 1972:

...on reprend d'abord le contrôle des centres de décision puis on redonne au Québec le dynamisme économique qu'il lui faut, en même temps qu'on commence à modifier l'exercice du pouvoir. [Cette voie] exige comme première condition que l'indépendance soit faite, que sur cette base essentielle on construise une société responsable d'elle-même, puis que celle-ci évolue vers un ordre nouveau qui subordonne les objectifs économiques aux objectifs humains et sociaux.<sup>91</sup>

Sans doute les composantes sociales-démocrates du programme péquiste furent l'apport des militants syndicaux et des autres 'participationnistes' au sein du P.Q.. Pendant la première moitié des années 70 cette 'aile' du parti a su faire ressentir son influence socialisante dans les domaines des politiques des relations de travail, qui favorisait la syndicalisation et la gestion, et de la décentralisation de l'Office du Plan.<sup>92</sup>

Or si, avant la prise du pouvoir par le P.Q., le programme péquiste revêtait un ton ouvertement socialisant, argumentant en faveur de l'extension des entreprises d'État ou mixtes, sa promotion du secteur public était moins vigoureuse à mesure que l'élection de 1976 approchait. Comme Coleman le suggère, l'effritement de la coalition sociale derrière la Révolution tranquille a fait du débat sur la promotion gouvernementale du secteur public versus le secteur privé, une question de classe.<sup>93</sup> Alors, à partir du milieu de la décennie, et une fois élu au pouvoir, le pragmatisme de l'aile technocratique poussait le parti à énoncer une politique économique plus modérée. Si, en ce qui

---

<sup>91</sup> Conseil Exécutif du Parti Québécois, *Prochaine étape: quand nous serons vraiment chez nous*, (Montréal: Parti Québécois, 1972), 56.

<sup>92</sup> Écrit-on en 1973, "Un gouvernement du Parti Québécois s'engage à...favoriser en droit et en fait le développement des formes démocratiques de gestion de manière à ce que les travailleurs exercent une juridiction partielle ou complète sur la marche de leur entreprise" Parti Québécois, *Un gouvernement du Parti Québécois s'engage* (Montréal: Parti Québécois, 1973), 90.

<sup>93</sup> Coleman, *The Independence...*, op cit, 128.

concerne le programme du P.Q., l'ex-militant péquiste Ernest Boudreau ira jusqu'à dire que, "Notre projet de société reposait essentiellement sur le peuple travailleur du Québec. Nous devons le libérer, économiquement et politiquement pour le mettre à l'abri des appétits gloutons des multinationales", l'aile technocratique du parti, pour sa part, ne voulait pas non plus se faire porte-parole des syndicats.<sup>94</sup> Lévesque, en particulier, voulait que le parti prenne ses distances par rapport aux syndicats qu'il jugeait trop radicaux.<sup>95</sup>

Selon McRoberts, quoique le P.Q. partage des objectifs fondamentaux avec les syndicats, la réticence de celui-là à s'associer formellement à ceux-ci demande une remise en question de son étiquette de social-démocrate.<sup>96</sup> Une position idéologique péquiste plus 'globale' que 'sectorielle' conduit McRoberts à qualifier ce dernier de populiste plutôt que de social-démocrate, un parti populiste se reconnaissant par trois traits principaux: "An ideology that focuses on a notion of the 'people' and attacks the concentration of political or economic power at their expense; a discourse that draws on elements of an indigeneous popular culture; and a very broad and well-mobilized base of support."<sup>97</sup> La vision péquiste d'un peuple québécois qui transcende les divisions de

---

<sup>94</sup> Boudreau, président du P.Q. dans le comté de l'Assomption de 1979 à 1981 et dans la région Laurentides-Lanaudière de 1981 à 1983, a démissionné de ce poste en signe de protestation contre les politiques péquistes au début des années 80. E. Boudreau, *Le rêve inachevé- Le P.Q., l'indépendance et la crise* (Montréal: Éditions Nouvelle Optique, 1983), 44.

<sup>95</sup> Güntzel, op cit, 89.

<sup>96</sup> McRoberts écrit: "On the basis of these specific mesures in its program (intervention de l'État, nouvelles services sociales, facilitation du syndicalisme etc.), the Parti Québécois (sic) might well be classified as 'social democratic.'...Before classifying the party as 'social democratic' it is important to examine directly its relationship to the Quebec labour movement. After all, unlike most social democratic parties, the Parti [Q]uébécois did not originate within working-class movements or organizations". McRoberts, op cit, 255.

<sup>97</sup> McRoberts, op cit., 256.

classe, son discours centré sur la culture populaire et son support trans-classiste témoignaient d'un populisme péquiste dont le projet de société était plus 'sociétal' que 'projectif'. Je veux dire par cela qu'à l'encontre des projets de sociétés d'inspiration syndicale et intellectuelle, qui s'appuyaient sur un remaniement des rapports sociaux et économiques pour remédier à l'oppression nationale, celui du P.Q., du moins après son ascension au pouvoir, s'attaquait aux manifestations linguistiques et culturelles de ce dernier plutôt qu'à ses 'causes économiques'.<sup>98</sup>

À partir de son élection en 1976, le P.Q. se trouvait dans une situation singulière, étant un gouvernement provincial indépendantiste capable, sinon de mettre en oeuvre son projet de société, du moins d'en préparer le terrain. Sur le plan législatif, le gouvernement péquiste a poursuivi partiellement un programme social-démocrate. La nationalisation de l'assurance-automobile, la loi 'anti-scab' et l'instauration d'un salaire minimum indexé témoignaient du réformisme du gouvernement P.Q.. Or, en même temps, le souci politique de garder la confiance de l'électorat, en vue d'un plébiscite sur le projet souverainiste, traduisait la stratégie dite 'd'étapisme' et exigeait, avant tout, le "bon gouvernement" en ce sens où le parti voulait se montrer un gouvernement provincial

---

<sup>98</sup> Ce n'était pas surprenant, étant donné le membership hétéroclite du Parti Québécois, que celui-ci n'ait pas tenté de poursuivre des réformes économiques radicales proposées par les projets de sociétés socialiste telle que favoriser l'autogestion de l'économie par la classe travailleuse. Or, les dépenses publiques limitées, la réticence à stimuler et renforcer le secteur public et même la promotion des entreprises internationales sur le sol québécois par le gouvernement péquiste remettent en cause toute inspiration nationaliste économique du P.Q.. En revanche, une logique nationaliste s'exprime indiscutablement à travers la promulgation de la loi 101 et la mise sur pied de l'Office de la langue française qu'elle préconisait. Voir McRoberts, op cit, ch. 8 "The Parti Québécois in Power: Policies and Strategies of the First Lévesque Administration".

responsable plutôt que radical.<sup>99</sup> À ce titre, en entreprenant des initiatives ‘nationalistes’ ayant trait surtout à la culture et la langue plutôt qu’aux réformes sociales et économiques, le P.Q. s’assurait de liquider les composantes potentiellement aliénantes de son projet souverainiste. En s’adhérant à cette logique, Lévesque a avoué, implicitement, que les réformes sociales d’un projet de société social-démocrate ne nourrissaient pas l’option souverainiste, mais nuisaient, plutôt, à sa réalisation:

Mais on devra tenir compte aussi de cette échéance du référendum, et de la capacité d’absorption par la société québécoise des réformes prioritaires. Ce n’est pas facile de faire notre travail de sociaux-démocrates, de bons administrateurs et de réformateurs dans une foule de secteurs, sans risquer de compromettre l’échéance centrale, la décision démocratique sur l’avenir.<sup>100</sup>

Selon l’analyse du gouvernement péquiste de Claude Marsolais, la stratégie du ‘bon gouvernement’ a suscité le mécontentement de l’aile gauche du parti, d’où la démission de Robert Burns et la critique de cette démarche par le député Guy Bisaillon<sup>101</sup>. À l’occasion de la démission de Burns, *Le Journal de Montréal* a publié une interview qu’il avait tenue quelques mois auparavant avec lui, où ce dernier prévoyait la défaite de l’option souverainiste lors du référendum, à cause d’avoir relégué la perspective politique sur l’avenir à l’arrière-plan du programme gouvernemental. Lévesque a déclaré, néanmoins, que le camp du Oui gagnerait une fois que l’on commencerait à expliquer sa vision de l’avenir.<sup>102</sup> Paradoxalement, en contradiction avec l’imaginaire social-

---

<sup>99</sup> Voir, McRoberts, *ibid*; Fraser, *ibid*, ch. 11; l’analyse critique de R. Barberis de l’étapisme péquiste dans "Redevenir militants?" dans R. Barberis et Pierre Drouilly, *Les Illusions du pouvoir* (Montréal:Éditions Sélect, 1980), 37-41.

<sup>100</sup> R. Lévesque, *La Passion du Québec* (Montréal: Éditions Québec/Amérique, 1979), 69.

<sup>101</sup> C.V. Marsolais, *Le référendum confisqué* (Montréal: vlb éditeur, 1992), 33-4.

<sup>102</sup> Fraser, *op cit*, 181.

démocrate du Parti Québécois, le projet de société n'a jamais été une priorité dans la campagne référendaire.

Le texte sur lequel la question référendaire s'est fondée, *La nouvelle entente Québec-Canada*, est révélateur de la stratégie du référendum, en ce sens où le Parti Québécois consacre les trois quarts de son Livre blanc sur la souveraineté-association à décrire l'oppression historique du "peuple" québécois, à dénoncer l'expérience du fédéralisme et à préciser la démarche du référendum et le terme de souveraineté-association. Ce n'est qu'au cinquième chapitre que la question du projet de société est introduite.

L'on constate d'absence du concept du projet de société dans la première moitié de la campagne référendaire, soit lors du débat à l'Assemblée nationale, dans la mesure où les arguments avancés par les députés péquistes étaient axés sur quatre thèmes principaux: "les avantages économiques de la souveraineté-association, la critique du fédéralisme, le rappel historique de la situation des Québécois francophones et un appel général à la solidarité".<sup>103</sup> McRoberts suggère que l'option souveraineté-association, telle que présentée à l'électorat, visant à attirer les autres francophones du Québec du camp du Oui, obligeait, en quelque sort, les souverainistes à renoncer à un discours agressif, centré sur le changement social<sup>104</sup>. À l'encontre de cette démarche possible, le discours péquiste insistait plutôt sur le non-changement d'un Oui au référendum, dont les panneaux-

---

<sup>103</sup> Marsolais, op cit, 142.

<sup>104</sup> McRoberts entend par ceci, l'atténuation de l'option indépendantiste en y ajoutant l'association économique avec le Canada, et la dilution de la portée du référendum: un résultat positif de ce dernier conduisant à encore un référendum sur l'association Québec/Canada qui serait à négotier.

affiches qui déclaraient: "Au lendemain du référendum, rien ne sera changé au Québec"!<sup>105</sup>

En ce qui concerne la deuxième moitié de la campagne référendaire, les péquistes n'ont abordé que rarement un discours progressiste, évitant de faire appel à un projet de société sous-jacent au projet souveraineté-association. À ce sujet, l'analyse post-mortem faite par et du Parti Québécois de la défaite référendaire, faisait la critique suivante de la campagne: "En ne faisant pas référence au[x raisons de] fond durant la campagne, on accreditait l'adversaire qui nous accusait de vouloir 'manigancer' le débat. On était donc en situation défensive".<sup>106</sup> Ce, parce qu'il fallait, dans un temps, se défendre contre les attaques du camp du Non, qui tentait de s'emparer du discours sur l'identité québécoise, s'appuyant sur des slogans tels "Mon non est québécois", aussi bien que de souligner les coûts quotidiens de la souveraineté-association.<sup>107</sup> Dans un autre temps, les gaffes de la part du regroupement pour le Oui, par exemple l'affaire des Yvettes, ont déterminé le discours défensif du Oui.<sup>108</sup>

Cependant, en dépit de la rhétorique provenant du camp du Oui, certains participants au débat ont fait entrer la question du projet de société dans la conjoncture référendaire à

---

<sup>105</sup> Cité dans Boudreau, op cit, 51.

<sup>106</sup> Cité dans Marsolais, op cit, 156.

<sup>107</sup> Un des slogans référendaires du regroupement pour le Non en 1980. Cité dans G. Bergeron, "Pour une réponse stratégique et conjoncturelle," *Le Devoir*, 18 avril, 1980. p. A11; À titre d'exemple, le discours de Jean Chrétien portant sur le prix d'un "tank de gaz" au Canada par rapport à d'autres pays, afin de montrer les avantages économiques dans la confédération. Fraser, op cit, 229.

<sup>108</sup> Lise Payette, députée et ministre de la Condition féminine, a amorcé une véritable scandale au cours de la campagne en dénigrant les femmes traditionnelles québécoises, dites les Yvettes. Lorsqu'elle a accusé Mme. Ryan, femme du chef du Parti libéral à l'époque, d'être elle-même une Yvette, Payette a déclenché un ralliement des Yvettes fédéralistes auquel le camp du Oui a dû faire face. Voir Marsolais, op cit, 141-5.

travers les quotidiens. Plusieurs ont exprimé leur appui au Oui, en invoquant la possibilité des réformes sociales que déclencherait la souveraineté du Québec. Par exemple Yves Vaillancourt, Yves Bélanger et Gilles Bourque ont écrit dans *Le Devoir*, le 14 mai, 1980:

Le Oui critique, c'est un des jalons qui permettra de reprendre l'initiative sur le terrain hégémonisé par le P.Q.. Il importe surtout que dans la conjoncture post-référendaire continue de s'affirmer un projet social et national fidèle aux intérêts des couches populaires, québécoises, celui du socialisme et de l'indépendance.<sup>109</sup>

Or, c'était surtout d'une perspective critique, constatant l'absence de plan collectif dans le discours péquiste et dénonçant le fait, que l'on avait imposé la question du projet de société au débat référendaire<sup>110</sup>. En somme, si certains ont appuyé le Oui pour amorcer de changement social (dont Drouilly et Barbaris pour qui la victoire du Oui "servirait...à définir un projet de société où régnerait plus de démocratie économique, politique, sociale et culturelle, c'est à dire une meilleur répartition des richesses"<sup>111</sup>), leur appui n'était pas fonction du discours référendaire du Parti Québécois, mais plutôt de l'imaginaire dont précédait ce dernier. Ces interventions témoignaient d'une appréciation de la question référendaire selon la problématique des fins et des moyens, malgré la propagande officielle du Parti Québécois.

---

<sup>109</sup> Cité dans Marsolais, op cit, 189.

<sup>110</sup> Je cite le chercheur scientifique, Michel Judant, qui constatait de l'esoufflement du projet social du Parti Québécois, "Les écologistes sont cependant inquiets de constater que le mouvement du Oui ne sous-tend pas un projet de société nouvelle. Le Parti Québécois...a une vision conservatrice, bourgeoise et peu courageuse de l'avenir. Il ne remet nullement en cause ni la poursuite de la croissance, ni la société de consommation". M. Jurdant "Le OUI d'un écologiste," *Le Devoir*, 8 mai, 1980. p. A8.

<sup>111</sup> Barbaris et Drouilly, op cit, 139.

## Conclusion

Voulant tracer les grandes lignes de la modernisation du Québec, tout revient, me semble-t-il, à la transfiguration identitaire du peuple canadien-français en nation québécoise. La revendication d'une identité politique, par une communauté jusqu'à ce moment 'apolitique', témoigne d'une prise en charge subjective du destin collectif par le biais de l'État. S'enracinant dans les critiques de l'irrationalité de la société québécoise sous le contrôle de l'Église catholique, l'intervention étatique poursuivie par les régimes Lesage et Bourassa a indiscutablement contribué à la modernisation de la province et à la valorisation collective de l'État.

Sur un plan strictement doctrinaire, l'on pourrait mettre en question la contribution de l'indépendantisme socialiste au surinvestissement millénariste du politique étant donné l'attitude critique de ce courant envers l'État. Toutefois, la spécificité du socialisme québécois, qu'elle provienne du milieu syndical, intellectuel ou radical, compromet suffisamment la doctrine marxiste-léniniste pour que l'État devienne le moyen de réaliser de changement social. Les projets de société socialistes visant une transformation radicale des rapports socio-économique dans l'espace québécois, aussi bien qu'une démocratisation absolue du pouvoir, c'est avec ces projets que le modernisme québécois a connu son plus haut point. Cela dit, compte tenu de l'inspiration nationaliste des projets de société socialistes, les préjugés idéologiques de ceux-ci privilégient une perspective ouvrière et excluent des segments même de la population franco-québécoise.

D'où l'institutionnalisation de la question indépendantiste par le Parti Québécois. Le P.Q. cherchait à modérer le ton socialiste du mouvement indépendantiste, tout en gardant

son élan réformateur, pour faire de l'indépendantisme une option politique acceptable vis-à-vis de l'électorat québécois. Or, en voulant attirer plus de partisans vers cette option, le P.Q. a édulcoré son programme social-démocrate à la suite de sa prise de pouvoir, liquidant, ainsi, presque tout contenu 'projectif' de son projet de société. La réalité de la politique péquiste n'empêche pas, toutefois, que jusqu'à la fin des années 70, l'on associe le nationalisme au Québec avec des positions sociales-démocrates<sup>112</sup>. Ce, parce que les idéologies socialiste/sociale-démocrate, à cause d'avoir monopolisé le discours politique pendant une vingtaine d'années au Québec, s'associent plus symboliquement que logiquement au discours nationaliste. À la lumière de cette association populaire, je juge juste la caractérisation de l'idéologie collective de cette période historique comme socialisante, et j'avance que d'une période de modernisation économique, sociale et culturelle, relève le concept du projet de société. Le projet de société est signe de modernité en ce sens où il s'inspire de la philosophie politique classique de l'État, du contrat social et du progrès collectif.

---

<sup>112</sup> McRoberts, op cit, 232; s'appuyant sur les conclusions de M.D. Ornstein et H.M. Stevenson, "Elite and Public Opinion Before the Quebec Referendum: A Commentary on the State in Canada", *Canadian Journal of Political Science*, XIV, 4 (December, 1981), 774.

## Chapitre 2 - Le nouveau nationalisme québécois

Il m'arrive de penser que la société québécoise redevient conservatrice<sup>1</sup>

Si l'on a tendance à traiter la période de 1960 à 1980 au Québec comme un bloc historique, c'est parce que cette époque se voit jalonnée par un foisonnement d'idées et d'idéaux progressistes en ce qui concerne la vie sociale et politique québécoise. Même si les politiques du gouvernement péquiste s'éloignaient de la sensibilité sociale-démocrate lors de la prise du pouvoir du P.Q., l'inertie du projet néo-national faisait du référendum de 1980 l'aboutissement de l'esprit millénariste étatique du temps. Or, d'un autre côté, l'on a aussi tendance à encadrer ainsi cette période afin de marquer une rupture idéologique avec la période qui la suit; le référendum a sonné le glas du projet néo-nationaliste.

Paradoxalement, c'était le gouvernement P.Q., siège des espoirs indépendantistes au Québec depuis sa formation, qui a instauré le démantèlement du projet néo-nationaliste au début des années 1980, cédant à la pression néo-libérale, surtout par rapport à l'intervention de l'État.<sup>2</sup> Selon McRoberts, ce projet se composait de deux éléments: la nécessité de l'indépendance du Québec et l'intérêt en un État fort et interventionniste, s'inspirant d'une philosophie politique socialisante, plate-formes qu'abandonnera le P.Q.

---

<sup>1</sup> F. Dumont, *Raison Communes* (Montréal: Éditions du Boréal, 1995), 22.

<sup>2</sup> K. McRoberts, *Québec: Social Change and Political Crisis*, 3e édition, (Toronto: McClelland and Stewart, 1988), Ch 10 "The Collapse of the Neo-Nationalist Project: Its Impact on the Parti Québécois".

à la suite du référendum de 1980. Or, comme le premier chapitre s'est efforcé de le démontrer, il ne s'agissait pas de deux objectifs séparés, la souveraineté politique étant jugée condition nécessaire à la réalisation d'une société transformée. Ainsi, l'épuisement dudit projet témoigne d'une nouvelle transformation d'identité au Québec, dans la mesure où, au début des années 1980, un nouveau paradigme identitaire se substitue à celui d'un nationalisme de type millénariste étatique, pour formuler ceci en termes religieux, ou de type moderne émancipateur, pour le dire en termes sociologiques.

L'article très cité de Jocelyn Létourneau, *La Nouvelle Figure Identitaire du Québécois* qui porte sur la physionomie de ce nouveau paradigme identitaire et le désinvestissement de l'État comme symbole national, sera invoquée ici.<sup>3</sup> Esquissant les traits de ce changement identitaire, le noeud de cette analyse de Létourneau s'accorde avec l'opinion de plusieurs universitaires sur ce sujet: la construction de l'identité québécoise s'inscrit dans le processus de l'influence croissante de la mondialisation<sup>4</sup>, forme actuelle du processus de modernisation qui était l'objectif avoué de la Révolution tranquille. La réflexion dans ce chapitre portera donc sur ce phénomène paradoxal, à savoir le processus selon lequel le projet néo-national déclenche son propre surpassement. En premier lieu, il s'agira d'explorer les raisons pour lesquelles l'État québécois ne

---

<sup>3</sup> J. Létourneau. "La Nouvelle Figure Identitaire du Québécois. Essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence" dans *British Journal of Canadian Studies*, 6, 1(1991): 17-38.

<sup>4</sup> Comme je l'ai indiqué, c'est l'article de Létourneau qui explicite cette hypothèse. Or, je m'appuie aussi sur des réflexions collectives qui s'interrogent sur la pertinence de l'indépendance politique du Québec comme sur la construction identitaire québécoise face à la mondialisation, dont *Les frontières de l'identité: Modernité et postmodernité au Québec*, éd. M. Elbaz et al., (Sainte-Foy: PUL, 1996) et *La Condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir*, éd. G. Breton et al., (Montréal: vlb éditeur, 1994).

constitue plus le pôle principal de l'identité collective québécoise en s'appuyant sur les théoriciens de la mondialisation et de la post-modernité et, en second lieu, il sera question d'éclairer les conséquences de ce fait socio-politique sur le nationalisme qui donnera lieu au référendum de 1995.

### **La nouvelle figure identitaire: la dévalorisation de l'État**

En examinant les engagements politiques du gouvernement péquiste, surtout à la suite de la défaite référendaire, il n'y a aucun doute qu'il s'agit de la fin du projet néo-nationaliste social-démocrate. Selon McRoberts, quoique l'abandon de l'option souverainiste par le P.Q. témoigne le plus ouvertement de la nouvelle orientation du gouvernement péquiste, le renoncement à l'idéal de l'État interventionniste, évident surtout lors du deuxième mandat du gouvernement du P.Q., était aussi révélateur de la désaffection vis-à-vis du projet néo-nationaliste.<sup>5</sup> Sur le plan politique, le contraste entre les programmes du parti au début des années 1970 et ces politiques d'inspiration néo-libérale, se manifeste à travers les initiatives gouvernementales, telles les coupures budgétaires, l'imposition unilatérale des contrats aux syndicats, la suspension temporaire du droit de grève et la privatisation des entreprises publiques.<sup>6</sup> Selon McRoberts, les institutions financières américaines qui scrutaient les finances publiques du Québec, au début des années 1980, tout autant que le climat intellectuel domestique, ont entraîné le gouvernement péquiste dans cette vague doctrinaire néo-libérale, ce qui explique, en partie, le déclin du rôle de l'État dans l'économie québécoise à cette époque. Or, comme

---

<sup>5</sup> McRoberts, op cit, 378.

<sup>6</sup> Ibid, 365,371.

McRoberts le soutient, le 'contre-projet' derrière ce virage idéologique au Québec

découle, en fin du compte, de la spécificité du cas québécois:

In the last analysis, however, the new attack on the Quebec state must also have reflected changes within the structure of Quebec society itself. By the end of the 1970s, French Quebec clearly had acquired a viable capitalist class.... To a very real extent, this development can be traced to the activities of the Quebec state. The various state initiatives of the 1960s to establish a Francophone presence in the Quebec economy did ultimately bear fruit...The mere expansion in the state's role as a purchaser of goods and services was enormously beneficial to Francophone firms...Nonetheless, despite their past close relationships with the Quebec state, Francophone businessmen became increasingly open in their criticism of the state's social and economic role.<sup>7</sup>

Ici McRoberts touche un fait paradoxal vis-à-vis de l'essoufflement du projet néo-nationaliste: la modernisation de l'économie québécoise prépare sa concurrence sur la scène internationale, certes, mais au point où cette ouverture au monde finit par nuire à l'intérêt national qui lui servait de raison d'être au départ. En d'autres termes, il s'avère que le succès du projet néo-national, misant sur l'intervention de l'État afin de stimuler l'économie du Québec, engendre un impératif de compétition dans la classe capitaliste québécoise devenue, elle, élément nouveau dans la coalition nationaliste derrière le P.Q., qui finissait par mépriser les "entraves" de l'État-providence.<sup>8</sup>

Sur le plan symbolique, la relégation de l'État, en marge de l'économie québécoise, conjugue un désinvestissement de l'État, en tant que symbole du nationalisme québécois. Voici, en bref, l'hypothèse de fond de l'essai de Létourneau qui se consacre à explorer le passage de "l'Homme dans la Cité à l'Homme dans le Marché" comme représentation

---

<sup>7</sup> Ibid, 360-1.

<sup>8</sup> À propos de ce nouvel élément dans la coalition nationaliste, Coleman et Salée écrivent: "Throughout the 1980's, this national coalition, headed by the P.Q., expanded its class base to include not only workers and the middle class but also a growing number of Quebec-based capitalists"; W.D. Coleman et D. Salée, "The Challenges of the Quebec Question" dans *Understanding Canada: Building on the New Canadian Political Economy*, éd., W. Clement., (Montréal;Kingston:McGill-Queens,1997), 267.

collective d'une nouvelle identité québécoise et d'un nouveau lieu de réussite nationale.<sup>9</sup>

D'après Létourneau, le succès de 'l'Homme performant', auquel s'indentifient les Québécois (francophones, bien entendu) depuis les années 1980 est fonction directe de la fierté qui animait le passage des Canadiens-français aux Québécois lors de la Révolution tranquille, mais qui se canalise désormais dans le monde des affaires:

comptant sur les acquis que lui ont procuré son statut d'Homme moderne (rappelons-nous la transformation identitaire qu'a connue le Québécois au cours des années 1960), il peut maintenant s'élancer, avec chance de gain, dans cet espace compétitif où les loups se mangent entre eux mais où le vainqueur acquiert un redoutable statut, s'il survit.<sup>10</sup>

Or, bien que, dans un temps, cette nouvelle construction identitaire s'inscrive dans l'évolution identitaire des années 1960 à 1980, en ce sens où la modernisation de la société québécoise engendre une confiance domestique qui finit par animer un esprit de concurrence sur la scène économique internationale, dans un autre temps, elle constitue un contre-projet qui se fait sur les cendres de 'l'Homme moderne' de la Révolution tranquille:

Ce citoyen était en particulier incarné par le travailleur syndiqué, porteur de démocratie, bâtisseur économique et courroie de progrès social. Au cours des années 1980, à la suite de l'essoufflement du projet social fondé sur les notions de démocratie, de participation, de développement équilibré, d'aménagement du territoire, de droits au bien-être et de promotion collective (projet d'ailleurs étroitement associé à la montée des technobureaucrates et à l'expansion de l'État comme image reflétant d'une collectivité cherchant à se présenter sous les traits d'une Nation moderne), une nouvelle figure identitaire a doucement émergé et s'est installé haut dans le panthéon national.<sup>11</sup>

Ainsi, cette transformation identitaire constitue une rupture métaphysique entre une optique politico-eschatologique du social et une conception affairiste et entrepreneuriale de l'avenir du Québec francophone, dont la victime principale est l'État. Lorsque Daniel

---

<sup>9</sup> Létourneau, op cit, 18.

<sup>10</sup> Ibid, 23.

<sup>11</sup> Ibid, 18.

Salée, qui partage l'opinion de Létourneau sur cette nouvelle identité du Québécois francophone, soutient que la "parole hégémonique-autrefois articulée par...(l)'État, aujourd'hui par l'élite économique qui affirme sans ambages et comme un leitmotiv que le Québec est une société libre, distincte, seule maîtresse de son destin de ses choix et de son développement"<sup>12</sup>, il souligne le dépassement d'un millénarisme étatique au Québec. Même s'il l'on concède que l'Homme performant travaille toujours à préparer son utopie quoique uniquement par des moyens économiques plutôt que politiques, ce qui n'est pas chose sûre<sup>13</sup>, le rejet de l'État comme symbole et appareil de l'émancipation collective québécoise francophone scelle l'abandon du rêve millénarisme néo-nationaliste.

Comme je l'ai indiqué plus haut, ce rejet de l'État s'explique, en partie, par l'adhérence à la doctrine néo-libérale qui insuffle les "deux idées centrales chères aux gens d'affaires, celle de 'l'opportunité économique à ne pas rater', et celle de 'l'élimination des barrières à l'expansion optimale'."<sup>14</sup> À ce titre, le néo-libéralisme prône une "logique amnésique"<sup>15</sup> vis-à-vis de l'État qui est, selon les tenants de cette idéologie, "source de tourment des nantis comme des démunis".<sup>16</sup> Or, le fait que la nouvelle figure identitaire annonce le déclin de l'État, non seulement en tant qu'appareil gouvernemental, mais surtout comme symbole national suggère que la crise de l'État

---

<sup>12</sup> D. Salée, "La mondialisation e la construction de l'identité au Québec" dans *Les frontières de l'identité...*, op cit, 112.

<sup>13</sup> À la lumière de la définition du millénarisme dont se sert Y. Couture soit "l'attente d'un âge d'or futur, appelé à se réaliser sur terre selon un ordre préétabli", le progrès économique, quoique indiscutablement séculier n'est pas dans l'avenir mais dans l'immédiat.

<sup>14</sup> Létourneau, op cit, 28.

<sup>15</sup> Y. Boisvert, "Réflexions sur l'État ratatiné" dans *Possibles*, 18, 4 (automne 1994), 123.

<sup>16</sup> Létourneau, op cit, 22.

dans la conjoncture post-référendaire au Québec ne se réduit pas à une crise des finances publiques. Voici la position d'Yves Boisvert, selon qui cette crise dépasse largement un simple problème économiste et s'inscrit dans une problématique sociétale plus fondamentale:

La crise actuelle est une remise en question du contrat social instauré à la fin du siècle dernier. Sans parler de rejet total de ce contrat, il faut au moins reconnaître que la tendance sociale actuelle sous-tend une volonté de renégociation des termes de cet ancien contrat, notamment des objectifs et des valeurs qui étaient au coeur du projet providentialiste.<sup>17</sup>

Ce qui ressort de l'appréciation de Boisvert, est que cette crise conjugue un défaut dans le rapport représentatif entre la société et son gouvernement, une appréciation que Létourneau traduit comme "la fin d'une confusion heureuse entre la construction de l'État et celle de la Nation".<sup>18</sup> Certes dans un sens immédiat, la dépolitisation du nationalisme québécois que représente le désinvestissement de l'État, s'explique par le pis-aller idéologique dans lequel les intellectuels québécois se sont trouvés à la fin des années 1970.<sup>19</sup> Or, plus fondamentalement cet épuisement d'idéaux politiques s'inscrit dans une problématique qui dépasse le cadre québécois, découlant plutôt d'une remise en question mondiale de l'État-nation. D'un côté il s'agit d'une reconfiguration de l'État qui, selon le sociologue Gilles Breton, "se voit remis en cause par la globalisation, et ce dans ces dimensions constitutives essentielles: son universalisme, sa souveraineté et son

---

<sup>17</sup> Boisvert, op cit, 128.

<sup>18</sup> Létourneau, op cit, 19

<sup>19</sup> Voir, M.H. Soulet, *Le Silence des intellectuels-Radioscopie de l'intellectuel québécois*, (Montréal: Éditions Saint-Martin, 1987). En somme, l'argument de Soulet est que la génération d'intellectuels néo-nationaliste, ayant monopolisé à la fois l'espace politique et intellectuel, ont nui à la relève de la génération suivante. Par conséquent, cette nouvelle génération d'intellectuels s'efforcera de jouer son rôle sur une toute autre scène que celle du politique. Voir en particulier le chapitre 2 "*L'aufklärung* québécois et ses intellectuels"

territoire".<sup>20</sup> D'un autre côté il est question de cerner les transformations que subit le social dans cette nouvelle conjoncture mondiale en posant la question: qu'est-ce qu'un État-nation ?

### **L'État-Nation- sa généalogie et son anatomie**

Examiner le rapport entre l'État et la Nation se complique d'ores et déjà par le fait que, selon l'usage courant des termes État et Nation sont traités de synonymes.

Vraisemblablement ce problème langagier découle de la polysémie du mot 'nation', car comme déclare Pierre Maugué, "peu de mots du vocabulaire *politique* sont définis de manière contradictoire et ont donné lieu à autant de débats passionnés que celui de nation".<sup>21</sup> Or, si l'usage actuel du concept de nation l'imprègne d'une connotation politique, ceci n'a pas toujours été le cas. Étymologiquement, le mot de 'nation' relève du latin *natus* et renvoie à une appartenance strictement ethnique.<sup>22</sup> Maugué écrit à ce sujet, " la *natio* à laquelle appartient un individu est la communauté humaine au sein de laquelle il est né et dont il a appris le langage et les moeurs".<sup>23</sup> À ce titre, à l'origine, les nations n'occupaient pas de territoires fixes et délimités et bien qu'à chaque nation correspondît un système légal particulier<sup>24</sup>, c'était l'appartenance à la nation au sens ethnique qui soumettait tout membre à sa loi; être subjugué à la loi n'était pas le lieu d'accès à la nation, comme c'est le cas pour l'État-nation moderne démocratique.

---

<sup>20</sup> G. Breton, "De la mondialisation: ses contraintes, ses défis, ses enjeux" dans *La condition québécoise*, op cit, 21.

<sup>21</sup> P. Maugué, *Contre l'État-Nation* (Paris: Édition DENOËL, 1979), 37. C'est moi qui souligne.

<sup>22</sup> Ibid, 37.

<sup>23</sup> Ibid, 38.

<sup>24</sup> Ibid, 38.

Plusieurs jugent que c'était l'absolutisme européen, qui a succédé aux systèmes féodaux, eux, prédominant en Europe jusqu'au XVIIIe siècle, qui était la source de l'État-nation moderne.<sup>25</sup> Selon David Held "In condensing and concentrating political power in its own hands, and in seeking to create a central system of rule, absolutism paved the way for a secular and national system of power".<sup>26</sup> Or, selon ces auteurs, il ne s'agit pas d'une coïncidence entre l'État absolutiste et une nation de sujets au singulier, car, à l'intérieur des frontières revendiquées par les États et négociées, voire contestées entre eux, se trouvaient une pluralité de nations au sens ethnique. C'était, en quelque sorte, la tâche des États que de cultiver un sentiment d'appartenance à cette nouvelle configuration territoriale et sociale, ce qui aboutissait à une redéfinition de la nation. Le cas français est paradigmatique du processus de politisation de la nation en ce que la Révolution française s'empare du mot 'nation' pour le faire référer à tous ceux qui habitent le sol français. L'imposition de la langue française à la population s'avérait l'une des tentatives homogénéisantes entreprises par l'État français pour assurer la stabilité de la nation juridique qui, pour la distinguer de la nation en son sens originel, s'appelle dorénavant 'stato-nation' ou 'État-nation'.<sup>27</sup> Le rôle instrumental que joue l'État en moulant,

---

<sup>25</sup> Voir à ce sujet: D. Held, *Democracy and Global Order*; II, 2 (Stanford: Stanford University Press, 1995); M. Horsman et A. Marshall, *After the Nation-State-Citizens, Tribalism, and the New World Disorder* (London: HarperCollins, 1994) Section I, chapitre 1.; A. Giddens, *The Nation-State and Violence* (London: Polity Press, 1985), ch.4; Mangué, op cit, ch. 3. Au sujet de la confusion langagière des concepts de nation et d'État, je cite Mangué, op cit, p. 44 note 2: "Le dictionnaire de l'Académie française de 1694 définit le mot 'nation' comme un terme collectif pour désigner 'tous les habitants d'un même État, d'un même pays, qui vivent sous les mêmes lois et usent d'un même langage'. Le mot 'nation', tel qu'il était utilisé au Moyen Age...commence à être considéré en France comme un usage spécial"

<sup>26</sup> Held, op cit, 36-7.

<sup>27</sup> Mangué, op cit, 50.

effectivement, les États-nations, conduit Horsman et Matthew à conclure que "In most cases in Europe and subsequently in its colonies, the structure of the state has come first, and a sense of nation and therefore nationalism second".<sup>28</sup>

Quoique, sur le plan historique, Horsman et Marshall aient raison en disant que "the Nation-State as it developed in Europe...did not a priori require a people with a self perceived common ethnicity and culture", néanmoins dans l'imaginaire collectif, une communauté homogène sous-tend l'État institutionnel. Le célèbre étude de Benedict Anderson, *Imagined Communities*, porte justement sur le phénomène des communautés nationales, qui, si les membres ne sont strictement pas de la même souche ethnique, se construisent une lignée ancestrale homogène imaginée; du moins linguistique et culturelle. Selon Anderson, "If nation-states are widely conceded to be 'new' and 'historical', the nations to which they give political expression always loom out of an immemorial past".<sup>29</sup> Ainsi, les anciens traits de la nation, soient la langue, les coutumes et la culture, ne sont pas abandonnés avec la redéfinition de 'nation': ils redeviennent critères pour la consolidation d'une nouvelle identité nationale que l'État fondateur impose à ses citoyens.<sup>30</sup> Il s'avère que le processus historique du façonnage des nations,

<sup>28</sup> Horsman et Marshall, op cit, xviii.

<sup>29</sup> B. Anderson (1991) *Imagined Communities*. London: Verso. 11.

<sup>30</sup> Il s'agit, bien sûr, de l'imposition d'une langue officielle commune par une autorité centrale, comme c'était le cas en Espagne. De même, l'État favorise aussi l'homogénéité linguistique d'une manière moins ouverte. Benedict Anderson juge l'État capitalist un facteur essentiel pour le développement d'une conscience nationale homogène en ce qu'il constituait un marché uniforme sur lequel les langues typographiques étaient disséminées. Ceci s'opérait sur trois plans: "First and foremost, (print-languages) created unified fields of exchange and communication below Latin and above the spoken vernaculars. Speakers of the huge varieties of Frenches...became capable of comprehending one another via print and paper. These fellow readers...formed in their secular, visible invisibility, the embryo of the national imagined community. Second, print-capitalism gave a new fixity to language, which in the long run helped to build that image of antiquity so central to the subjective idea of the nation...Third, print-capitalism created languages-of-

selon lequel l'État précède son peuple, s'inverse selon la fiction identitaire: pour revenir à l'exemple français, symboliquement, à la suite de la Révolution, c'est le peuple français qui se représente dans l'État français, ce dont témoigne la monarchie constitutionnelle de 1790 où Louis XVI se mue en 'Roi des Français'.

Sur le plan philosophique, la priorité de la nation au sein de la fiction collective se conjugue en théorie de souveraineté populaire selon laquelle l'autonomie du peuple constitue le principe de légitimité de l'État. La notion de souveraineté dans ce contexte, se réfère à l'autorité ultime qui sous-tend et légitime un pouvoir donné.<sup>31</sup> Jusqu'au seizième siècle c'était l'autorité divine, dont le roi était représentant terrestre, qui légitimait le pouvoir monarchique et que l'on acceptait comme source de souveraineté.<sup>32</sup> Face à l'écroulement de l'autorité providentielle qu'amorce la Réforme et qui se concrétise dans la philosophie des Lumières, une nouvelle façon de théoriser le rapport pouvoir/société surgit. Ce nouveau mythe d'origine philosophique des sociétés se fonde sur la fiction contractualiste qui reconnaît la capacité de l'Homme à faire un contrat politique avec ses pairs. Les théoriciens du contrat social, notamment Hobbes, Locke et Rousseau, en prétendant que l'homme se soumet contractuellement à l'autorité d'un

---

power....Certain dialects inevitably were 'closer' to each print-language and dominated their final forms. Their disadvantaged cousins, still assimilable to the emerging print-language, lost caste". Anderson, op cit, p. 45. Voir aussi J. Habermas, *The New Conservatism* (Cambridge: MIT Press, 1989), 253.

<sup>31</sup> La notion de souveraineté est polyvoque et connote à la fois la source et l'exercice de l'autonomie d'une action. Pour l'instant, j'entends par souveraineté "le principe abstrait d'autorité suprême" (Petit Robert, Les Dictionnaires Robert, 1987) dans le sens rousseauiste du terme.

<sup>32</sup> Voir, Held, op cit, II, 2; J. Habermas, *Communication and the Evolution of Society*, T. McCarthy éd, tr.. (Boston: Beacon Press, 1979), ch. 5; C. Weber, *Simulating Sovereignty. Intervention, the State and Symbolic Exchange* (Cambridge: Cambridge University Press, 1995), ch. 1.

gouvernement, ont élaboré un processus de légitimation politique qui favorisait la souveraineté du peuple comme lieu d'autorité suprême. Selon cette approche, l'État n'apparaît pas spontanément comme le pouvoir souverain auprès de ses sujets, mais est reconnu *a posteriori* comme tel par ses citoyens qui se soumettent à sa domination par un choix rationnel et pragmatique, à condition que le corps politique (l'État) oeuvre au nom de leurs vœux. Avec la notion de souveraineté populaire s'opère une redéfinition du sujet politique, un sujet qui n'est plus assujéti au pouvoir étatique, mais en est la source:

Le sujet moderne est non seulement pensé comme un être raisonnable...mais surtout comme un être dont la dignité consiste dans le fait qu'il se soumet à des lois et, à vrai dire, des lois universelles ou à prétention universalistes, qui ne s'originent pas dans la nature des choses où la volonté de Dieu, mais dans sa propre raison....C'est en cela que l'on peut d'ailleurs parler d'un "sujet" en un sens nouveau.<sup>33</sup>

La souveraineté populaire s'est substituée, donc, à la souveraineté providentielle pour que le principe moderne d'autodétermination s'accorde avec la souveraineté *de facto* de l'État.<sup>34</sup>

C'est sur cette notion de souveraineté populaire que les plans identitaire et politique convergent en ce que la communauté politique se confond avec la communauté nationale dans un même État.<sup>35</sup> Selon Cynthia Weber "(p)ositing a state with a sovereign voice...presupposes the existence of a domestic community"<sup>36</sup>, ce, parce que selon la

---

<sup>33</sup> J.-M. Ferry, "Un concept communicationnel de pouvoir et de souveraineté" dans *Paradigmes de la démocratie*, J. Bidet éd., (Paris: PUF, 1980), 37.

<sup>34</sup> J. Habermas, *Communication...*, op cit, 192.

<sup>35</sup> Je m'appuie sur la distinction de F. Dumont, *Raisons...*, op cit, entre la communauté politique et la communauté nationale: "une communauté politique est le produit d'une progressive sédimentation de solidarité autour d'un projet" p. 55, tandis que "la nation est d'abord la communauté d'un héritage historique....Sans doute, on discerne toujours des traits distinctifs; la langue...est d'un poids certain". Bref "État et nation relèvent de modes d'allégeance différents; ils supposent des solidarités spécifiques; ils entretiennent des rapports qui ne sont pas de confiscation réciproque mais de support indispensable", p. 63.

<sup>36</sup> Weber, op cit, 6.

fiction contractualiste, une communauté doit exister pré-politiquement pour qu'elle se représente, par la suite, dans un État. Ici, nous avons affaire à la contradiction principale au sein de la conception libérale-contractualiste de la communauté politique formulée par Salée:

Le libéralisme (sic) glorifie l'individualité d'une part, mais cherche d'autre part à en aplanir l'expression par sa tendance inhérente à 'l'identité' et à affirmer l'égalité formelle des individus. Bien que le projet libéral reconnaisse l'individualité, il la noie le plus souvent dans des pratiques sociopolitiques uniformisantes et homogénéisantes.<sup>37</sup>

Bref, quoique d'un côté la conception 'dissociale', pour reprendre l'expression de Tocqueville<sup>38</sup>, d'une société d'individus liés, les uns aux autres, par la convention qu'ils établissent, sous-tende le projet politique moderne, d'un autre côté la fiction de la volonté générale, selon laquelle l'agrégat des intérêts individuels s'articule comme une volonté cohérente au singulier, présuppose une certaine homogénéité rationnelle sinon culturelle<sup>39</sup> vis-à-vis de la nation moderne. Selon Norberto Bobbio, cette présomption d'homogénéité est fonction de la redéfinition de souveraineté par la pensée moderne, "the model of the democratic state, based on popular sovereignty, was conceived in the image of, and as analogous to, the sovereignty of the prince and hence was a monist model of sovereignty. The real society underlying democratic government is pluralist".<sup>40</sup>

---

<sup>37</sup> Salée, *Frontières...*, op cit, 122.

<sup>38</sup> Cité dans J.Y. Thériault, "Le démocratisme et le trouble identitaire" dans *Frontières de l'identité*, op cit, 167-69.

<sup>39</sup> Anna Yeatman illustre, à cet égard, comment un discours républicain qui se fonde sur un principe de démocratie dialogique, tel qu'élaboré par Habermas, quoiqu'ostensiblement inclusif, n'admet qu'une seule rationalité et traduit, ainsi, une conception monoculturelle de la communauté politique. A. Yeatman, *Postmodern Revisionings of the Political* (New York: Routledge, 1994), ch. 5.

<sup>40</sup> cité dans J. Mostov, *Power, Process and Popular Sovereignty* (Philadelphia: Temple University Press, 1992), 9.

À ce titre, la communauté nationale imaginée, supposée être une socialité pré-politique, constitue le site de convergence entre l'imaginaire politique et l'imaginaire identitaire dans la mesure où sa prétention à l'homogénéité linguistique, culturelle et religieuse s'accorde avec les intérêts communs que les citoyens visent à protéger par le mythe d'un contrat social.<sup>41</sup> L'homogénéité imaginée de la nation se substitue à l'homogénéité d'intérêts que demande la théorie politique libérale moderne.

Selon le sociologue Anthony Giddens, cette mythologie politique classique qui veut que la souveraineté de l'État incarne la volonté générale de sa communauté constituante, anime toujours les *polis* contemporaines, " I think it is right to stress that the nation-state (sic) would not have emerged without the bourgeois idea of popular sovereignty that ushered in the modern phase of European liberalism".<sup>42</sup> Quoique ce soient les démocraties représentatives républicaines et libérales-démocrates qui s'inspirent le plus ouvertement de la philosophie du transfert de souveraineté du peuple vers l'État, ce principe sous-tend même des *polis* 'parti unique' qui prétendent représenter la voix populaire.<sup>43</sup> L'universalisme de cette appréciation de l'État comme représentant de la nation fait que l'État-nation est devenu la modalité socio-politique 'naturelle' vers laquelle toute population tend. Ainsi, de cette coïncidence des communautés nationale et politique, il s'ensuit que se confondent les nations conçues à l'image de l'État et les

---

<sup>41</sup> Yeatman, op cit, p. 92. Pour ne pas mal représenter l'argument de Yeatman, je signale qu'une remise en cause de la notion d'une communauté nationale-politique exclusive sous-tend son livre au profit d'une communauté pluraliste-politique inclusive.

<sup>42</sup> A. Giddens, *Social Theory and Modern Sociology* (Cambridge: Polity Press, 1987), 177.

<sup>43</sup> Held, op cit, 52.

nationalités qui cherchent à se doter d'un État.<sup>44</sup> Alors que dans le système international d'États il n'y ait pas de distinctions entre l'État-nation et ces "nations qui veulent s'ériger en États"<sup>45</sup>- ce à quoi je reviendrai dans le prochain chapitre- je juge néanmoins judicieux de différencier entre l'État-nation et l'État national pour la raison que le nationalisme québécois s'inscrit clairement dans ce dernier paradigme.

Or, qu'il soit question de l'État-nation, ou de l'État national, pour chacune de ces modalités politiques, la représentation de la communauté constituante se fonde sur un échange réciproque, selon lequel l'État assure les conditions matérielles pour l'épanouissement de celle-là, tandis que la communauté doit reconnaître l'État comme seul lieu de pouvoir légitime sur son espace; un rapport de réciprocité que Jürgen Habermas qualifie comme 'input' et 'output' dans le système politique post-industriel.

Dans sa *Legitimation Crisis*, Habermas traite du phénomène de légitimation politique, qu'il définit comme "the worthiness of a political order to be recognized", dans l'État tutélaire du 20e siècle.<sup>46</sup> La légitimation dans cette conjoncture s'inscrit toujours dans le paradigme contractualiste moderne, certes, mais ce processus de justification interne se distingue, aussi, de celui de l'État libéral capitaliste, notamment en ce que l'État s'engage activement dans le secteur économique afin d'assurer le bien-être social

---

<sup>44</sup> Je tiens ici à la distinction entre nation, au sens d'État-nation et le terme de 'nationalité qui tend à s'imposer pour désigner la nation au sens originel du terme". Mangué, op cit, 50, note 1.

<sup>45</sup> Ibid, 51.

<sup>46</sup> Habermas, *Communication...*, op cit, 183; Compte tenu de la date de publication de cette analyse d'Habermas, tout souci d'anachronisme est ici mal fondé car l'État-nation-idéal-type qu'il décrit correspond parfaitement à l'État national québécois que bâtissait les néo-nationalistes aux années 60 et 70. Rappelons que cette section porte sur le désinvestissement de l'État comme symbole collectif, il s'ensuit, donc, que comprendre la délégitimation de l'État exige que le processus de légitimation du dit État nous soit aussi connu.

de ses citoyens. Une politisation de l'économie, affirme Habermas, "creates an increased need for legitimation".<sup>47</sup> Systématiquement parlant, selon Habermas, l'État représente, dans le système social global, le point de convergence des sous-systèmes économiques et socio-culturels dont la gestion affecte directement la légitimation qu'il obtient. Sa conduite de l'économie domestique se fait au prix des impôts qu'il exige des divers acteurs économiques; par rapport au système socio-culturel, l'État sert de garant du bien-être social et protège le monde vécu contre les effets pervers de l'économie en échange de la loyauté politique de ce dernier.<sup>48</sup> Avec le mauvais fonctionnement du système, ce quand l'État se voit incapable d'assurer ses responsabilités vis-à-vis de ses sous-systèmes, se manifestent des crises de légitimation sous forme de changement de régime.<sup>49</sup> Or, la gravité du désinvestissement de l'État comme symbole collectif dépasse largement une simple crise de légitimité d'un État donné: avec le rejet de l'État en tant qu'appareil émancipateur il s'agit d'une crise de légitimation de l'institution de l'État et du système politique global, ce qui hypothèque l'État-nation comme représentant collectif.

### **La modernisation: fin de l'État-nation ?**

Rappelons qu'il est question, dans ce chapitre, de s'interroger sur la délégitimation de l'État comme instrument d'émancipation collective et comment ceci signale un désinvestissement de l'État en tant qu'incarnation de la communauté nationale. Par rapport à la (dé)légitimation de l'État providence, Habermas illustre comment la

---

<sup>47</sup> J. Habermas, *Legitimation Crisis* (Boston: Beacon Press, 1975), 36.

<sup>48</sup> Ibid, 5.

<sup>49</sup> Habermas, *Communication...*, op cit, 194.

politisation de l'économie par l'État déplace les antagonismes du système de production capitaliste vers le système politico-administratif.<sup>50</sup> La participation de l'État dans l'économie vise à adoucir, sinon éliminer, les tensions propres au capitalisme. À ce prix, l'État doit porter les coûts de l'intervention économique (l'assurance-chômage, l'infrastructure, les secteurs non-rentables etc.) qui engendrent, eux, des crises de finances publiques. L'État tente de combler le déficit par des impôts, dont la dépense est sujette, elle aussi, à la légitimation des contribuables-citoyens.

Revenant au cas québécois, cette sorte de crise fiscale sous-tend, indiscutablement, la délégitimation de l'État social-démocrate qui, elle, a surgi au début des années 1980.<sup>51</sup> Avec une telle crise néo-libérale, il s'agit d'un jugement normatif vis-à-vis des services assurés par l'État et de la dépense des impôts. Or, comme ce l'était indiqué plus haut, le désinvestissement de l'État s'explique, plus par un défaut dans le contrat par lequel l'État représente sa communauté de référence, que par une crise de finances publiques: ce dysfonctionnement dans le transfert de souveraineté n'a rien de normatif, étant question de ce que l'État peut faire, plutôt de ce qu'il doit faire, à l'époque moderne.

"Pour Habermas, écrit Jean-Marc Ferry, toutes les fondations modernes de la démocratie présupposent l'affirmation de la souveraineté populaire, et quelle que soit la version qu'on en donne, cette idée de la souveraineté est constituée dans le concept d'autonomie."<sup>52</sup> Or, en ce qui concerne l'incarnation de cette autonomie populaire dans

---

<sup>50</sup> Habermas, *Legitimation...*, op cit. Je représente (très brièvement) les argument du cinquieme chapitre de la deuxième partie de *Légitimation Crisis* de Habermas: "Theorems of Rationality Crisis", 61-68.

<sup>51</sup> Coleman et Salée, op cit, 270.

<sup>52</sup> Ferry, op cit, 37.

la souveraineté politique de l'État, David Held tient à distinguer la souveraineté de l'État de l'autonomie de l'État, lorsqu'il affirme que la souveraineté signifie que l'État possède l'autorité suprême sur son territoire, tandis que l'autonomie se réfère à la capacité de l'État de réaliser ses politiques. Held écrit, " In short, sovereignty refers to the entitlement of a state to rule over a bounded territory, while autonomy denotes the actual power a nation-state possesses to articulate and achieve policy goals independantly".<sup>53</sup>

Voulant sauver le principe de souveraineté politique face aux transformations induites par la mondialisation, cette distinction entre les souverainetés *de facto* et *de jure* permet Held à soutenir que "ce que la globalisation vient limiter, c'est l'autonomie de l'État-nation, c'est-à-dire sa capacité d'intervention au sein de la société dont il émane et dont il assume la régulation, la protection et la reproduction" et non pas sa souveraineté.<sup>54</sup>

Mon argument est que cette distinction de Held est inacceptable car elle réduit le principe d'auto-législation inhérent à la souveraineté à la seule indépendance de choix. Or, la notion de souveraineté se constitue en deux moments conceptuels: premièrement l'indépendance de choix d'un engagement politique et deuxièmement l'indépendance d'exécution d'un tel choix selon le dualisme cause/effet. La position de Held obnubile la deuxième instance, celle de la capacité de l'engagement indépendant dont dépend la légitimation de l'État, selon le processus de légitimation habermassien. Ainsi, une fois cette équivalence établie entre souveraineté et autonomie au niveau de la collectivité sociale, il s'ensuit que l'équivalence doit valoir tout aussi bien pour l'État, afin qu'il

---

<sup>53</sup> Held, op cit, 100.

<sup>54</sup> Cette analyse de l'argument de Held est empruntée à Breton, op cit, 29.

représente effectivement son sujet collectif (sa communauté). Voici donc la raison pour laquelle les nationalismes s'articulaient comme 'État-nationalismes' depuis le XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à tout récemment. Comme Giddens l'affirme, "it is because nationalism is inherently linked to the achievement of administrative autonomy of the modern form that all nationalist movements are necessarily political".<sup>55</sup> Cela dit, j'insiste sur la synonymie entre souveraineté et autonomie pour démontrer ensuite comment les processus de modernisation, surtout le phénomène de la mondialisation, constituent une entrave à l'autonomie, hypothéquant, par conséquent, le concept de souveraineté dans la conjoncture actuelle. J'invoque, à ce titre, la parole de Breton, dont je partage la position en ce qui concerne son analyse politique: "Je voudrais montrer ici que la globalisation vient bousculer et remettre en cause cette manière de réfléchir la réalité politique et qu'elle implique au premier chef un 'décentrement' de la notion de souveraineté"<sup>56</sup>, et ce tant sur le plan populaire que sur le plan étatique.

*a) La souveraineté politique: incapacité d'agir*

La notion de souveraineté convient fort bien au phénomène de l'État providence, forme dominante de l'État-nation au vingtième siècle, dans la mesure où chacune des ces constructions sociales s'appuient sur la philosophie des Lumières. La souveraineté recèle, comme nous l'avons vu, une volonté de contrôler les environnements et social et naturel, idée foncièrement moderne, qui justifie aussi l'intervention sociale et économique de l'État social-démocrate. L'État social-démocrate, ou providence,

---

<sup>55</sup> A. Giddens, *The Nation State...*, op cit, 220.

<sup>56</sup> Breton, op cit, 28.

représente l'intérêt général tant qu'il exerce de l'autonomie sur l'espace national, et ce dans les domaines économique, social, juridique, et celui de l'environnement.<sup>57</sup> Par contre, l'inefficacité de l'intervention gouvernementale sur son territoire domestique conjugue une crise de légitimation interne, en ce que l'État ne peut plus assurer le bien-être social de ses citoyens. Selon Giddens, le projet de l'État providence sombre, de nos jours, en partie à cause des transformations sociales amenées par le nouvel ordre social qui mine, justement, la souveraineté de l'État.<sup>58</sup>

Giddens n'est certes pas le seul à avancer que les transformations sociales auxquelles on assiste actuellement s'inscrivent dans les retombées de la mondialisation. Selon

Breton:

Peu importe comment chacun qualifie la période actuelle, il semble bien qu'un consensus soit en train d'émerger pour reconnaître que les forces qui provoquent ces changements sont portées par 'les vents du large', pour reprendre l'expression d'Alain Touraine, c'est-à-dire par la globalisation des différentes facettes de la vie de nos sociétés.<sup>59</sup>

J'invoque, toutefois, la pensée de Giddens afin d'exploiter ses célèbres réflexions sur la dialectique temps/espace à l'heure de la mondialisation. Cela dit, je ne compte pas entreprendre une exploration prolongée de la modernisation, il s'agira plutôt d'esquisser les grandes lignes du phénomène pour montrer comment elle compromet la souveraineté d'un État-nation.

Le refus de Giddens de l'étiquette de 'postmodernité' pour qualifier l'ordre social de la fin du vingtième siècle au profit de celle de 'modernité tardive' (*late modernity*)

---

<sup>57</sup> Boisvert, op cit, 126.

<sup>58</sup> A. Giddens, *Beyond Left and Right- The Future of Radical Politics* (Cambridge: Polity Press, 1994), 149.

<sup>59</sup> Breton, op cit, 19.

s'explique par son affirmation que c'est la perpétuation, et non la fin, des tendances modernes qui détermine la structure de nos sociétés contemporaines. D'après lui, la mondialisation s'inscrit dans l'héritage de la modernité en ce qu'elle rend désuètes les pratiques sociales, économiques et politiques traditionnelles.<sup>60</sup> Sa force 'détraditionalisante' provient de la séparation du temps et de l'espace qu'engendre ce système de communication et d'échange de plus en plus complexe qu'est la mondialisation:

Tradition is about the organization of time and therefore also space: so too is globalization, save that the one runs counter to the other. Whereas tradition controls space through its control of time, with globalization it is the other way around. Globalization is essentially 'action at a distance'; absence predominates over presence, not in the sedimentation of time, but because of the restructuring of space.<sup>61</sup>

En d'autres termes, la mondialisation déclenche une reconceptualisation de l'espace en ce qu'elle met fin à l'homologie entre l'espace et le lieu local. Ainsi, les effets d'une action donnée, qu'elle soit politique, économique ou autre, ne sont plus ressentis seulement sur son territoire domestique, mais se répercutent et pénètrent dans les lieux éloignés. Pour Breton qui se demande, "quels sont les effets de cette globalisation sur une société comme le Québec", la réponse traduit la fin de la notion de territoire domestique, et *a fortiori*, celle de souveraineté politique: "cela implique que de plus en plus de brèches sont ouvertes dans les frontières de nos sociétés, et que les absents et les influences sociales qui conditionnent l'action et les mutations de nos sociétés ne s'enracinent plus

---

<sup>60</sup> Giddens, *Beyond Left...*, op cit, 4.

<sup>61</sup> A. Giddens, "Living in a Post-Traditional Society" dans *Reflexive Modernization- Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, U. Beck; S. Lash; A. Giddens (Cambridge: Polity Press, 1994), 96.

dans la société d'origine".<sup>62</sup>

C'est peut-être sur le plan économique que les entraves de la mondialisation à la souveraineté étatique se manifestent le plus ouvertement. D'une part, les accords économiques internationaux tels l' O.M.T., l' A.L.É.N.A. et ceux sur qui s'imposent la Union européenne compromettent l'autonomie gouvernementale vis-à-vis de son économie nationale dans la mesure où ils exigent une coordination internationale des politiques économiques nationales. D'autre part, la mondialisation des échanges et la domination des entreprises multinationales traduisent une interdépendance économique, qui, tout comme les accords ordonnateurs, 'dénationalisent', en effet, l'économie dont l'État est supposé être le garant, et lui enlève les leviers dont il se servait autrefois pour gérer son économie nationale. Ce d'autant plus pour l'État social-démocrate planificateur:

A modern economy can tolerate, and prosper under, a good deal of central planning only so long as certain conditions hold- so long as it is primarily a national economy (and) social life is segmentalized rather than penetrated extensively by globalizing influences...As these circumstances alter, Keynesianism falters and Soviet-type economies stagnate.<sup>63</sup>

L'interdépendance économique constatée, l'effondrement des frontières s'apparente sur plusieurs plans car presque tous s'accordent pour dire que la mondialisation n'est pas qu'un phénomène économique. Les influences de la mondialisation sont ressenties dans les secteurs communicationnel, technologique, politique, culturel, bref presque tous les secteurs de la vie sociales. Il n'est pas difficile de conclure, donc, que plus les frontières deviennent perméables aux influences mondiales, moins l'État est autonome dans son

---

<sup>62</sup> Breton, op cit, 25.

<sup>63</sup> Giddens, *Beyond Left...*, op cit, 67.

action et, par conséquent, moins capable de représenter fidèlement le dessein collectif.

La mondialisation comme système d'interdépendance s'oppose, dans son essence même, à la notion de souveraineté. Ainsi, aux devises de la modernité industrielle: libre-arbitrage, progrès et contrôle, se substituent les nouvelles devises: interdépendance, survie et risque. À ce titre, le sociologue Ulrich Beck théorise, dans son ouvrage, *Risk Society*, les implications sociales des effets pervers industriels, économiques et technologiques à l'heure de la mondialisation. Selon Beck, qui partage l'affirmation de Giddens que l'on assiste à une rupture avec l'âge moderne classique de la société industrielle et à l'émergence d'une nouvelle modernité, la mondialisation de la société industrielle hypothèque le concept de souveraineté dans la mesure où l'activité industrielle produit des effets qui ne respectent pas les frontières géo-politiques.<sup>64</sup> L'autonomie de l'État est compromise en ce que les défis auxquels un État doit faire face sont souvent des effets secondaires, elles, des actions entreprises hors du ressort d'un État-nation, soulignant la fiction du territoire domestique. Beck écrit:

one can say that risk society, through the dynamic of endangerment it sets in motion, undermines the borders of nation states as much as those of military alliances and economic blocs. While class societies are capable of being organized as national states, risk societies bring about 'communities of danger' that ultimately can only be comprised in the United Nations.<sup>65</sup>

Comme ce l'était explicité plus haut, la souveraineté entend non seulement l'indépendance d'un État à choisir de ses engagements, mais aussi la capacité de réaliser indépendamment ses actions; la souveraineté entendue comme contrôle se voit minée, elle aussi, par la mondialisation. À cet effet, Beck a sans doute raison à dire qu'avec la

---

<sup>64</sup> U. Beck, *Risk Society-Towards a New Modernity* (London: Sage Publications, 1992), 9-10.

<sup>65</sup> Ibid, 47.

mondialisation du capitalisme industriel, voire la mondialisation de la modernité, les États deviennent responsables face aux menaces écologiques, qu'ils ne contrôlent plus.<sup>66</sup> Or, la problématique des effets pervers mine aussi le contrôle d'un État sur son propre territoire domestique parce que les engagements gouvernementaux produisent des effets *boomerang* qui touchent ceux qui sont censés en profiter.<sup>67</sup> La notion de réflexivité est intégrale à la compréhension de ce phénomène. À ce titre, Giddens écrit que "Modernity's reflexivity refers to the susceptibility of most aspects of social activity, and material relations with nature, to chronic revision in the light of new information or knowledge"<sup>68</sup>, dans ce sens où le savoir n'est plus la propriété exclusive des scientifiques et des experts, mais se partage de plus en plus de par le monde. Ainsi, la réflexivité et la mondialisation sont des phénomènes reliés par l'échange croissant d'information qu'accompagne cette dernière. La mise en commun de l'information que facilite les techniques modernes de communication traduit une augmentation du 'moyen savoir collectif'.<sup>69</sup> Par rapport à la société de risque, la visibilité croissante des effets pervers s'explique, dans un temps, par l'ultra-sensibilité des nouvelles techniques diagnostiques, mais aussi, dans un autre temps, par l'accès quasi-universel à cette information. À titre d'exemple je cite Beck:

Formerly 'unseen secondary effects' thus become visible primary effects which endanger their causal production centres (sic) themselves. The production of modernization risks follows the *boomerang curve*. Intensive industrial agriculture, subsidized with billions, does not just cause the lead content in mothers' milk and children to rise dramatically in distant cities. It also

---

<sup>66</sup> Ibid, 227.

<sup>67</sup> Ibid, 23.

<sup>68</sup> Giddens, *Modernity and Self-Identity-Self and Society in the Late Modern Age* (Stanford: Stanford University Press, 1991), 20.

<sup>69</sup> Giddens, *Beyond Left...*, op cit, 7.

frequently undermines the natural basis of agricultural production itself: the fertility of the soil declines, vitally important animals and plants disappear, and the danger of soil erosion grows.<sup>70</sup>

Comme cet exemple l'illustre, le caractère immédiat de l'effet pervers, fonction directe de la réflexivité et de la mondialisation qui caractérisent la modernité tardive, mine le rôle tutélaire de l'État. Bref, même les politiques de nature 'domestique' dont dispose un État témoignent de la fin de la souveraineté: une incapacité de réaliser ses desseins qui affecte l'État comme l'individu.

En somme, la fin du millénarisme étatique comme expression principale du néo-nationalisme québécois s'explique par la crise de l'État, dans la conjoncture mondiale. Cette crise, qui conjugue l'impuissance de l'État dans la mesure où la fiction du territoire domestique s'avère intenable face à la mondialisation, conduit Létourneau à déclarer que "l'État est un perdant".<sup>71</sup> Puisque "personne n'aime s'identifier aux perdants", il s'ensuit que cette crise engendre un transfert symbolique identitaire qui traduit le désinvestissement de l'État au sein de l'imaginaire collectif. Or, l'épuisement de l'esprit utopiste s'inscrit aussi dans des tendances postmodernes selon lesquelles le progrès, la raison et l'autonomie se voient minés par une épistémologie affaiblie et l'effondrement de la dualité cause/effet. L'État s'avère de moins en moins capable de réaliser la volonté générale de sa communauté politique et, par conséquent, d'une communauté nationale. En revanche, il se peut que le millénarisme étatique s'estompe, non seulement au niveau de l'État, mais aussi à celui de la souveraineté populaire: l'État ne représente plus son sujet collectif car ce sujet ne se prête plus à représentation.

---

<sup>70</sup> Beck, op cit, 37-8.

<sup>71</sup> Létourneau, op cit, 22.

*b) la souveraineté populaire: fiction désuète*

Comme nous l'avons vu, d'après le modèle moderne du politique, la souveraineté de l'État est fondée sur le concept de souveraineté populaire. Selon Charles Taylor "Pour que le peuple soit souverain, il doit former au préalable une entité, posséder une personnalité...former une unité de décision"<sup>72</sup>, ce qui veut dire que l'État représente son sujet-nation tant que la communauté domestique est capable d'articuler une volonté générale cohérente. Pour J.M. Ferry, cette exigence du consensus monorational demande que l'on pense la société "comme un Moi, une sorte de Sujet grand format", Sujet qui est capable de choisir, souverainement, ses propres objectifs.<sup>73</sup>

La mondialisation nuit, cependant, à l'unité du sujet-nation, et par conséquent à sa souveraineté de choix, dans la mesure où elle présente un défi à l'homogénéité et aux pratiques d'exclusion dont dépend toute notion de consensus populaire.<sup>74</sup> Le 'défi hétérogène' mine, d'autant plus, la fiction de l'État national que celui de l'État-nation (voir la distinction ci-dessus) en ce que les nations au sens ethnique cherchent à se représenter dans un État souverain, dont le Québec. Dans ces cas, la pénétration des éléments hétérogènes sur l'espace national remet en question l'identité de la communauté nationale et de la communauté politique, et donne lieu à un

démembrement progressif de l'unité transcendantale du sujet politique, selon la logique nouvelle de la légitimation de la diversité des intérêts empiriques et donc des conflits d'intérêts ou d'objectifs dans la société. La portée du démembrement deviendra explicite lorsque les "intérêts" en question finiront par s'énoncer, non plus dans le langage universaliste et creux des "intérêts",

---

<sup>72</sup> C. Taylor, "Les Sources de l'identité moderne" dans *Les Frontières de l'identité*, op cit, 352.

<sup>73</sup> Ferry, op cit, 37.

<sup>74</sup> Ce thème d'incompatibilité du sujet universel et d'une citoyenneté hétérogène est au coeur de l'ouvrage de Yeatman, op cit, surtout les chapitres 5 et 6. Cette idée est aussi reprise par Coleman et Salée, op cit, 269, par rapport à la situation québécoise.

mais dans celui immédiatement concret de la revendication de reconnaissance des identités particulières, fondées elles-mêmes sur n'importe quelle sorte de différence.<sup>75</sup>

Salée partage cette appréciation par rapport au cas québécois, affirmant que "l'unicité de 'l'être Québécois' s'estompe désormais sous les assauts revendicateurs et particularistes de l'hétérogène".<sup>76</sup> Bref, la mondialisation, quoique souvent critiquée pour son rôle homogénéisant vis-à-vis d'une culture mondiale, est aussi synonyme de différence sur les deux plans suivants.

En premier lieu, la libre circulation du capital et de l'information, qui caractérise l'ère de la mondialisation, s'étend aussi au mouvement démographique, dont la conséquence s'avère être la cohabitation de diverses cultures, voire de communautés, sur le même espace. Selon Yeatman "globalized patterns of movement, which follow on, for example, the development of integrated, free-trade blocs...lead to the presence in one citizen community of many more or less legal residents with important affiliations to another citizen community".<sup>77</sup> Yeatman poursuit en disant que ce phénomène bouscule les fondements du rapport communauté/État en ce sens où, plus la composition d'une communauté civique devient hétérogène, plus le titre de communauté politique devient contesté; la communauté nationale ethnique n'ayant plus de droit exclusif à cet égard.

En second lieu, la mondialisation engendre une hétérogénéisation du social beaucoup moins matérielle que celle du déplacement des personnes, quoique toute aussi pertinente. Le contact avec d'autres cultures et d'autres sociétés, facilité par les

---

<sup>75</sup>M. Freitag dans Salée, *La mondialisation...*, op cit, 109.

<sup>76</sup> Ibid, 117.

<sup>77</sup> Yeatman, op cit, 80.

techniques de communication modernes, engendre une remise en cause des pratiques traditionnelles qui ne se produisait pas, elle, lorsque les cultures étaient moins en contact les unes avec les autres. Ici il est question, encore une fois, de concept de réflexivité et de l'effet détraditionnalisant de la modernité, tels que théorisés par Giddens en ce que la mondialisation arrache les pratiques de leurs contextes traditionnels. "In the context of a globalizing, cosmopolitan order, écrit Giddens, traditions are constantly brought into contact with one another and forces to 'declare themselves'."<sup>78</sup> La rencontre des traditions mettant fin à l'emprise de la tradition locale, il est question désormais de décider réflexivement à quelle tradition se soumettre.

Scott Lash, qui avec Giddens et Beck constituent un triumvirat de théoriciens de la réflexivité, avance qu'une communauté se fonde sur les sens et les pratiques partagés par ses membres.<sup>79</sup> Or, dans une ère post-traditionnelle les traditions sémantiques et pratiques se voient contestées. Ainsi, le partage des pratiques et des sens traverse les frontières nationales, créant des communautés trans-nationales, souvent au détriment du consensus social.

Dans chacun de ces cas, soit la cohabitation des cultures sur un même espace national, soit la pénétration des traditions étrangères, les conséquences de l'hétérogène s'expriment sur le plan politique. Ceci parce que, faute d'unité collective, il n'y a plus de *telos* collectif à représenter car il n'y a plus de collectif homogène politique. Bref, la volonté générale s'effrite en volontés générales sous la pression de la mondialisation. Ce

---

<sup>78</sup> Giddens, *Beyond Left...*, op cit, 83.

<sup>79</sup> Lash, op cit, *passim*.

n'est pas dire que la justice sociale et le pluri-ethnisme soient idées et idéaux morts dans la conjoncture actuelle, mais qu'ils sont articulés par des communautés internationales ou des groupuscules sous-politiques qui ne font pas obligatoirement partie d'une communauté politique-nationale. Si l'on tient compte de l'effondrement de l'État providence comme expression du nationalisme francophone québécois, il paraîtrait, donc, que l'énergie utopiste se soit épuisée, peut-être pas au niveau de l'État, mais à l'échelle communautaire. À ce titre Daniel Jacques semble avoir quelque justification à dire que "les Québécois ne forment plus aujourd'hui cette classe d'opprimés qu'ils constituèrent autrefois....C'est à dire que les conditions objectives qui, autrefois, présidèrent à l'émergence du désir d'indépendance politique (sic) en ce pays ne sont plus."<sup>80</sup>

*c) La réflexivité individuelle: entrave au contrat social*

La dissolution de la matrice communautaire politique ne mène pas à l'individualisme que plusieurs jugent le trait principal de l'âge (post)moderne.<sup>81</sup> Certes la remise en question des pratiques familiales, communautaires et nationales qu'instaure la mondialisation libère l'acteur individuel de l'emprise des structures sociales traditionnelles. Toutefois la réflexivité individuelle selon laquelle l'individu choisit ses propres engagements n'est pas preuve d'une autonomie individuelle aggrandie, mais plutôt signe d'une hétérogénéité individuelle qui nuit, elle aussi, à la notion de souveraineté populaire.

---

<sup>80</sup> D. Jacques, "La mort annoncée d'un projet insignifiant?" dans *Possibles*, 19, 1-2 (hiver-printemps 1995), 223.

<sup>81</sup> Notamment G. Lipovetsky, *L'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain* (Paris: Le Seuil, 1983).

"The reflexivity of modernity, nous dit Giddens, extends into the core of the self"<sup>82</sup>, voulant dire que les tendances modernes détraditionalisantes ouvrent la constitution du moi à sa construction réflexive. Selon Giddens, l'érosion de l'autonomie dans presque tous les aspects de la vie sociale fait que l'identité individuelle devient l'un des seuls domaines sur lequel l'individu demeure souverain.<sup>83</sup> Ce projet réflexif du moi se manifeste dans l'entretien du corps physique et dans le choix d'identifications individuelles. La question de l'identité étant primordiale à ce sujet, je n'aborderai que ce deuxième aspect.

Selon Giddens, le projet du moi est exemplaire de l'autonomie individuelle croissante à l'époque moderne, dans la mesure où les identités traditionnelles telles celles de classes, de sexe ou même de nation ne s'imposent plus à l'individu. Il incombe à l'individu, par contre, de choisir ses propres sites d'identification:

The 'identity' of the self, in contrast to the self as a generic phenomenon, presumes reflexive awareness. It is what the individual is conscious 'of' in the term 'self-consciousness'. Self-identity, in other words, is not something that is just given, as a result of the continuities of the individual's action-system, but something that has to be routinely created and sustained in the reflexive activities of the individual.<sup>84</sup>

À cet égard, l'individu s'identifie (pronominalement) aux communautés diverses et, ce faisant, fabrique sa propre histoire biographique. Or, ces identifications aléatoires et éphémères ne corroborent pas l'hypothèse de l'individualisme subjectif, mais finissent, plutôt, par remettre en cause le concept d'autonomie individuelle. D'un côté les biographies réflexives sont le résultat de choix individuels d'identification, mais de choix

---

<sup>82</sup> Giddens, *Modernity and Self-Identity...*, op cit, 32.

<sup>83</sup> Ibid, *passim*.

<sup>84</sup> Ibid, 52.

que l'acteur est condamné à faire.<sup>85</sup> D'un autre côté, les identifications réflexives compromettent la cohérence d'un moi homogène et subjectif et engendrent, en revanche, un moi multiple et objectif. Face au relativisme de l'identité individuelle la question se pose: qui (ou quoi) entretient cette narrative biographique ?

Répondre à cette question constitue la tâche de fond de l'oeuvre du sociologue de la postmodernité Michel Maffesoli. Bien que Maffesoli partage avec Giddens les mêmes constats vis-à-vis des symptômes de l'ordre social contemporain (tel le concept goffmanesque<sup>86</sup> des identifications multiples et successives), il s'y oppose en raison de leurs causes. Tandis que Giddens recourt à la notion d'un 'je' essentiel, autonome et conscient de sa subjectivité quand il lui faut un acteur réflexif individuel, Maffesoli renonce à cette béquille métaphysique en s'appuyant sur la primauté de la communauté:

...le sujet, en sa souveraine royauté, n'est pas le seul angle d'attaque pour appréhender la vie de l'individu social et ses relations avec l'environnement social et naturel. Pour le dire d'une manière un peu cavalière, il est possible que l'individu soit plus agi qu'acteur, soit plus soumis que maître et possesseur de soi-même d'abord, de la nature ensuite. Au 'je pense' s'opposera dès lors le 'je suis pensé'.<sup>87</sup>

Brièvement, la position de Maffesoli est, qu'avec l'âge postmoderne, l'on assiste à un retour d'une 'éthique esthétique' qui anime les agrégations néo-tribales, c'est-à-dire d'une pulsion affective et existentielle, qui pousse l'individu à s'associer dans un collectif. Il ne s'agit pas, toutefois, de collectifs rationalisés et surplombants mais, en revanche, de collectifs multiples, locaux, émotionnels et successifs, "les personnes

---

<sup>85</sup> U. Beck, "Aesthetic Reflexivity" in *Reflexive Modernization...*, op cit, 15.

<sup>86</sup> Voir E. Goffman, *Interaction Ritual. Essays on face-to-face Behaviour* (Chicago: Aldine Publication Co., 1967).

<sup>87</sup> Giddens, *Modernity and Self-Identity...*, op cit, 53; M. Maffesoli, *La Transfiguration du politique- la tribalisation du monde* (Paris: Grasset, 1992), 206.

composant ces tribus pouvant évoluer de l'une à l'autre".<sup>88</sup> Ainsi, d'après Maffesoli, ce n'est pas l'individu cognitif qui choisit consciemment ses sites d'identification, mais plutôt les communautés néo-tribales qui choisissent l'individu. Selon l'auteur, "l'on vit dans une ambiance 'objectale' qui fait que l'individu n'est plus le 'je' puissant et solitaire, mais devient un objet parmi les objets, interchangeable à merci".<sup>89</sup> Par conséquent, chez Maffesoli il n'est pas simplement question du décentrement du sujet individuel, mais plutôt de l'abandon de toute la "métaphysique de la subjectivité...cet ambitieux projet qui faisait du 'je' l'élément central de la représentation".<sup>90</sup>

La déchéance de l'individu libre qui contracte avec ses égaux fait partie des conséquences politiques qui existent à l'heure postmoderne.<sup>91</sup> En ce qui concerne le rapport subjectivité/politique, J.Y. Thériault rappelle comment le concept de subjectivité comme auto-législation sous-tend la théorie politique moderne: "c'est à travers un véritable processus de désocialisation, un retour à son moi intérieur, que l'individu rousseauiste, par exemple, crée les conditions nécessaires à la formulation du contrat social".<sup>92</sup> Maffesoli, qui base sa sociologie sur la fin de l'individualisme et du *cogito* comme instance fondatrice, préconise aussi la fin du politique:

À l'opposé d'une 'opinion' universitaire, journalistique politique voyant dans l'individualisme la marque du temps, ce qui comme toute pensée convenue ne se discute pas, j'ai depuis longtemps rendu attentif au curieux tribalisme qui tend à se développer dans nos sociétés...On peut, à cet égard, parler de la saturation d'une subjectivité du sujet, et donc d'un ordre politique construit sur

---

<sup>88</sup> M. Maffesoli, *Le Temps des tribus- Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, (Paris: Méridiens Klincksieck, 1988), 17.

<sup>89</sup> Maffesoli, *La Transfiguration...*, op cit, 207.

<sup>90</sup> Ibid, 206.

<sup>91</sup> Maffesoli, *Le Temps des tribus...*, op cit, 87.

<sup>92</sup> Thériault, op cit, 168.

une telle subjectivité: celui d'un contrat social, tant national qu'international.<sup>93</sup>

Et ce en ce sens où les multiples identifications de la personne sont signe du manque d'autonomie individuelle et de la fragmentation du sujet contractualiste:

Ce contrat (social) reposait essentiellement sur l'association voulue, rationnellement organisée d'identités typées...Mais en l'appliquant au propos qui est le nôtre maintenant, on peut comprendre que si le sujet est fragilisé, le *contrat* qu'il pouvait établir avec d'autres sujet historiques, contrat qui est l'essence même du politique, soit fragilisé à son tour.<sup>94</sup>

Par rapport à l'objectif avoué de cette section, soit un examen du désinvestissement de l'État social-démocrate comme incarnation du sujet-nation, la théorie de Maffesoli est éclairante car la dé-subjectification de l'individu qu'il propose met fin au mythe contractualiste qui sous-tend la logique de représentation de l'État. Selon lui, la saturation de la logique de l'identité mène à l'implosion du politique.<sup>95</sup> Or, d'un point de vue plus anthropologique, le tribalisme postmoderne engendre le déclin de l'État comme symbole collectif dans la mesure où le social moderne cède la place à une socialité postmoderne de dominance empathique et affective.<sup>96</sup> À l'encontre des théories du contrat social selon lesquelles les individus s'associent par pragmatisme afin d'assurer leur épanouissement, les collectifs affectifs sont animés plutôt par une effervescence et une ambiance communautaire.<sup>97</sup> À ce titre, la communauté n'a plus besoin de l'appareil

---

<sup>93</sup> Maffesoli, *La Contemplation du monde. Figures du style communautaire*(Paris: Grasset, 1993), 210.

<sup>94</sup> Maffesoli, *La Transfiguration...*, op cit, 131.

<sup>95</sup> Ibid.

<sup>96</sup> Voir l'organigramme de Maffesoli qui exprime, d'une manière schématique, la distinction entre, d'un côté, le social moderne qui se reconnaît par les traits tels: l'organisation économique-politique, les individus et les groupement contractuels et d'un autre côté la socialité postmoderne et ses caractères respectives: les masses, les personnes et les tribus affectives. Maffesoli, *Le Temps des tribus...*, op cit, 17.

<sup>97</sup> Bien qu'un thème central à l'oeuvre globale de Maffesoli, voir en particulier Maffesoli, *La Transfiguration...*, op cit, ch. 3 "La Culture du sentiment".

de l'État pour représenter et réaliser des desseins, évacuée, comme elle est, de toute pulsion millénariste:

La fin, le sens ne sont plus cherchés au-dehors, soit dans une utopie inaccessible, soit dans une rationalisation de l'existence, ce qui sécrète le pouvoir surplombant, mais au contraire, le sens est trouvé ici et maintenant, ce qui éveille les diverses potentialités de la puissance populaire.<sup>98</sup>

En d'autres termes, au lieu de "s'utopiser", l'énergie sociale se dépense dans l'immédiat<sup>99</sup>; ainsi, le collectif devient une fin en soi, sa création même comble les exigences de l'individu.

La pensée de Maffesoli est ici invoquée pour illustrer comment le néo-tribalisme postmoderne traduit une érosion de la souveraineté populaire. Dans un temps, la multiplicité du moi est cause de la fin de l'expression étatique de la communauté, en ce que l'individu qui n'est plus maître de lui s'avère incapable de s'associer pragmatiquement à un groupe. Dans un autre temps, l'effervescence communautaire comme raison de base aux agrégations postmodernes, s'inscrit dans les effets de l'effondrement de l'autonomie qu'amène la (post)modernité.<sup>100</sup> Le néo-tribalisme, entendu tant comme cause que comme effet de la fin du politique projectif, constitue ainsi un nouveau paradigme pour appréhender le phénomène du nationalisme dans la conjoncture actuelle.

---

<sup>98</sup> Ibid, 122.

<sup>99</sup> Ibid, 160.

<sup>100</sup> Voir Maffesoli, *La Transfiguration...*, op cit. Le néo-tribalisme, selon Maffesoli, s'explique comme réaction contre un État qui ne représente plus sa communauté "...on a affaire à une réaction organique d'un corps social qui ne se reconnaît plus en ses représentants, élus out autoproclamés, et qui, confusément, cherche un nouvel équilibre traduisant mieux ce qu'il est", 126. Ailleurs, l'auteur semble partager la position de Beck vis-à-vis les effets pervers (voir ci-haut) quand il écrit "La fin d'une vision sociale dominée par la politique projective (sic) est peut-être l'aboutissement paradoxal de l'attitude politico-administrative, qui s'inscrit dans le cadre de celles suscitant les fameux 'effets pervers'....Effets pervers qui son le résultat inattendu d'une action de bout en bout rationnelle, c'est-à-dire pensée, organisée et conduite en tant que telle", 82.

### **Le néo-nationalisme contre un nouveau nationalisme québécois**

Pour résumer mon propos jusqu'ici, les effets de la mondialisation sont que l'État, pour sa part, se voit incapable d'assurer son rôle vis-à-vis de sa communauté de référence. Les entraves à l'efficacité de l'action étatique sur son territoire domestique traduisent un défaut dans le contrat par lequel l'État représente sa communauté politique. La communauté politique, quant à elle, se voit tout aussi incapable de se symboliser dans l'État dans la mesure où le pluralisme tant collectif qu'individuel de l'époque post-moderne rend le consensus populaire dont dépend tout projet collectif chose dépassée. En fin de compte, les entraves de la mondialisation traduisent la fin de la coïncidence de la communauté nationale et de la communauté politique que certains expriment comme le découplage de l'État et la Nation.<sup>101</sup> Pour être plus exact, il est question plutôt de la séparation du nationalisme de l'État-nation.

Un rejet de l'État en tant que symbole collectif du Québec francophone, constaté par Létourneau dans l'article qui introduit ce chapitre, est indicatif de la séparation dont il est ici question. La nouvelle figure identitaire annonce la transfiguration du nationalisme québécois, en ce que ce n'est plus par le biais de l'État que le sentiment national s'exprime, mais par celui de 'l'Homme dans le Marché'.

Comme nous l'avons vu, la marginalisation de l'État s'est produite au Québec au début des années 1980 où, selon Thériault, "l'entrepreneur québécois se demandait à bon droit en quoi un Québec socialiste est plus conforme à la nationalité québécoise qu'un

---

<sup>101</sup> Horsman et Matthew, op cit, 177; Létourneau, op cit, 19.

Québec Inc".<sup>102</sup> Indiscutablement, un virage idéologique s'est produit sur le champ politique au Québec. Thériault affirme à ce titre que "déjà, on a laissé tombé l'assimilation des premiers moments du mouvement, entre un projet social d'inspiration socialiste et le projet national".<sup>103</sup> Or, avec ce virage il ne s'agissait pas d'une "conception de la nation moins politiquement exclusive", comme le prétend Thériault, mais, plutôt, d'une conception moins politique de la nation.

La nouvelle figure identitaire qui ressort de ce virage politique ne traduit pas, toutefois, un nouveau nationalisme d'inspiration affairiste néo-libérale. Quoique, dans un temps, le succès de l'Homme performant "témoigne d'une inébranlable foi en ses capacités" cela ne signifie pas, nous dit Létourneau, "que ce doute fondamental et supérieur qui hante l'esprit de tant d'élites, à savoir que le Québécois risque toujours de disparaître comme être collectif francophone de 'souche' n'existe plus".<sup>104</sup> Cette crainte vis-à-vis de la disparition de *l'homo québécois* francophone alimente, désormais, un nouveau nationalisme québécois, axé sur le désir d'assurer la survie du particularisme du Québécois francophone.<sup>105</sup> C'est dans ce sens, soit la protection de la nationalité québécoise francophone, que je propose que l'on entende le constat de Dumont cité en exergue: la société québécoise redevient conservatrice, mais d'une manière non-politique. Au sujet de la manifestation actuelle du nationalisme québécois, citons Dorval Brunelle qui constate de la quête identitaire dans le milieu littéraire au Québec, s'étant reconvertie,

---

<sup>102</sup> Thériault, op cit, 177.

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> Létourneau, op cit, 35.

<sup>105</sup> Salée, *La mondialisation...*, op cit, 80.

elle, en définition, voire protection, de la nature véritable québécoise, jugée en voie de disparition: "à la démarche antérieure, qui se voulait avant tout articulée à des préoccupations d'ordre sociopolitique, vient plus récemment se surajouter une nouvelle approche, dont on peut dire que ses préoccupations et ses prétentions sont rien moins sinon d'ordre ontologique".<sup>106</sup>

La suggestion que le Québec soit passé d'un nationalisme d'inspiration politique à un nationalisme de sorte 'ontologique' contredit, en apparence, les événements dans le cadre des relations Québec/Canada, depuis le rapatriement de la constitution jusqu'au référendum de 1995. Or, il n'est pas question de négliger les chicaneries constitutionnelles comme causes explicatives de la résurgence récente du nationalisme québécois. Bien que ces disputes aient lieu dans le champ politique canadien, les revendications souverainistes qu'elles alimentent ne sont pas d'ordre politique, au sens strict du terme, à savoir, l'attitude projective (tournée vers l'avenir) du politique, comme le formulerait Maffesoli.<sup>107</sup> Elles témoignent, plutôt, de la fortification du petit groupe contre le grand groupe, qui, elle, est signe des liens proches de la socialité néo-tribale.<sup>108</sup>

Les convergences entre un nationalisme de nature ontologique et les agrégations affectives néo-tribales, suggèrent que l'idéal communautaire de Maffesoli est paradigmatique du nouveau nationalisme québécois. L'épuisement de l'énergie millénariste dans le nationalisme québécois s'accorde avec la communauté sans *telos*

---

<sup>106</sup> D. Brunelle, "La quête de soi dans un Québec postmoderne" dans *Les frontières de l'identité*, op cit, 182.

<sup>107</sup> Maffesoli, *Le Temps des tribus...*, op cit, 87.

<sup>108</sup> Ibid, 119.

qu'est la communauté affective. Quoique Maffesoli ait surtout à l'esprit les communautés musicales, sexuelles, sportives etc. qui prédominent dans les mégapoles contemporaines lorsqu'il parle des néo-tribus postmodernes,<sup>109</sup> ceci n'est pas dire que la notion d'éthique esthétique ne s'applique pas aux autres aggregations communautaires. Qui plus est, le phénomène de la mondialisation bouleverse toute conception de la proximité (et celle de proxémique). À ce titre, Maffesoli lui-même voit dans la proximité le trait principal du nationalisme à l'heure postmoderne:

Celui-ci (L'État-nation) se fondait à partir d'une idée, d'un idéal, et ne manque pas de subir le destin de ceux-ci: celui de la saturation. Par contre, à la place ressurgissent la patrie, le local, la communauté, qui, eux, reposent sur une 'forme' partagée, une image réelle et proxémique. L'onde de choc provoquée par les idées de la révolution française de 1789, et par celles de la philosophie des Lumières, ce qui a engendré le projet du contrat social, celui de l'idéal démocratique, et de l'État-nation, cette onde est en train de s'épuiser. En se servant d'une notion proposée par Hölderlin dans *Hyperion*, on peut dire que tout cela laisse la place au 'national'. Celui-ci désignant tout ce qui a trait au territoire que l'on partage, aux us et coutumes qui en sont issus, aux émotions et aux sentiments que l'on éprouve ensemble, aux images et aux mythes constitutifs de la vie quotidienne...Le national moderne laissant la place au 'national' postmoderne.<sup>110</sup>

Bref, si 'l'État-nationalisme' traduisait la revendication d'une identité politique idéologique, la déchéance de l'État comme symbole collectif, abordée plus haut, met fin à celui-là. Avec le 'nationalisme' de la postmodernité, toutefois, il n'est plus question de s'identifier à une abstraction politique 'imposée par le haut', mais plutôt de répondre au besoin de s'aggréger à un groupe. Ainsi, le nationalisme de nos jours s'avère un phénomène plus psychologique qu'idéologique, dans la mesure où, se réfugiant dans des groupes restreints, l'individu trouve "une sûreté que ne lui donne plus son identité".<sup>111</sup>

Pour Giddens, la question de sécurité est intégrale à son appréciation du nationalisme

---

<sup>109</sup> Maffesoli, *La Transfiguration...*, op cit, 256.

<sup>110</sup> Ibid, 219.

<sup>111</sup> Ibid, 209.

contemporain. Si, dans les cultures traditionnelles, les pratiques traditionnelles donnaient un sens de sécurité ontologique et d'ordre existentiel aux acteurs, la force détraditionalisante de la modernité est source d'anxiété existentielle, l'antithèse psychologique de la sûreté ontologique.<sup>112</sup> La mondialisation, comme nous l'avons vu, est ambivalente en ce qu'elle est à la fois homogénéisante et synonyme de différenciation.

Selon Salée:

L'un des pôles de cette structure [duale] est produit par un environnement global de références, rendu possible par les progrès rapides des technologies de communication qui abaissent les frontières, ouvrent les consciences...à des valeurs civilisationnelles et culturelles inconnues ou non familières et réduisent la distance intellectuelle et morale entre les différents modes de pensée et d'existence.<sup>113</sup>

L'ouverture des consciences aux traditions autrefois inconnues est troublante en ce qu'elle cause une remise en question des habitudes existentielles. D'où "l'autre pôle, qui s'inscrit souvent en réaction au premier [et qui] s'accomplit dans la réaffirmation d'identités nationales, sociales, économiques ou culturelles particulières.<sup>114</sup> Dans ce sens, le nationalisme contemporain s'avère une stratégie conservatrice selon laquelle l'on se réfugie dans une communauté afin de contrer les effets déstabilisants de la mondialisation. Selon Giddens, "feelings of commonality of language and belongingness in a national community tend to form one strand contributing to the maintenance of ontological security."<sup>115</sup> Pour reprendre l'argument d'Anderson invoqué plus haut, les nationalismes dont il est question aujourd'hui se reconnaissent par les critères surtout linguistiques parce que la langue leur donne accès à une fraternité qui est imaginée

<sup>112</sup> Giddens, *Modernity and Self...*, op cit, ch. 2.

<sup>113</sup> Salée, *La mondialisation...*, op cit, 108.

<sup>114</sup> Ibid, 108.

<sup>115</sup> A. Giddens, *Social Theory...*, op cit, 178.

éternelle.<sup>116</sup> De plus, la langue s'avère un caractère partagé dans un monde hétérogène; le partage soulageant l'angoisse existentielle.

Entendre la résurgence récente des nationalismes à l'intérieur des États comme une réponse à un besoin psychologique collectif appuie mon hypothèse de base, qui est que le nationalisme se sépare de l'État dans la conjoncture (post)moderne. Ainsi, l'affirmation de Giddens qui veut que le nationalisme se distingue de l'État-nation, du fait que celui-ci s'avère un phénomène institutionnel, tandis que celui-là s'inscrit dans un plan psychologique, semble justifiée à l'heure actuelle.<sup>117</sup> Or, et ici il est question de la contradiction principale du nationalisme québécois que cette étude propose d'analyser. Si l'on traite du nationalisme postmoderne comme un phénomène psychologique qui répond aux besoins ontologiques, pourquoi les nationalisme ethniques et linguistiques revendiquent-ils toujours la souveraineté politique ? L'exemple du nationalisme québécois est paradigmatique de cette contradiction selon laquelle une communauté nationale, qui revendique sa spécificité identitaire se complique en se prétendant toujours une communauté politique. Pour le dire plus succinctement, étant donné la réalité hétérogène de l'État-nation de nos jours, pourquoi le nationalisme québécois articule-t-il encore un projet souverainiste?

## **Conclusion**

L'essoufflement du projet néo-nationaliste au Québec s'explique, paradoxalement, par l'ouverture au monde en ce sens que le Québec se voit affecté dorénavant par les

---

<sup>116</sup> Anderson ,op cit, 12.

<sup>117</sup> Giddens *Social Theory...*, op cit, 178.

mêmes tendances que les autres sociétés modernes, y compris celle de la mondialisation. Comme nous l'avons vu, la mondialisation déclenche une remise en question de l'État-nation à travers les transformations qu'elle induit à chacun des deux composants, État et Nation, de cette construction on ne peut plus moderne. La conception moderne du sujet un (individuel et collectif) n'étant plus de mise à l'heure postmoderne, toute la théorie politique qui en est tributaire, et d'après laquelle l'État représente sa communauté de référence, s'écroule. Ainsi, le projet social-démocrate, dont le néo-nationalisme québécois des années 1960 à 1980 était porteur, sombre face à l'érosion de l'autonomie au niveau de l'État et à celui du collectif. L'abandon de l'idéal millénariste par le nationalisme québécois témoigne d'une logique de représentation qui fait défaut. Or, c'est dans le déclin du sujet que se trouve la réponse à la contradiction de base présente ici, soit la persistance du projet souverainiste au sein du nationalisme québécois. Au sujet affaibli succède le corollaire radical d'un objet fortifié, qui en termes linguistiques traduit une théorie qui valorise le signifiant au-dessus du signifié. C'est à ce sujet que j'invoque la théorie sémiotique de Jean Baudrillard pour comprendre la coïncidence du nationalisme et projet de société dans la conjoncture référendaire de 1995.

### Chapitre 3 - Légitimation d'un État simulacral

Il est heureusement vraisemblable qu'aucun projet social digne de ce nom n'a jamais existé, qu'aucun groupe, au fond, ne s'est jamais conçu idéalement comme social, bref qu'il n'y a jamais eu même l'ombre ni l'embryon d'un sujet collectif à responsabilité limitée, ni la possibilité même d'un objectif de cet ordre. Les sociétés qui vouent leurs énergies à cela, qui se lancent dans ce rêve moral de socialisation, sont perdues d'avance.<sup>1</sup>

Pour résumer le parcours du nationalisme québécois tracé dans les deux chapitres précédents, à la suite de l'épuisement du projet néo-nationaliste indépendantiste des années 1980 et au référendum de 1995, le nationalisme se reconnaît par des manifestations vraisemblablement contradictoires. Il s'agit, d'une part, d'un nationalisme plus ontologique qu'idéologique qui renonce à l'État en tant que symbole collectif et, d'autre part, d'une déclaration politico-idéologique, soit le projet de société lors du référendum de 1995, qui se fonde, ce premier, sur la souveraineté politique de l'État du Québec. Comme le dernier chapitre tâchait de le démontrer, pour qu'un État soit souverain il doit représenter sa communauté constituante, en dehors et en deçà de ses frontières géo-politiques, et ce dans deux sens. En premier lieu, la représentation politique renvoie à l'échange de légitimité qui est censé opérer entre la communauté domestique et son État, le gouvernement incarnant la volonté collective. Si l'on procède à partir d'une autre optique, il y a aussi représentation symbolique à l'oeuvre, selon laquelle un symbole signifie une réalité correspondante d'après les conventions

---

<sup>1</sup> J. Baudrillard, *Le Crime parfait* (Éditions Galilée, 1995), 114.

linguistiques qui le gouvernent. Pour l'exprimer dans la terminologie sémiotique, pour qu'il y ait représentation symbolique un signifiant (indicateur iconique, typographique etc.) doit renvoyer à un signifié (une référence). Ainsi, le mythe de l'incarnation de la souveraineté populaire dans la souveraineté politique traduit une représentation symbolique dans la mesure où l'État sert de signifiant pour le signifié qui est le sujet collectif.

Or, une appréciation sémiotique de la politique ne se justifie pas que par une homologie fortuite du terme de représentation. L'interprétation linguistique de la représentation politique se justifie aussi par le fait que chacune des formes de représentation se consacre à un double mouvement de séparation et de recombinaison du réel et du symbolique. Comme le mot nous permet d'objectifier une chose matérielle pour mieux la saisir, l'analyser et la comprendre, il en va de même pour l'État qui est, lui, l'objectification du sujet collectif. Selon Marc-Henry Soulet:

la séparation est au coeur du mécanisme de la (re)connaissance. Tout au moins y appelle le sens étymologiquement du *symbolon* grec, cet objet brisé en deux moitiés qui, par rapprochement des deux parties, permet à leur détenteurs de s'identifier et de se savoir liés. Ainsi, poser la séparation comme principe de compréhension du monde naturel comme du monde social, c'est consommer la rupture de l'immédiateté.<sup>2</sup>

Selon Soulet, le symbole social constitue un redoublement du réel qui facilitera la lecture de sa rationalité 'naturelle', un espace autre sacré que les sociétés modernes reconnaissent comme leur destin eschatologique, et qu'elles travaillent pour réaliser le réel. En d'autres termes, la représentation politique et la représentation symbolique se

---

<sup>2</sup> Marc Henry Soulet, *Le Silence des intellectuels-Radioscopie de l'intellectuel québécois*, (Montréal: Éditions Saint-Martin, 1987), 22.

recourent en ce qu'elles s'inscrivent toutes deux dans le rêve moderniste de faire coïncider le réel et le rationnel (le symbolique), un rêve qui se manifeste au Québec par le messianisme politique.<sup>3</sup>

Sur quoi débouche, cependant, une volonté de faire ressembler le réel et le symbolique, lorsque la logique de représentation fait défaut? À ce titre, l'oeuvre du théoricien Jean Baudrillard extrapole, à partir des méditations linguistiques, les conséquences d'un système langagier qui ne renvoie plus au monde réel, mais qui devient auto-référentiel, caractérisé plus par la simulation que par la représentation. C'est dans ce cadre théorique que je propose de comprendre le phénomène nationaliste à l'heure du référendum de 1995 au Québec et d'expliquer sa contradiction de base, à savoir que le sort du système de représentation symbolique s'apparente à celui de représentation politique. À la lumière d'une présentation de la théorie de la simulation de Baudrillard, l'hypothèse de l'existence virtuelle d'un État national au Québec sera avancée pour expliquer l'inertie de la revendication souverainiste au sein du nationalisme québécois. Un État simulacral qui a néanmoins besoin de l'apparence de légitimité, dont le projet de société: justification *a posteriori* d'un État-nation-signifiant.

### **La Simulation et la révolution structurelle de la valeur**

Au coeur de la représentation politique comme de la représentation symbolique réside le sujet dans toute sa rationalité. Qu'il s'agisse du sujet collectif, ou individuel,

---

<sup>3</sup> Ibid, 30.

c'est sa raison qui est censée cautionner le rapport entre le symbolique et le réel.

L'équivalent politique des conventions linguistiques est le contrat social par lequel le sujet-nation s'objectifie dans l'État. Or, tant dans le domaine social que dans le domaine de la communication, l'on assiste, à l'heure actuelle, à une remise en cause du sujet souverain. Comme chez Maffesoli, toute la théorie de Baudrillard s'appuie sur l'affirmation que "la position de sujet est devenue tout simplement intenable", particulièrement dans le domaine politique où le fait qu'il "n'y a même plus de référent social de définition classique (un peuple, une classe, un prolétariat...)" veut dire "qu'il n'en est plus de représentation possible".<sup>4</sup> Une affirmation dont le corrolaire radical s'avère être la défense de la position de l'objet:

On arrive, donc, au paradoxe que dans cette conjoncture où la position de sujet est devenue intenable, la seule stratégie possible est celle de l'objet. Il faut entendre là, non pas l'objet 'aliéné' et en voie de désaliénation, l'objet asservi et revendiquant son autonomie de sujet, mais l'objet tel qu'il défie le sujet, tel qu'il le renvoie à sa position impossible de sujet.<sup>5</sup>

En matière linguistique, privilégier la position de l'objet traduit la primauté du signifiant sur le signifié et du système des signes en général, qui, eux, sont censés, selon les lois classiques de signification, renvoyer aux sujets de représentation. Dans *L'Échange symbolique et la mort*, dont Baudrillard dit lui-même que c'est un ouvrage infiniment plus sérieux et philosophique que ses autres livres et où il présente la problématique qu'aborderont ses ouvrages ultérieurs, l'auteur prend comme point de départ une analogie saussurienne entre le système langagier et le système économique

---

<sup>4</sup> J. Baudrillard, *À l'ombre des majorités silencieuses* (Paris: Gallimard, 1992), 24-5.

<sup>5</sup> J. Baudrillard, *Les Stratégies fatales* (Paris: Grasset, 1983), 166.

pour tracer le parcours de l'objet<sup>6</sup>:

Saussure donnait deux dimensions à l'échange des termes de la langue, en assimilant ceux-ci à la monnaie: une pièce de monnaie doit pouvoir s'échanger contre un bien réel de quelque valeur, d'autre part elle doit pouvoir être mise en rapport avec tous les autres termes du système monétaire. C'est à ce dernier aspect qu'il réservait, de plus en plus, le terme de valeur: la relativité, interne au système général et faite d'oppositions distinctives, de tous les termes entre eux-par opposition à l'autre définition possible de la valeur: la relation de chaque terme à ce qu'il désigne, de chaque signifiant à son signifié, comme de chaque pièce de monnaie à ce qu'on peut obtenir en échange. Le premier aspect correspond à la dimension structurale du langage, le second à sa dimension fonctionnelle.<sup>7</sup>

Le parallélisme repose sur ce que tous les deux systèmes, soit celui de l'économie politique et celui de l'économie politique du signe, ont affaire à la production; la finalité de l'un ayant trait à la production des biens de consommation, celle de l'autre à la production du sens par la désignation. En d'autres termes, quoique la valeur des termes et du capital soit assurée plus par leur relativité au sein du système que par le monde matériel de référence, les finalités référentielles des biens de consommation et des référents linguistiques étayent leurs systèmes respectifs et leur servent d'alibis de sens.

La position de Baudrillard se fondant sur la dualité de la valeur, l'originalité de sa réflexion a trait, plutôt, à l'incommensurabilité des signes, c'est-à-dire à leur incompatibilité avec le référent ou, en termes marxistes, à l'évacuation de toute valeur d'usage de la valeur d'échange.

Une révolution a mis fin à cette économie 'classique' de la valeur, une révolution de la valeur elle-même qui, au-delà de sa forme marchande, la porte à sa forme radicale. Cette révolution consiste en ce que les deux aspects de la valeur qu'on a pu croire cohérents et éternellement liés comme par une loi naturelle, sont désarticulés, la valeur référentielle est anéantie au profit du seul jeu structural de la valeur. La dimension structurelle s'autonomise à l'exclusion de la dimension référentielle, elle s'institue sur la mort de celle-ci. Finis les référentiels de production, de

---

<sup>6</sup> R. Boyne, S. Lash, 'Symbolic Exchange: Taking Theory Seriously. An Interview with Jean Baudrillard' dans *Theory, Culture and Society*, 12,4 (novembre, 1995), 79.

<sup>7</sup> J. Baudrillard, *L'échange symbolique et la mort* (Paris: Éditions Gallimard, 1976), 17.

signification, d'affect, de substance, d'histoire, toute cette équivalence à des contenus 'réels' qui lestaient encore le signe d'une sorte de charge utile, de gravité-sa forme d'équivalent représentatif. C'est l'autre stade de la valeur qui l'emporte, celui de la relativité totale, de la commutation générale, combinatoire et simulation.<sup>8</sup>

Ce terme de simulation renvoie à une émancipation du signe du réel selon laquelle celui-là circule et s'échange contre d'autres signes, sans que leurs équivalences soient assurées ou même requises. La fin de la valeur d'échange entre les termes donne naissance à l'ère de la simulation où la finalité de la production se fait remplacer par celle de la reproduction du code du système. Ainsi lorsque Baudrillard parle de 'la grève pour la grève'<sup>9</sup> il entend une situation d'inertie qui vise à reproduire les signes d'une économie classique, sans considération pour leurs significations. Une situation peu dissemblable, comme nous le verrons, de la question nationale au Québec.

Diachroniquement, Baudrillard distingue entre trois ordres des simulacres qui correspondent aux époques successives, de la Renaissance jusqu'aujourd'hui, et dont l'ère de la simulation ne représente que le stade actuel.<sup>10</sup> Le simulacre du premier ordre, qui est le stade dominant de la Renaissance jusqu'à la révolution industrielle, prend la forme d'une contrefaçon du réel. À ce stade il s'agit d'imiter la nature, d'où les "analogons" de l'automate de Descartes et le stuc. Or, quoique ces imitations soient calquées sur le réel, la contrefaçon n'entraîne pas une remise en question de la précession du réel: la contrefaçon ressemble à la nature qui, elle, est primaire et originale. La production étant paradigmatique de la révolution industrielle, elle annonce aussi le

---

<sup>8</sup> Baudrillard, *L'Échange symbolique...*, op cit, 18.

<sup>9</sup> Ibid, 48.

<sup>10</sup> Voir 'L'ordre des simulacres', chapitre II, Baudrillard, *L'échange symbolique...*, op cit, 79-129.

deuxième ordre des simulacres. Le signe du deuxième ordre se veut le perfectionnement de la nature dans la mesure où les copies produites à partir d'un modèle équivalent de la nature sont supposés la remplacer sans, pourtant, y mettre fin; "la technique, l'industrie et l'économie, ne doivent pas cacher qu'il ne s'agit au fond que d'atteindre à cette reproduisibilité indéfinie qui est un défi, certes, à l'ordre 'naturel', mais finalement un simulacre de deuxième ordre".<sup>11</sup>

Le troisième ordre est celui de la simulation qui joue sur la loi structurelle de la valeur. À ce stade, il y a brisure absolue avec le monde naturel, car la reproduction du système se substitue à la production matérielle comme finalité sociale et économique. Les signes existent sans renvoyer aux référents et s'échangent librement dans un système de signifiants indéterminés. C'est ainsi que l'on peut parler de la primauté de l'objet à l'époque de la simulation:

la production sérielle cède le pas à la génération par les modèles. Et là il s'agit d'un renversement d'origine et de finalité, car toutes les formes changent à partir du moment où elles ne sont plus mécaniquement reproduites mais conçues à partir de leur reproductibilité même, diffraction à partir d'un noyau générateur appelé modèle. Là nous sommes dans les simulacres de 3e ordre.<sup>12</sup>

Substitution des causes pour l'effet, des fins pour les moyens, enfin le monde à l'envers où "la génération par les modèles d'un réel sans origine ni réalité" engendre une hyperréalité où le signe s'attribue le statut du réel.<sup>13</sup> Hyperréel, parce qu'objet perfectionné et donc plus réel que l'ancien réel référentiel, l'ère de la simulation représente, en quelque sorte, la réalisation du rêve moderniste du perfectionnement du

---

<sup>11</sup> Ibid, 86.

<sup>12</sup> Baudrillard, *L'Échange symbolique...*, op cit, 87.

<sup>13</sup> J. Baudrillard, *Simulacres et Simulation* (Paris: Galilée, 1981), 10.

monde, sauf que ceci s'est fait non pas en manipulant le monde réel, mais par l'éliision du référent au profit du signe, qui se substitue, par conséquent, au réel. Un rêve moderniste dont l'emprise métaphysique résiduelle de consubstantialité du signifiant et du signifié exige que soit constitué un référent matériel pour légitimer et stabiliser le signe:

Encore aujourd'hui la nostalgie d'une référence naturelle du signe est vivace, en dépit de plusieurs révolutions qui sont venues briser cette configuration, dont celle de la production, où les signes cessent de se référer à une nature, mais seulement à la loi de l'échange, et passent sous la loi marchande de la valeur. Simulacres de second ordre, nous y reviendrons.<sup>14</sup>

Par rapport à cet objectif on ne peut plus moderne, celui de réconcilier l'objet avec son essence, vouloir faire coïncider le monde symbolique et le monde réel à l'époque de la simulation s'avère plus compliqué que la simple évocation d'un réel délaissé. Il est question, plutôt, de simuler un référent hyperréel à partir d'un "signifiant référentiel" d'après un renversement de l'ordre causal orthodoxe que Baudrillard appelle "la précession des simulacres".<sup>15</sup> Bref, face à l'hyperréalité du signe, les sujets référentiels doivent être non seulement ressuscités, mais activement reconstruits, en vue de remplir un signe qui dépasse et dédaigne même le monde naturel.

Afin de sauver le principe de réalité, il saurait être question, dans un temps, de simuler une référence naturelle de premier ordre, c'est-à-dire une valeur d'usage du signe virtuel. En termes économiques, ceci traduit l'insistance sur la production matérielle pour cacher l'insignifiance de la croissance économique.<sup>16</sup> En d'autres termes, l'on insiste sur les fins pour cacher qu'il n'y en a pas. Comme chez Machiavel, en simulant un référent

---

<sup>14</sup> Baudrillard, *L'Échange symbolique*, op cit, 79.

<sup>15</sup> Ibid, 79.

<sup>16</sup> Ibid.

naturel, l'on entreprend une stratégie selon laquelle les fins justifient les moyens, sauf que dans la simulation, les fins deviennent des moyens pour légitimer une finalité déjà achevée: un rapport de pouvoir pour Machiavel, un code structurel pour nous. Dans un autre temps, il est question de simuler un référent de deuxième ordre: soit un signe supposé être équivalent à un signe autonome afin de donner l'illusion d'échange symbolique entre des termes relatifs. En termes politiques, ceci traduit la simulation d'une souveraineté collective contre laquelle s'échangera la souveraineté politique.

Dans chacun de ces cas, soit la simulation des référents de premier et de deuxième ordres, ni le sujet ni la subjectivité ne sont sauvés, quoiqu'ils soient invoqués. La simulation est homonyme de fatalité, selon Baudrillard, et ce dans chacun des sens du terme. En premier lieu, la primauté de l'objet fait qu'il est "ce qui doit arriver inévitablement", car le renversement des causes et des effets impose à tout le système un objet *a priori*.<sup>17</sup> Selon Baudrillard, "le fatal est toujours une anticipation de la fin dans l'origine, une précession de la fin qui a pour effet de bouleverser le régime des causes et des effets".<sup>18</sup> Dans un second lieu, la précession de l'objet est fatale en ce qu'elle "est signe de mort" du sujet.<sup>19</sup> Le privant de toute volonté, de tout désir et de toute autonomie de choisir son objet, le reléguant au statut de simulation de référence, face à la précession de l'objet, celui-ci enlève au sujet sa subjectivité même. "La fatalité est aujourd'hui de l'ordre du vertige intérieur, de l'éclatement dans l'identique, de la fidélité "narcissique" à

---

<sup>17</sup> *Le Robert méthodique-dictionnaire méthodique du français actuel*, Réd. J. Rey-Deboue (Paris: dictionnaires Robert, 1986), 1463.

<sup>18</sup> J. Baudrillard, *L'Autre par lui-même-Habilitation* (Paris: Éditions Galilée, 1987), 76.

<sup>19</sup> *Le Robert méthodique*, op cit.

son propre signe et à sa propre formule".<sup>20</sup> En somme la fidélité du sujet à son propre signe lui est fatale à cause des critères hyperréels qu'établit l'objet pur dont aucun sujet ne sera suffisamment 'subjectif' à remplir. Ainsi, une fidélité de la part du sujet au signe pur et autonome demande une référent plus réel que le réel et qui, quand il s'agit d'un signe d'un État-nation, pose des problèmes d'appartenance à un sujet collectif.

### **L'hyperréalité de l'État souverain du Québec: simulacre de troisième ordre**

En matière politique, privilégier l'objet traduit la primauté de l'État par rapport à sa communauté constituante dont la représentation n'est plus possible, et c'est sous cet angle que je propose d'analyser le sentiment souverainiste au Québec dans la conjoncture référendaire de 1995. Selon Baudrillard, "les mots...sont (sic) vidés de leur sens par la répétition et la scansion inlassables: fatiguer le sens, l'user, l'exténuer pour libérer la séduction pure du signifiant nul du terme vide".<sup>21</sup> Tel est certes le cas pour le (V)verbe souverainiste au Québec depuis les années 1960, dont l'omniprésence dans la vie québécoise le vide progressivement de son sens et de sa pertinence vis-à-vis de la collectivité québécoise.<sup>22</sup> Le souverainisme devient, de la sorte, un signifiant pur et auto-suffisant, et qui équivaut à la réalisation de la souveraineté politique. C'est-à-dire que la question de l'État souverain s'imposant obligatoirement aux questions politiques, culturelles et économiques dans l'espace québécois, sa réalité discursive traduit sa réalité

---

<sup>20</sup> Baudrillard, *L'Autre...*, op cit, 37.

<sup>21</sup> J. Baudrillard, *De la séduction* (Paris: Éditions Galilée, 1979), 105.

<sup>22</sup> Rappelons que pour Y. Couture le politique revêtait, de 1960 à 1980 au Québec, l'importance que représentait autrefois l'Église.

matérielle car, à l'ère de la simulation, le signifiant et le signifié sont indifférenciables l'un de l'autre. L'on parle si incessamment depuis trente ans et quelques d'un État national québécois qu'il devient, en effet, un fait accompli.<sup>23</sup> Il n'importe ni que l'État du Québec ne dispose de toute la gamme des leviers étatiques traditionnels, ni qu'il ne soit l'autorité absolue sur son territoire, car comme soutient Cynthia Weber, à l'ère de la simulation

[i]t is not important that a "sovereign" nation-state cannot meet the "tangible" requirements of sovereignty--ultimate authority over a territory occupied by a relatively fixed population and independence internationally. What becomes important are the signs of sovereignty--the ability to access the code of sovereignty.<sup>24</sup>

En d'autres termes, la viabilité de l'État a cessé d'être une condition de la formation d'un État-nation car l'État-nation est devenu plus un titre qu'un appareil véritable.<sup>25</sup> Dans la simulation, l'État s'octroie le titre de souveraineté par la prolifération des signes de sa souveraineté, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de son espace national.

La virtualité de l'État-nation québécois découle, donc, du succès de la Révolution tranquille qui tâchait d'ériger un 'État dans un État' sur le territoire québécois, car l'État du Québec a depuis ce temps tout l'apparat d'un État-nation véritable, y compris le drapeau, la fête et la langue nationaux. Selon Soulet,

---

<sup>23</sup> Dès son énonciation, l'objet existe à l'ère de la simulation. Sa réalité tient à son existence dans un système de signes et non pas à la 'réalité' d'un référent.'l'Objet est toujours déjà un *fait accompli*' Baudrillard, *L'Autre...*, op cit, 76.

<sup>24</sup> C. Weber, *Simulating Sovereignty. Intervention, the State and Symbolic Exchange*,(Cambridge: Cambridge University Press, 1995), 127.

<sup>25</sup> Z. Bauman, *Postmodern Ethics* (Cambridge: Blackwell Publishers, 1993), 231. 'The current proliferation of units claiming a status similar to the one which has been historically won by older nation-states does *not* testify that smaller and weaker entities can reasonably claim or strive for viability; it only testifies to the fact that viability has ceased to be a condition of nation-state formation'

la question nationale a donné lieu à un débordement de pratiques symboliques identificatoires. Cette sursaturation des signes de la nationalité se traduisant notamment par une efflorescence du fleur-de-lysée a généré une forte adhésion collective à l'imaginaire du Québec en voie de réalisation.<sup>26</sup>

Plus déterminantes encore, pour la vie et les consciences des Québécois sont les institutions nationales qui parsèment la vie quotidienne québécoise et contribuent à l'imaginaire hyperréel de l'État souverain du Québec. Les institutions telles Hydro Québec, La Caisse des dépôts et même l'Assemblée nationale suffisent pour que l'État souverain existe, et témoignent de la réalité d'un État qui se fait plus par la circulation de ces manifestations que par rapport à son essence. Comment ne pas voir dans cette citation de Baudrillard, l'exemple du Québec se dresser:

Ainsi des institutions qui ont jalonné les 'progrès du social' (urbanisation, concentration, sécurité social, assurances, etc.) y compris le capital, qui fut sans doute le médium de socialisation le plus efficace de tous, on peut dire qu'elles produisent et détruisent le social dans le même mouvement. Si le social est fait des instances abstraites qui s'édifient les unes après les autres sur les ruines de l'édifice symbolique et rituel des sociétés antérieures, alors ces institutions en produisent de plus en plus. Mais en même temps elles consacrent cette abstraction dévorante, dévoratrice peut-être justement de la "substantifique moelle" du social. De ce point de vue, on peut dire que le social régresse à mesure même du développement de ses institutions.<sup>27</sup>

Comme le premier chapitre de cette étude l'a souligné, l'érection des institutions sociales aussi bien que la promotion d'une classe capitaliste francophone s'avéraient les moyens par lesquels le Québec s'est modernisé pendant les années 60 et 70. Si l'on entend par "l'abstraction du social", l'État, il s'ensuit que le succès et la survie des institutions étatiques rendent superflue l'essence de l'État, soit son existence constitutionnelle et la légitimité de ces citoyens. Bref, les institutions et les symboles sont des signes qui

---

<sup>26</sup> Soulet, op cit, 82.

<sup>27</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 69.

s'échangent contre celui d'un État national souverain sans leur être équivalents car, dans une logique de simulation, l'impératif de l'équivalence de valeur des signes n'est plus opérant et ceux-ci se substituent les uns aux autres dans un système de signes indifférenciés.

Or, si la simulation de l'État fait que son existence n'est plus fonction de la légitimité interne de sa communauté constituante, sa reconnaissance par les autres États, dans un système mondial d'États-nations, constitue une sorte de légitimité externe. Fonctionnellement parlant, l'État souverain du Québec est continuellement légitimé à travers ses relations économiques et politiques avec les autres États souverains. Ceci notamment par le biais des rapports diplomatiques, des visites officielles à l'étranger, des accords sociaux et économiques et de la participation dans la francophonie. C'est au sein de ces sortes de confréries internationales que les représentants politiques parlent, non pas au nom de leurs références populaires, mais à titre de l'État-nation lui-même; une précession de la représentation facilite des énoncés réducteurs tels: le Québec pense ceci, le Mexique prône cela et le Canada s'y oppose.

À la légitimation interne de l'État moderne, telle que décrite par Habermas (voir le deuxième chapitre) correspond, donc, une sorte de légitimation externe octroyée par les États fraternels. À partir de cette citation de Habermas-- "...the modern state took shape not only together with an internal economic environment but with an external one as well. This...explains the peculiar form of state sovereignty that is defined by relation to the

sovereignty of other states'<sup>28</sup>--, on ne peut qu'être frappé par les convergences entre ce système international d'États et les deux sources de légitimation qui lui sont inhérentes, et le système langagier, traité plus haut, avec ses deux sources de valeurs. Par ailleurs, l'État-nation a accédé au statut de modèle universel d'organisation socio-politique à l'époque de la Révolution industrielle où, à partir du modèle européen de l'État-nation, il s'est reproduit à travers le monde comme n'importe quelle marchandise industrielle, corroborant, effectivement, cette homologie des systèmes.<sup>29</sup> Ainsi le gabarit politique de l'État-nation s'est imposé à des populations aux identités hétéroclites, faisant du territoire circonscrit le lieu d'un État-nation éternel.<sup>30</sup>

Il s'ensuit que comme la révolution structurelle de la valeur a mis fin à la valeur référentielle des systèmes langagier et économique, de même pour la légitimation interne du système des États modernes. Qui plus est, le dépassement de la valeur structurelle, qui signale le troisième ordre des simulacres, trouve son écho à l'échelle internationale dans l'indifférenciation des États-nations-signes. À ce titre, la traduction cartographique du territoire de l'État constitue encore une représentation symbolique de celui-ci, conduisant à la séparation de l'État de son référent et facilitant son équivalence virtuelle avec des

---

<sup>28</sup> J. Habermas, *Communication and the Evolution of Society* (Boston:Beacon Press, 1979), 190.

<sup>29</sup> Weber, op cit, 25.

<sup>30</sup> J'ai à l'esprit, en particulier, les États post-coloniaux qui recouvrent souvent des ethnies non seulement hétéroclites mais antagoniques. À titre d'exemple de la priorité du modèle de l'État-nation par rapport à son 'peuple' j'emprunte l'exemple du 'peuple' indonésien à Anderson qui écrit: "The late [Indonesian] president Sukarno always spoke with complete sincerity of the 350 years of colonialism that his 'Indonesia' had endured, although the very concept 'Indonesia' is a twentieth-century invention". B. Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism* (Londres:Verso, 1991), 11

autre États. Benedict Anderson décrit l'effet normalisant de la carte vis-à-vis de l'État-nation:

In London's imperial maps, British colonies were usually pink-red, French purple-blue, Dutch yellow-brown, and so on. Dyed this way, each colony appeared like a detachable piece of a jigsaw puzzle. As this jigsaw effect became normal each piece could be wholly detached from its geographical context.<sup>31</sup>

Représenté sur la carte, l'État-nation devient une partie parmi d'autres dans un arc-en-ciel de pays permutable; son profil reproduit ailleurs sous forme de logo, il devient autosuffisant. C'est dans ce sens que l'on peut parler de l'État-nation comme d'un objet pur et perfectionné car malgré une hétérogénéité croissante au sein de l'État-nation moderne, une fois détaché de tout référent géographique comme humain, il prend l'allure d'un État-nation solidaire et homogène.

Ainsi, "l'indépendance" de l'État du Québec se fait par son détachement cartographique du reste du Canada, son profil uni-dimensionnel devenant, par la suite un 'signifiant de référence' pour les habitants du Québec.

Dans *Simulacres, Simulations*, Baudrillard invoque l'exemple de la représentation cartographique d'un territoire comme allégorie de la simulation selon laquelle les 'cartographes...dressent une carte si détaillée qu'elle finit par recouvrir très exactement le territoire'.<sup>32</sup> L'exactitude de la carte met fin au territoire et fait que le modèle précède le réel et la remplace aussi: "le territoire ne précède plus la carte, ni ne lui survit. C'est

---

<sup>31</sup> Anderson, op cit, 175.

<sup>32</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 9. Baudrillard emprunte cet exemple au récit de J. L. Borges intitulé 'Del rigor en la ciencia' dans *Historia universal de la infamia* (Buenos Aires: Emecé, 1954).

désormais la carte qui précède le territoire--précession des simulacres--, c'est elle qui engendre le territoire"<sup>33</sup> dans ce sens qu'elle demande un signifié correspondant à la carte; un signifié qui reproduira la perfection du modèle. En ce qui concerne l'État du Québec, quand il s'agit de simuler une référence matérielle à l'État virtuel c'est la carte, n'anticipant, non seulement la réalité spatiale, mais aussi sociale, qui établit le précédent de pureté et de perfection que le sujet-nation devra combler. Voici en bref, la tâche des masses québécoises, que simuler des référents pour l'État-nation québécois hyperréel, homogène et solidaire, car tant que l'État est jugé consubstantiel à la nation--en d'autres termes tant que l'État-nation demeure la modalité gouvernementale universelle-- la légitimation interne, propre aux démocraties représentatives, sera requise en apparence sinon substantiellement. En ce qui concerne la légitimation de l'État du Québec dans une logique de simulation, appliquer les lois classiques de représentation demande la simulation d'une valeur d'usage de la souveraineté de l'État aussi bien que la simulation d'un sujet collectif qui correspondra au 'peuple québécois-un' au nom duquel l'État souverain est censé parler. À l'heure du référendum de 1995, la simulation des référents de l'État souverain du Québec s'appelle le projet de société.

### **Le Projet de société 1995-légitimation d'un État national signifiant**

#### *a) une valeur d'usage pour l'État souverain du Québec*

Dans les mois qui précédaient le référendum de 1995, une bonne partie du discours

---

<sup>33</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 10.

public comme du discours intellectuel portait sur les objectifs qu'un vote majoritairement en faveur du Oui se réaliserait. La préoccupation, avant la tenue du référendum même, du projet de société sous-tendant le projet souverainiste, traduit l'insistance sur l'objectif dans la dialectique de fins/moyens pour cacher le manque de fins vis-à-vis de la raison d'être de l'État souverain du Québec.

À titre de précision, je souligne que le projet de société n'est pas, à proprement parler, un projet matériel mais plutôt l'abstraction métaphorique d'un consensus populaire sur un certain nombre de choix de société supposés rendre nécessaire la souveraineté politique. Cela dit, il existe, néanmoins, tout un nombre de 'projets de sociétés' d'inspiration sociale-démocrate, avancés par les organismes populaires et syndicaux qui simulent une valeur d'usage pour l'État souverain. À ce sujet, le Parti Québécois affirme dans son 'projet de société', intitulé *Le Québec dans un monde nouveau* que "l'accession à la pleine souveraineté politique n'est pas une fin en soi, mais la clé politique du progrès du Québec".<sup>34</sup>

Le point de départ du document péquiste consiste en une redéfinition du rôle du gouvernement, face aux changements induits par la mondialisation dans l'économie, les rapports sociaux et les courants culturels, et les stratégies politiques pour y faire face.<sup>35</sup>

---

<sup>34</sup> Ce texte, quoiqu'il ait paru en 1993, signale le début du discours centré autour du référendum dans la mesure où: il visait à s'insérer dans le débat lors de l'élection fédérale de 1993 dont le parti libéral est sorti vainqueur et chef du camp du Non lors du référendum; il constituait la plateforme électorale du Parti Québécois dans les élections provinciales de 1994, dont une victoire du dernier mènera à un référendum sur la souveraineté. Cf. Les 'trois prochains appels au peuple' Le Parti Québécois, *Le Québec dans un monde nouveau* (Montréal: VLB Éditeur, 1993), 88; Plusieurs des arguments avancés dans ce texte seront réitérés dans la publication référendaire péquiste, *Un projet de société stimulant pour le Québec!* (Montréal: Parti Québécois, 1995), 22. Ibid, p. 16.

<sup>35</sup> Parti Québécois, *Le Québec...* op cit, 11

Or, quoique le P.Q. soit conscient des 'nouvelles règles du jeu' qui mettent fin aux pratiques dont l'État se servait traditionnellement pour stimuler son économie, cela n'équivaut pas à leur acceptation totale, étant donné qu'elles traduisent un rôle minime de l'État et menace, ainsi, sa valeur d'usage:

Pour certains, ces tendances internationales sonnent le glas du rôle de l'État. D'abord, bien sûr, sur le plan économique, et par ricochet, sur les autres plans de l'organisation des sociétés. Mais ce néo-libéralisme pratiqué en certains endroits, a tôt fait de montrer ses limites. À n'en pas douter, le Québec adhère aux principes de l'économie de marché. Mais il ne saurait être question que son État se contente d'un simple rôle d'observateur passif des tendances qui se dessinent à l'échelle mondiale et ne mette pas tout son poids dans la balance dans le respect des règles commerciales en vigueur. L'État peut et doit agir sur les conditions mêmes du succès économique.<sup>36</sup>

Le P.Q., voulant justifier un État souverain virtuel, défend la position d'un État fort et interventionniste et s'en prend au gouvernement fédéral de trop gouverner autrement.

Tim Mau, qui dans sa thèse doctorale juxtapose les tendances souverainistes au Québec et en Écosse, avance l'appréciation suivante du débat référendaire:

The P.Q., long committed to social democratic ideals, believed that the social welfare state had to be preserved. The 1995 sovereignty debate, therefore, was more than a quarrel over Québec's place in Canada; it was also a debate over the appropriate role of government in society.<sup>37</sup>

Cela dit, bien que le projet de société du P.Q. veuille conquérir un espace politique pour l'État souverain du Québec, en d'autres termes lui créer une raison d'être, il ne recycle toutefois pas son orientation politique des années 1960 et 1970 où l'État s'occupait principalement du bon fonctionnement de son économie domestique par la mise sur pied de programmes sociaux et de services publics universels. L'engagement de l'État à l'heure mondiale, d'après le Parti Québécois, devrait être plus réaliste et pragmatique que

---

<sup>36</sup> Ibid, 13.

<sup>37</sup> Tim Mau, "Changing Discourses in Scottish and Québécois Nationalism: 1960-1995" (thèse doctorale, Oxford University, 1998), 266

n'était l'État providence néo-nationaliste. "L'État, nous dit le P.Q., doit plutôt mieux adapter ses politiques, assouplir ses modes d'intervention et repenser ses mécanismes de redistribution de la richesse en fonction des nouvelles réalités".<sup>38</sup> On pourrait le comparer à un chef d'orchestre qui forme et appuie ses agents économiques afin d'assurer leur réussite par rapport à la concurrence mondiale.<sup>39</sup>

Même les projets de sociétés en provenance de milieux syndicaux et populaires, soit les mémoires soumis à la Commission nationale sur l'avenir du Québec, paraissent partager cette appréciation du nouveau rôle de l'État. Outre le projet de société de la CSN qui s'obstine à revendiquer pour l'État souverain du Québec "tous les leviers et instruments de politique macroéconomique qui sont à la disposition d'un pays partout dans le monde"<sup>40</sup>, la plupart des projets examinés ici s'accordent avec celui du P.Q. pour dire, qu'à titre d'intervention économique, l'État devrait s'appuyer surtout sur des leviers macroéconomiques, et ce notamment en matières de la formation de la main d'oeuvre, de l'éducation, de l'infrastructure et de la recherche-développement.<sup>41</sup>

La protection des marchés domestiques comme stratégie gouvernementale n'étant

---

<sup>38</sup> Parti Québécois, *Le Québec...* op cit, 27.

<sup>39</sup> Ibid, 41.

<sup>40</sup> C.S.N., *Un Choix clair pour la CSN: La Souveraineté du Québec-Mémoire soumis à la Commission nationale élargie sur l'avenir du Québec*(1995), 52.

<sup>41</sup> Cf. Solidarité populaire Québec, *La Charte d'un Québec populaire-Le Québec qu'on veut bâtir* (1994), qui regroupe des centaines des groupes et des organismes locaux comme nationaux; Partenaires pour la souveraineté, *Le Mémoire des Partenaires présenté à la Commission nationale sur l'avenir du Québec*(1995), regroupant les trois syndicats québécois principaux et la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal parmi d'autres ; C.E.Q., *Mémoire à la Commission nationale sur l'avenir du Québec* (1995); Camp du changement, *Le coeur à l'ouvrage: bâtir un nouveau Québec* (1995); C.S.N., op cit.

plus de mise dans le contexte international actuel, une stratégie politique qui renonce au contrôle traditionnel de la demande d'une économie qui dépasse, elle, des frontières nationales, conjugue la tentative de voir à l'offre de ressources humaines.<sup>42</sup> L'emploi étant au coeur du projet de société péquiste, ce dernier juge l'éducation le moyen par excellence de réduire le chômage et en fait son inspiration et son fondement.<sup>43</sup> La Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.) partage, naturellement, cette appréciation qui voit dans l'éducation et de la formation professionnelle les pierres angulaires du projet de société et des instruments de développement de la collectivité québécoise. C'est la raison pour laquelle elle s'oppose à l'intervention outre-provinciale qui risque de "jouer le rôle de gendarme des...intérêts du Canada anglais dans la transmission des valeurs et de la culture communes", et aussi qu'elle déclare qu'un État souverain se doit de ne pas être dépendant d'un autre acteur, surtout dans un domaine aussi stratégique que l'éducation de sa jeunesse et la formation de sa main-d'oeuvre.<sup>44</sup>

C'est l'argument traditionnel souverainiste qui s'indigne contre les dédoublements et les chevauchements des deux paliers gouvernementaux. Une critique qui fera jour avec même plus de fréquence en 1995 que lors du référendum de 1980.<sup>45</sup> Selon cet argument, l'État du Québec revendique la pleine autonomie en matière d'éducation, afin de mettre

---

<sup>42</sup> W.D. Coleman et D. Salée, "The Challenges of the Quebec Question: Paradigm, Counter-paradigm, and..." dans *Understanding Canada-Building on the New Canadian Political Economy*, W. Clement éd., (Kingston;Montréal:McGill-Queen's, 1997), 268.

<sup>43</sup> Parti Québécois, *Le Québec...*, op cit, 35.

<sup>44</sup> C.E.Q, op cit, 23.

<sup>45</sup> Tim Mau, op cit, 265. Il faut souligner que Mau s'est borné à n'examiner que les débats référendaires ayant lieu à l'Assemblée nationale; selon lui, 56% des arguments en 1995 était de cette sorte alors que ils ne représentaient que 21 % en 1980.

fin au gaspillage administratif et de voir à la réalisation de ses propres objectifs qui ne sont pas, toujours, ceux du reste du Canada:

Or, s'il est vrai que le Canada voudrait bien se doter de stratégies nationales dans des secteurs comme l'éducation, la formation professionnelle ou les télé-communications par l'intermédiaire d'un État fédéral renforcé et disposant des moyens de ses ambitions, il demeure qu'une telle avenue est inacceptable pour le Québec. Pour nous de telles stratégies doivent être portées par l'État québécois.<sup>46</sup>

Ainsi, même si, dans la conjoncture de la mondialisation, le rôle de l'État se voit réduit aux leviers microéconomiques, le projet de société réclame bruyamment la nécessité de l'autonomie en matière d'éducation pour garantir à l'État une fonction dans ce domaine.

L'idée générale de cet argument détonne nettement avec la philosophie de base du projet de société néo-nationaliste, car plutôt que de miser sur le secteur public et la nationalisation, l'approche du projet de société actuel du P.Q. se distingue, argumente-t-il, de l'approche fédérale en ce qu'elle vise à mieux préparer la population québécoise à s'adapter aux nouvelles réalités de l'économie mondiale.<sup>47</sup> De même, en ce qui concerne sa position vis-à-vis de l'investissement dans la recherche-développement, selon laquelle l'État tentera de séduire la coopération des entreprises en leur tendant la promesse d'une rentabilité future:

Disposant des leviers nécessaires, le Québec devra mettre en oeuvre une mobilisation nationale en matière de recherche-développement... Il faudra établir une meilleure synergie entre tous les partenaires. L'État devra soutenir concrètement les initiatives pour accroître notre potentiel de recherche-développement et les entreprises devront, d'une façon ou d'une autre, être mises à contribution. Elles en tireront des dividendes appréciables.<sup>48</sup>

Le rôle de catalyseur que jouera l'État souverain québécois insuffle aussi les appels à

---

<sup>46</sup> Parti Québécois, op cit, 17-8.

<sup>47</sup> Ibid, 36.

<sup>48</sup> Ibid, 40.

la décentralisation des pouvoirs dans l'État souverain du Québec. Quoiqu'un net départ vis-à-vis de l'État fort et interventionniste des années 60 et 70 au Québec, la décentralisation à la québécoise n'a toutefois pas comme objectif principal la décroissance de l'État. Comme insiste l'organisme appelé Solidarité populaire du Québec, "La décentralisation des pouvoirs ne doit pas servir au désengagement de l'État, mais à l'engagement des citoyennes et des citoyens dans le contrôle démocratique de leurs institutions"<sup>49</sup>. Cela dit, l'État est censé promouvoir l'initiative locale et donner le plein pouvoir aux villes et aux régions pour qu'elles mettent sur pied leurs propres stratégies de développement. Ce dernier favorisera la décentralisation tout en demeurant l'autorité suprême auprès des paliers régional et local afin d'assurer la cohérence du développement, les standards nationaux et les services sociaux.<sup>50</sup> Selon Solidarité populaire Québec, l'État

planifie en s'appuyant sur la participation de tous les acteurs sociaux. Tout en décentralisant, il garantit par des normes nationales un accès équitable aux services publics et aux programmes sociaux dans toutes les régions. Il fournit aux régions des moyens qui garantissent l'équité dans l'application des normes nationales en vue d'une plus grande égalité entre les régions.<sup>51</sup>

À l'encontre de l'approche néo-libérale de décentralisation, celle prônée par les projets de société favorise l'unicité de la nation québécoise, car, bien que la décentralisation admette des spécificités de priorité et de besoin pour chaque région, voire un élément hétérogène au sein de la nation, c'est aussi une stratégie qui vise à l'égalité des régions et qui mise sur la solidarité et sur un consensus quant aux objectifs communs:

---

<sup>49</sup> Solidarité populaire Québec, op cit, 11.

<sup>50</sup> Parti Québécois, *Le Québec...*, op cit, 21-3.

<sup>51</sup> Solidarité populaire Québec, op cit, 18.

Par ailleurs, la souveraineté fournira un cadre propice à l'épanouissement de notre modèle particulier de développement économique, fondé sur la présence convergente et sur l'interaction d'entreprises privées, publiques, mixtes et coopératives. Il ne saurait dès lors être question pour l'État québécois d'adopter une attitude de repli ou de laisser-aller. Compte tenu du contexte mondial et de la taille de notre économie, l'État du Québec devra jouer un rôle dynamique pour stimuler les investissements, encourager l'entrepreneuriat, mais aussi pour favoriser la concertation entre les divers agents socio-économiques.<sup>52</sup>

Resouder la société québécoise et resolidariser ses composantes différentes<sup>53</sup> se présente comme l'une des tâches fondamentales du projet de société en général, et de son composant social en particulier. À ce sujet, le rapport final de la commission nationale sur l'avenir du Québec appuie, dans ses recommandations finales "une réflexion nationale et régionale visant à introduire de nouvelles pratiques sociales basées sur la solidarité: partage de l'emploi, réduction du temps de travail et révision de la fiscalité pour favoriser ces mesures".<sup>54</sup> Et ceci est semblable au le projet de la C.E.Q. selon lequel la souveraineté permet au peuple québécois de mettre en oeuvre "les politiques sociales cohérentes avec ses valeurs et répondant à ses propres aspirations et ses besoins particuliers".<sup>55</sup>

Parler d'un peuple québécois solidaire, avec ses valeurs et ses besoins particuliers traduit une autre fonction justificative du projet de société, soit la simulation d'un sujet collectif. Quoiqu'indicatif, dans un temps, de la valeur d'usage de l'État souverain du Québec, le projet de société se veut, dans un autre temps, un consensus populaire et revêt, ainsi, le rôle de signe d'une subjectivité collective. Soulignant que le projet de société ne se dit pas simplement projet social, la société est à la fois objet de la manipulation et sujet

---

<sup>52</sup> Parti Québécois, *Le Québec...*, op cit, 40.

<sup>53</sup> Ibid, 47.

<sup>54</sup> Commission nationale sur l'avenir du Québec, *rapport final*, 45.

<sup>55</sup> C.E.Q., op cit, 43.

qui se manipule, car il est question d'un projet réflexif qui a pour origine le milieu populaire, constituant une véritable volonté générale.

Il n'est pas surprenant, étant donné cette fonction subjective, que le projet de société avance un programme social d'inspiration sociale-démocrate. D'un côté, des tendances socialisantes sont signe de la spécificité québécoise dans la mesure où l'orientation sociale-démocrate de la Révolution tranquille fait de la solidarité sociale une partie intégrale de l'identitaire québécois.<sup>56</sup> D'un autre côté, la social démocratie, comme le socialisme sont des idéologies politiques qui présupposent une solidarité sociale sur les moyens d'assurer le bien-être collectif. À l'hétérogénéité sociale, selon Baudrillard

'oppose tout à fait...la conviction socialiste-qui est celle de toute la sociologie aussi-que toute société est virtuellement sociale, c'est-à-dire solidaire de ses propres valeurs et cohérente dans son projet collectif. Le problème est alors de réconcilier la société avec son propre projet de 'socialiser' ce qui ne demande qu'à l'être. Anéantir toute duplicité, toute stratégie des apparences au niveau des valeurs--maximalisation de la relation sociale, densité de la responsabilité collective (et du contrôle bien sûr), visibilité des structures et du fonctionnement, apothéose de la morale publique et de la culture. Tel est le rêve socialiste.<sup>57</sup>

Bref, bien que le projet de société de 1995 se distingue du projet néo-nationaliste, en ce qu'il dessine un rôle moins planificateur et interventioniste pour l'État que celui de l'État providence, son ton social-démocrate fait appel au discours socialiste des années 1960 et 1970 fondé sur le mythe de la nation québécoise comme classe sociale homogène en quête de libération du joug canadien-anglais. En somme, le projet de société de 1995 donne l'apparence de s'inscrire dans le même espace politique et idéologique que le projet néo-nationaliste afin d'exploiter un référent politique que le projet de société de

---

<sup>56</sup> Comme l'illustre le premier chapitre de cette thèse.

<sup>57</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 144.

1995 vise à simuler.

*b) la simulation d'un référent politique*

Selon Baudrillard, dans une logique de simulation "Le référendum...s'est substitué au référent politique", car celui-là ne vise qu'à produire les signes d'un signifié politique<sup>58</sup>. À ce titre, avec le référendum de 1995 sur la souveraineté politique du Québec, il était question de simuler une légitimation populaire d'un État-nation souverain. Que le référendum portât, enfin, sur un partenariat non pas dissemblable à l'option de la souveraineté-association de 1980 importe peu, car l'essentiel c'est que l'État manifeste les signes d'une légitimation populaire, après quoi il pourrait négocier tout traité ou partenariat qu'il voudrait. Or, l'ironie de cet itinéraire des groupements sociaux, tel que décrit par Boutros Boutros Gali, selon qui "les peuples se donnent des pays, et des pays des confédérations", est que c'est tout à fait à l'envers qu'elle opère dans une logique simulative où les États sont nés du système international des États, qui ensuite, simulent leurs référents populaires; c'est -à-dire où 'les confédérations donnent naissance aux pays qui engendrent, eux, des peuples'.<sup>59</sup>

Comme je l'ai signalé plus haut, le projet de société de 1995 fait appel au projet néo-nationaliste, à la fois par l'emploi fréquent du terme de projet de société, et par le ton social-démocrate qu'ils revêtent tous les deux. Ce faisant, il est question d'invoquer le

---

<sup>58</sup> Baudrillard, *Simulacres...*, op cit, 25.

<sup>59</sup> Cité dans L.-P. Bouchard, R. Bouchard, "Le Rapport Confédératif Québec-Canada à la lumière de la philosophie de Spinoza" dans *Manifeste des Intellectuels pour la souveraineté-suivi de 12 essais sur l'avenir du Québec* (Sherbrooke: Édition Fides, 1996), 59.

mythe fondateur de la nation québécoise en tant que peuple politique, soit le projet politique de la Révolution tranquille et l'idéologie sociale-démocrate de la Révolution nationale.<sup>60</sup> Le document péquiste, *Un Projet de société stimulant !* comme le manifeste du Camp du changement, *Le Coeur à l'ouvrage*, invoquent le projet de société néo-nationaliste en rappelant le devoir d'être "maîtres chez nous" et par l'appel pour une "deuxième Révolution tranquille".<sup>61</sup> Ce projet contribue à la simulation d'un sujet collectif en ce que ses traits dominants, soient la tendance socialisante, la solidarité populaire et l'universalité de la classe prolétarienne québécoise, connotent un sujet-nation homogène dans son identité politique.

Simuler un peuple 'politique' pour étayer l'État national du Québec simulacral s'impose comme tâche à la population québécoise car "la sphère politique ne vit que d'une hypothèse de crédibilité, à savoir que les masses sont perméables à l'action et au discours, qu'elles ont une opinion, qu'elles sont présentes derrière les sondages et les statistiques".<sup>62</sup> Le P.Q. invoque, à ce titre, la rejet accablant de l'accord de Charlottetown lors du référendum pan-canadien en 1992 comme signe d'un sujet politique qui par "l'étendue et la profondeur du consensus qui a été exprimé à l'effet que l'état actuel des choses est rejeté, sans équivoque, par la population du Québec", s'est annoncé contre le fédéralisme canadien.<sup>63</sup> À la recherche d'un consensus politique affirmatif vis-à-vis de la

---

<sup>60</sup> Soulet, op cit, 60. J'insiste sur la distinction entre ce mythe, correspondant à l'assomption de l'identité politique de la nation canadienne-française, devenue québécoise, et le mythe fondateur de la nation canadienne-française, à savoir la conquête anglaise, le rapport Durham etc.

<sup>61</sup> Parti Québécois, *Un projet...*, op cit, 5; Le Camp du Changement, op cit, 11.

<sup>62</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 42.

<sup>63</sup> Parti Québécois, *Un Québec...* op cit, 82.

question nationale, Solidarité populaire Québec, regroupant des organismes communautaires, populaires et syndicaux, a publié à la veille du référendum *Le Québec qu'on veut bâtir: la Charte d'un Québec populaire*, une publication qui incarne l'esprit de ce consensus recherché:

Nous sommes des milliers de citoyennes et de citoyens du Québec qui avons décidé de réfléchir ensemble entre 1990 et 1994 sur le Québec que nous voulions bâtir. Nous avons pris le temps qu'il fallait pour partager nos visions et pour nous mettre d'accord. Par la présente Charte, nous déclarons notre volonté de définir et de réaliser un projet de société où les mots solidarité et démocratie voudront vraiment dire quelque chose.<sup>64</sup>

Or, la tentative de simuler un consensus politique se manifeste surtout à travers la mise sur pied des Commission régionales sur l'avenir du Québec qui avaient pour mandat de sonder la province quant à la volonté populaire québécoise, et d'enregistrer les réponses à l'avant-projet de loi sur la souveraineté; ce dernier déclare, "Le Québec est un pays souverain".<sup>65</sup>

C'était dans le cadre des commissions itinérantes, aussi bien que dans celui de la Commission nationale élargie, que la plupart des projets de sociétés ont vu le jour, incitant la commission à constater dans son rapport final que

l'ensemble des préoccupations et des vœux émis par la population au cours des audiences convergeaient fortement autour de l'idée d'un 'projet de société' capable de mobiliser une grande partie de la population autour d'un ensemble de valeurs et d'espairs communs concernant la manière dont on souhaite voir aménagé l'avenir du Québec.<sup>66</sup>

À titre d'exemple, dans le projet de société soumis à la Commission par la C.E.Q., celle-ci explicite comment, lors du 32e Congrès de la Centrale, elle "s'est prononcé(e), en toute

<sup>64</sup> Solidarité populaire Québec, op cit, 3.

<sup>65</sup> Cité dans N. Khouri, "On the Quebec-Quebec Convulsion: The Quebec Referendum and its Aftermath," dans *Forum constitutionnel*, 8,4, été 1997), 101.

<sup>66</sup> Solidarité populaire Québec, op cit, 2.

légitimité démocratique, pour l'indépendance nationale et la souveraineté populaire", rappelant non seulement la subjectivité inhérente au consensus populaire, mais aussi le rapport entre souveraineté politique et souveraineté populaire.<sup>67</sup>

L'appréciation de Kai Nielson et de Jocelyn Couture du projet de société s'inscrit dans cette même tentative de simuler un sujet collectif politique, car, pour eux, le projet de société d'une démocratie libérale telle le Québec, renvoie à une coopération entre les membres d'une communauté politique qui permet de réaliser des bénéfices collectifs autrement inaccessibles.<sup>68</sup> Or, bien que ces auteurs avancent, dans un temps "un argument minimaliste" pour justifier la souveraineté du Québec, "qui ne présuppose (pas) l'existence...d'aucun autre intérêt commun particulier, si ce n'est l'intérêt réel pour la démocratie", ils affirment, dans un autre temps, que l'on devrait reconnaître aux idées de nation et de culture québécoises que suppose le projet souverainiste, un appui de plus à la souveraineté.<sup>69</sup>

Nielsen et Couture distinguent, donc, entre une communauté politique homogène et une communauté nationale homogène "qu'en d'autres circonstances nous appellerions canadienne-française, mais que nous appellerons ici québécoise" et qui "vise la promotion des intérêts et de la culture qui sont propres à cette nation".<sup>70</sup> À chacune de ces communautés correspondent un projet de société, le projet de société souverainiste de la

---

<sup>67</sup> C.E.Q., op cit, 1.

<sup>68</sup> J. Couture, K. Nielsen (1995) 'L'Ouverture internationale' dans *Manifeste des Intellectuels pour la souveraineté*, op cit, 184.

<sup>69</sup> Couture, Nielsen, op cit, 181.

<sup>70</sup> Ibid, 193.

‘nation québécoise’ comprenant un projet démocratique et un projet nationaliste alors que le projet de société politique n’est qu’un projet démocratique. Ainsi, nous disent Couture et Nielsen, le reproche que font les détracteurs de la souveraineté à la ‘nation québécoise’, c’est-à-dire de priver la communauté politique pluraliste de ses droits démocratiques en matières linguistiques, religieuses et culturelles, est injuste car, les deux projets de société recèlent un projet démocratique et visent, donc, au même objectif.

Toutefois, si "historiquement et dans les termes de l’actuel projet souverainiste, le projet nationaliste et le projet démocratique n’ont jamais été séparés", le projet nationaliste historique visait à se doter d’un État souverain, selon le rêve néo-nationaliste qui voulait faire coïncider la communauté politique et la ‘nation canadienne-française-québécoise’, c’est-à-dire la classe nationale opprimée qui cherchait à s’émanciper, voir se démocratiser, face à l’oppression de la confédération canadienne.<sup>71</sup> En d’autres termes, le projet de société souverainiste prône une démocratie toute autre que celle du projet de société de la communauté politique, celui-là ayant pour référent politique, non pas la communauté politique globale, mais la communauté nationale restreinte. Les polysémies des termes de projet de société et de démocratie s’enracinent dans la tentative de maintenir une distinction entre une ‘nation québécoise’ au sens ethnique du terme, et une nation québécoise politique, trahissant, ainsi, le désir de simuler un référent social historique dont l’homogénéité dépasse celle des desseins politiques. Alors, même si l’on partage la position de Couture et de Nielsen que l’amour de la démocratie est un motif

---

<sup>71</sup> Ibid, 194.

suffisant pour la souveraineté du Québec, la définition des droits démocratiques varie selon la communauté de référence.<sup>72</sup> Les intérêts communs que le projet de société vise à protéger ne sont pas univoques, car la définition des intérêts est fonction de la concurrence au titre de nation québécoise, entre la communauté politique et la communauté nationale.

Si, selon Cynthia Weber, "writing the state in a order of simulation requires simulating...boundaries", l'une de ces lignes de démarcation doit être celle qui sépare les nationaux des étrangers.<sup>73</sup> Cette obstination à reconnaître la communauté culturelle comme titulaire de la nationalité québécoise s'explique, donc, par la détermination de cette ligne par rapport au devoir de légitimer un État national simulacral qui, par sa virtualité parfaite appelle un sujet-nation également pur, soit la nation canadienne-française.

*c) les Québécois de 'souche': une communauté nationale hyperréelle*

En rappelant que la survie d'un système de représentation politique dépend de la simulation d'une essence subjective à laquelle renverra l'État-nation simulacral, la recommandation de la Commission nationale sur l'avenir du Québec de remplacer le concept de la "citoyenneté" par celui de la "nationalité", témoigne de l'importance de simuler un sujet-nation sous-jacent l'État.<sup>74</sup> De plus, favoriser ce terme par rapport à celui de citoyenneté, témoigne aussi d'une re-politisation de la nation et, par conséquent,

---

<sup>72</sup> Couture, Nielsen, op cit, 180.

<sup>73</sup> Weber, op cit, 129.

<sup>74</sup> Commission nationale sur l'avenir du Québec, op cit, 23.

d'une tentative de perpétuer la confusion vis-à-vis du titulaire du statut de sujet politique.<sup>75</sup> À ce titre, un trait commun aux projets de société de 1995, y compris le rapport final de la Commission nationale, est un résumé du récit fondateur de la 'nation canadienne-française' et le parcours historique suivi par elle depuis la Conquête jusqu'au référendum de 1995. Voulant réinjecter du référent dans l'État-nation simulacral, ce rappel de la nation canadienne-française dans le cadre d'un projet collectif, traduit une volonté de légitimer non pas un État-nation corporatiste et pluraliste, mais la pureté d'un véritable État national.<sup>76</sup>

La pureté de la 'nation québécoise' vient de ce que les critères d'appartenance à celle-ci sont très étroits, car elle revêt la forme de la nation de type ethnique, une "*Kulturnation* ...fondée sur l'idée d'ancêtres communs".<sup>77</sup> Puisqu'il est question de simuler une essence nationale qui corresponde à un État national, il s'ensuit que l'on prend recours à la résurrection de cette nation essentialiste. Invoquer le mythe d'origine des Canadiens-français, dans le cadre des projets de société, s'avère être une stratégie de l'hyperréel qui consiste en l'harnachement de l'histoire pour sa mise à contribution à la construction d'une nation selon le principe d'une nation, une ethnie. À savoir qu'il ne peut qu'être question de construire cette nation, car l'invocation des signes historiques n'a plus rien à voir avec l'existence d'une nation 'réelle' à l'ère de la simulation. Selon

---

<sup>75</sup> Le chapitre 2 argumentait que le nationalisme québécois à l'ère postmoderne est *dépolitisé*.

<sup>76</sup> Voir le chapitre 2, où je définis un État national comme l'expression politique d'une nation au sens ethnique du terme.

<sup>77</sup> L. Fontaine, D. Juteau, "Appartenance à la nation et droits de la citoyenneté," dans *Les frontières de l'identité*, op cit, 192.

Michelle Gagnon, "history is about constructing evidence-specifically it functions to prove the existence of something and this thing is quite traditionally a people, a nation, a state and often all three".<sup>78</sup> Il s'agit de fabriquer une nation plus nationale que la nation 'réelle' par la confusion de l'identité canadienne-française avec l'identité québécoise, ce qui ignore le sens politique que revêt le mot de nation à l'époque actuelle.<sup>79</sup>

Toute fausse que soit cette généalogie de la nation québécoise qui a pour origine la Nouvelle France, elle est toutefois nécessaire à l'âge postmoderne où le seul *telos* consiste en la simulation d'un sujet pour combler l'objet perfectionné. D'après Baudrillard "il nous faut un passé visible, un continuum visible, un mythe visible de l'origine, qui nous rassure sur nos fins".<sup>80</sup> En d'autres termes, avec la simulation d'un référent national il est question de la même quête de rassurance et de sûreté qui anime les nationalismes (post)modernes chez Giddens et Maffesoli. Or, à l'encontre de la position de ces auteurs, ce n'est ni l'anxiété existentielle ni l'angoisse psychologique, face à l'effet détraditionnalisant de la modernité, qui conduisent aux identifications nationales, mais plutôt le refus de la perspective effrayante d'un système de signes, tant politique que langagier, qui n'a plus rien à voir avec ses référents réels.

En ce qui concerne le nationalisme, on aborde la contradiction fondamentale à

---

<sup>78</sup> M. Gagnon, "Echoing in the Silence of Redemption: Discourses of Nationhood and Identity in Quebec"(thèse de maîtrise, Université Concordia, 1994), 118.

<sup>79</sup> Qui plus est, l'assomption de l'identité québécoise par la nation canadienne-française s'avère problématique dans la mesure où les Canadiens-français n'étaient encadrés par les frontières politiques de la province du Québec. Un anachronisme fortuit qui fait appel à l'exemple emprunté à Anderson cité plus haut, cf. la note 30.

<sup>80</sup> Baudrillard, *À l'ombre...*, op cit, 22.

laquelle cette étude voudrait répondre, soit l'engagement politique d'un nationalisme québécois ontologique. Dans ce cadre théorique baudrillardien, la réponse a trait au nationalisme qui est sommé de s'exprimer politiquement afin de légitimer un État national simulacral. À défaut d'un sujet-nation homogène comme 'sujet essentiel' de l'État virtuel monolithe, le groupe 'national' est appelé à remplir ce rôle.<sup>81</sup> Ainsi le nationalisme québécois, qui n'est certes ni civique ni pluraliste mais plutôt soucieux de la protection de sa québécity, se conjugue en souverainisme afin de justifier l'État virtuel du Québec. Le nationalisme se trouve, donc, dans la situation paradoxale où il vise à étayer tout le système de démocratie représentative en prenant une position foncièrement anti-démocratique vis-à-vis de la question d'appartenance. Ailleurs dans le monde ce même besoin de simuler un sujet-nation prend la forme de la "purification ethnique" selon laquelle la stratégie de remplir le signe d'un État national est, à proprement parler, fatale:

On dit: Si on laisse faire à Sarajevo, nous y aurons droit par la suite. Mais nous y sommes déjà. Tous les pays européens sont en voie de purification ethnique. Telle est la véritable Europe, qui se fait tout doucement à l'ombre des Parlements, et son fer de lance est la Serbie.... Pourquoi croyez-vous que Le Pen ait largement disparu de la scène politique? Parce que la substance de ses idées s'est infiltrée partout dans la classe politique, sous forme d'exception française, d'union sacrée, de réflexe euro-nationaliste, de protectionnisme. Plus besoin de Le Pen, puisqu'il a gagné, non pas politiquement mais viralement, dans les mentalités.<sup>82</sup>

Il s'ensuit que si même la France, nation paradigmatique de la *Staatnation* "dont la formation repose...sur une volonté politique", est sur la voie de la purification ethnique, le

---

<sup>81</sup> Je rappelle la citation de Hölderlin par Maffesoli dans le chapitre 2 de cette thèse selon qui le sentiment national laisse la place au sentiment national, soit le néo-tribalisme postmoderne. Cf. la note 113, ch. 2.

<sup>82</sup> Baudrillard, *Le Crime ...*, op cit, 183.

Québec n'est peut-être pas à l'abri non plus.<sup>83</sup>

Or, il est indiscutable que, dans le contexte québécois actuel, l'on n'assiste ni aux épouvantes de la purification ethnique, ni même au discours ouvertement ethniste d'autrefois qui distinguait entre "la nation québécoise francophone" et les "non-Québécois".<sup>84</sup> Toutefois, comme Stephanos Constantinides écrit dans un quotidien montréalais, "Malgré toutes les précautions oratoires prises par le Parti Québécois (sic), depuis sa fondation, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que son projet concerne avant tout les francophones dits de souche".<sup>85</sup> Ce parce que, si dans les textes gouvernementaux officiels il ne s'agit pas ouvertement d'un ethnicisme québécois, un discours simulatif d'une nation exclusive s'exprime néanmoins, quoique plus subtilement et plus subrepticement. Dans un contexte multiculturel, affirme Khouri, les nationalistes sont condamnés à remettre à jour le discours ethnique et cherchent plutôt l'unanimité idéologique, ce qui équivaut à l'exclusion des minoritaires car, comme soulignent Coleman et Salée "consensus driven societies often rest on forms of exclusion".<sup>86</sup>

Dans le cas du projet de société, le consensus simulé porte non seulement sur les politiques économiques et sociales mais aussi sur la culture et la langue, une composante culturelle et linguistique que partagent tous les projets de sociétés ici traités, dont "un projet culturel" du P.Q., "la langue française et la culture québécoise" de la Commission

---

<sup>83</sup> Fontaine, Juteau, op cit, 191.

<sup>84</sup> C'est la libellé de la loi 1, 'version embryonnaire de la loi 101' qui établit ces deux catégories. Cité dans Fontaine, Juteau, op cit, 195.

<sup>85</sup> Cité dans R. Robin, "L'impossible Québec pluriel: la facination de 'la souche'," dans *Frontières de l'identité...*, op cit, 298.

<sup>86</sup> Khouri, op cit, 98. Aussi, Coleman et Salée, op cit, 269.

nationale, et "défendre et promouvoir notre langue et notre culture" de la C.E.Q.. La rubrique sous laquelle cette dernière classe son projet culturel illustre fort bien une appréciation de la culture québécoise qui, cette dernière, doit être protégée et promue par l'État souverain comme un bien de production. Car, quoiqu'officiellement ouverte aux apports des nouveaux arrivants, en réalité la culture québécoise agit comme une 'prothèse référentielle' de l'État "puisant dans les ruines de l'imaginaire historique de quoi synthétiser un fantôme de volonté collective".<sup>87</sup> Selon cette interprétation de la chose culturelle, elle n'est ni ouverte ni encline à se transformer, voire évoluer, mais plutôt fermée et déjà accomplie. La culture fixe devient un trait parmi d'autres d'un sujet-nation homogène et se substitue aux autres signes de ce sujet : ceux de l'ethnie, de la nationalité et de l'identité.<sup>88</sup> La culture au Québec, comme ailleurs, s'avère de nos jours un critère d'appartenance:

Rejection of strangers may shy away from expressing itself in racial terms, but it cannot afford admitting being arbitrary lest it should abandon all hope of success; it verbalizes itself therefore in terms of incompatibility or unmixability of *cultures*, or of the self-defence of a form of life bequeathed by tradition.<sup>89</sup>

La culture québécoise n'admet pas de transformation car elle ne désigne pas une culture dans un sens sociologique, mais plutôt la francité.<sup>90</sup> Lorsque la question de culture a fait surface dans les années 60 au Québec, avance Gagnon, elle renvoyait aux traditions, coutumes et histoire partagées. Or à mesure qu'elle s'est intégrée au projet de société,

<sup>87</sup> Baudrillard, *Simulacres...*, op cit, 109.

<sup>88</sup> Gagnon, op cit, 51.

<sup>89</sup> Z. Bauman, *Postmodern Ethics*, op cit, 235.

<sup>90</sup> Par 'sens sociologique' j'entend une signification large du mot de culture, selon lequel "l'attention est portée aux mythes, notions, images et modèles répandus dans certains groupes sociaux". *Dictionnaire de la sociologie*, R. Boudon et al. éd., 'culture' (Paris: Larousse, 1990), 62.

elle a signifié presque exclusivement la langue.<sup>91</sup> Ce dont témoigne cet extrait du projet de société de la C.S.N.:

c'est sans doute sur les questions de langue et de développement culturel que le plus large consensus a été atteint, au sein de notre peuple, en ce qui a trait à la nécessaire souveraineté. La majorité convient en effet que le français est la langue officielle de l'État du Québec.<sup>92</sup>

Si, en apparence la réduction de la culture québécoise à la seule langue française pourrait faciliter l'accès à la culture québécoise et par la suite à la 'nation québécoise', en réalité le français agit comme un euphémisme synecdoqual qui substitue le caractère pour la chose, soit la langue française pour les Québécois francophones de "souche". Quoiqu' il soit indiscutable que l'apprentissage de la langue française donne accès à la communauté québécoise francophone (f), parler le français ne constitue pas, cependant, un lieu d'accès à la nation québécoise Francophone (F).<sup>93</sup> Faire de la langue française un critère d'appartenance est équivalent à l'exclusion de tous ceux qui ne sont pas déjà Québécois francophones, car ce n'est pas tant l'apprentissage de la langue qui compte que la langue comme trait d'une identité tautologique: la langue n'est pas clé d'accès mais plutôt preuve de lignée. À ce titre Louise Fontaine et Danielle Juteau écrivent dans une article qui porte sur une étude des *Francophones québécois*<sup>94</sup> que dans le texte en question "la langue semble être utilisée comme marqueur d'une collectivité qui s'est historiquement

---

<sup>91</sup> Gagnon, op cit, 35.

<sup>92</sup> C.S.N., op cit, 70.

<sup>93</sup> C'est une distinction que j'emprunte à Fontaine et Juteau qui l'attribuent à une étude de Bouchard et al. (voir ci-bas) selon laquelle "les 'Francophones québécois' se distinguent des 'autres Québécois', francophones et non francophones, par leur sentiment d'appartenance et leur dynamique collective propre ainsi que par une culture commune"; Fontaine, Juteau, op cit, 19

<sup>94</sup> Bouchard et al, *Les Francophones québécois* (Montréal: Conseil scolaire de l'île de Montréal, 1991).

constituée sur les bords du Saint-Laurent....Ce qui montre bien la confusion qui entoure le sens qu'on accorde à la langue".<sup>95</sup>

En effet, l'usage de la langue comme marqueur d'une collectivité représente encore une manière de plus dont les projets de société simulent une 'nation québécoise' homogène. Certes les textes officiels s'accordent pour dire que la culture québécoise est une culture en évolution. À l'ère de la mondialisation, ils ne peuvent que se prononcer en faveur du pluriethnisme de la société québécoise. Or, admettre de la différence au sein de la société québécoise n'est pas la revendiquer, comme le laisse entendre cette citation du projet de société de la CSN tirée de la section intitulée "survol de l'histoire: de la conquête anglaise à aujourd'hui":

En 30 ans, nous sommes passés de Canadiens-français à Québécois. Nous ne nous définissons plus par rapport à la nation majoritaire dominante, mais à partir de nous-mêmes et du peuple que nous constituons, qui habite ce territoire, que se compose d'une majorité francophone, de onze nations autochtones, de la minorité anglophone et qui accueille constamment de nouveaux arrivants.<sup>96</sup>

Outre le fait que cet extrait établit carrément l'équivalence entre la nation canadienne-française et la nation québécoise, donnant l'impression que ce sont les 'nous', les anciens Canadiens-français, qui rédigent ce projet et qui agissent comme *gate-keepers* de la société québécoise, il exclut aussi en casant la population québécoise globale dans des catégories ethno-linguistiques. Acte de simulation d'une nation pure, celui d'établir des classifications surplombantes, car en se débarrassant des éléments hétérogènes en les réduisant aux rôles ethniques et linguistiques, la communauté québécoise Francophone

---

<sup>95</sup> Fontaine, Juteau, op cit, 198.

<sup>96</sup> C.E.Q., op cit, 19.

s'appellera québécoise par défaut. Bref, si dans le rapport final de la Commission nationale sur l'avenir du Québec la communauté anglophone, les nations autochtones et les communautés culturelles se casent chacune sous sa propre rubrique, comment appeler les Canadiens-français de souche sinon la 'nation québécoise'?

### **Conclusion**

Comment expliquer l'intérêt que suscite le projet de société, misant sur un État souverain fort et social-démocrate, dans un contexte mondial qui fait de moins en moins de place à l'intervention étatique? Question encore plus problématique, comment réconcilier un nationalisme québécois francophone qui renonce au progressisme et à l'État comme symbole collectif tout en avançant un projet politique progressiste dont l'État souverain constitue le centre? ' Il se peut qu'une explication de ces incongruités ne ressorte pas d'une remise en question de la raison pour laquelle le nationalisme revendiquant toujours un État-nation souverain, mais plutôt de la raison pour laquelle l'État souverain revendique toujours le nationalisme. En d'autres termes, il me paraît encore plus probable qu'une analyse du phénomène nationaliste qui privilégie, elle, la position de l'État, débouche sur une réponse à ces questions plutôt qu'une approche du côté populaire. Bref, c'est la théorie de simulation de Baudrillard que j'invoque, selon laquelle l'État souverain du Québec existe indépendamment de sa légitimation populaire en vertu de l'autonomie du signe à l'époque de la communication de masse, mais dont toute la métaphysique des cinq derniers siècles exige un référent politique pour l'étayer. Et si ce référent n'existe pas, comme c'est le cas pour le sujet collectif à l'âge

postmoderne, il doit être simulé par la production des signes du sujet; d'où le projet de société dans la conjoncture référendaire.

La fonction du projet de société étant de " 'dédouaner'...le projet de souveraineté de son côté trop 'nationaliste' " selon Mona-Josée Gagnon<sup>97</sup>, elle témoigne d'une appréciation du phénomène nationaliste qui s'inscrit dans une approche qui privilégie sinon la position du sujet, au moins le côté subjectif de la question. Cette interprétation de Gagnon présuppose que ce sont le projet de société et le nationalisme qui font appel, tous deux, à la souveraineté politique du Québec, mais pour des raisons différentes, permettant, ainsi leur séparation causale. Or, examiner le phénomène du côté de l'État virtuel, le projet de société et le nationalisme sont intégralement liés l'un à l'autre parce que tous les deux servent à légitimer un État national simulacral en simulant une valeur d'usage pour lui, et un sujet collectif.

Le sujet se reconnaissant par la possession d'une opinion, d'une identité et d'une histoire, le projet de société du référendum de 1995, produit les signes du sujet-nation, soit une histoire collective, un consensus social et une identité culturelle, et simule ainsi son existence. À cet égard, Jacques Bérubé se trompe, lui, sur la fonction véritable du projet de société, lorsqu'il reproche au gouvernement du Québec de ne pas avoir pris suffisamment de temps pour "bien étudier et mettre en application ces recommandations [de la Commission nationale et] pour véritablement asseoir la souveraineté du Québec autour d'un projet de société".<sup>98</sup> La légitimation de l'État national ne dépend guère de la

---

<sup>97</sup>Mona-Josée Gagnon "Souveraineté et solidarité," dans *Manifeste des intellectuels*, op cit, p. 141

<sup>98</sup>J. Bérubé, "Projet de société ou promesse électorale?" *Le Devoir*, 8 mars, 1995, A8.

viabilité du projet de société, car tout ce qui compte à l'ère de la simulation est de faire circuler les signes d'un référent.

Il est indubitable qu'il s'agisse d'un État national, car celui-ci représente la modalité la plus pure de l'État-nation, c'est-à-dire l'expression politique d'une nation dont l'existence date d'avant le contrat social. L'État-signifiant étant un objet pur et autonome, il s'ensuit qu'il revêt la forme politique la plus pure. C'est la raison pour laquelle la dissociation de l'identité politique de l'identité culturelle ne se fera jamais tant que l'on se tient à faire coïncider le réel avec le rationnel, c'est-à-dire tant que l'objet de l'État simulacral est jugé consubstantiel avec un sujet. Pour légitimer un État hyperréel une solidarité politique ne suffit pas et l'on cherche à reconstituer les signes d'une nation dans le sens originel du terme.

Le projet de société simule une nation québécoise de culture homogène par ses appels à la protection de la spécificité culturelle et linguistique des Québécois et en s'inscrivant dans un parcours identitaire fictif. En ce qui concerne la contradiction de base à laquelle cette thèse voudrait répondre, soit le rapport entre le nationalisme ontologique et le projet de société, il paraîtrait que dans la conjoncture référendaire de 1995 il s'agisse d'un rapport tout autre que celui des années 60 et 70. Le projet de société actuel n'étant pas projectif, mais plutôt nostalgique, son rapport avec un nationalisme protecteur n'est pas, en fin de compte, contradictoire. C'est la précession de l'État national du Québec simulacral qui détermine, *a posteriori*, ce rapport par la simulation d'un identitaire québécois. Ce qui n'équivaut pas à une identité car, selon Michelle Gagnon, "*l'identitaire* doesn't represent an identity per se, not something that can be aspired to or

anything that we can actually become. Rather, it is more involved with what we already are and has a lot to do with what we aren't anymore."<sup>99</sup>

---

<sup>99</sup> M. Gagnon, *op cit*, 67-8.

## **Conclusion – La souveraineté du Québec: le mot et la chose**

La démarche principale de cette étude était de juxtaposer le projet de société néo-nationaliste comme manifestation d'un millénarisme politique, dont l'idéologie progressiste socialiste/social démocrate demandait le souveraineté politique pour réaliser la société améliorée, et le projet de société en 1995, pour faire ressortir leurs inspirations divergentes. Cependant, prétendre que l'apparition du mouvement souverainiste se fonde sur la substitution d'un néo-nationalisme progressiste de gauche à un nationalisme conservateur n'est pas nier le rôle que jouait le ressentiment dans l'idéologie néo-nationaliste. Le progressisme et la rationalisation étatique représentant les traits dominants du néo-nationalisme, il demeurerait, toutefois, un versant émotif propre au néo-nationalisme québécois, ce dernier visant à prendre en charge le déterminisme des conséquences sociales découlant de 'l'oppression nationale' historique de la population canadienne-française.<sup>1</sup> Ainsi, bien que le néo-nationalisme soit né d'une volonté de rompre avec le passé canadien-français, le passé a alimenté, à son tour, un nouveau nationalisme actif. Selon Couture, "le progressisme québécois...s'est nourri des sentiments d'humiliation et d'urgence d'agir qui naissaient du constat de retard et de médiocrité de la société québécoise".<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Y. Couture, *La Terre promise-l'absolu politique dans le nationalisme québécois* (Montréal: Liber, 1990), 59.

<sup>2</sup> Ibid, 69.

Au sujet de la cohabitation de l'idéologie progressiste de "gauche" et celui du ressentiment collectif, Marc Angenot met en évidence, dans son ouvrage intitulé *Les Idéologies du ressentiment*, le "dilemme récurrent à tout mouvement d'émancipation...de choisir tactiquement entre ressentiment et 'volontarisme'- avec la composante chimérique que cette dernière attitude comporte".<sup>3</sup> Le choix du mouvement néo-nationaliste, et *a fortiori* du néo-nationalisme indépendantiste, fut indiscutablement de faire taire le versant "ressentimenteux", pour reprendre l'expression d'Angenot, de son idéologie, au profit d'un projet de société foncièrement volontariste (et parfois chimérique) en vue de garantir la libération et l'épanouissement de la 'nation' franco-qubécoise.<sup>4</sup>

Les tiraillements idéologiques, entre le camp technocratique et le camp volontariste, au sein du Parti Québécois durant les années 1960 et 1970 témoignaient de l'ambivalence du néo-nationalisme québécois. Et que le parti ait fini par se pencher du côté populiste, et rancunien, lors de sa prise de pouvoir, cela ne remet pas en doute l'inspiration progressiste du projet néo-nationaliste, mais annonce, plutôt, la dépolitisation subséquente du nationalisme québécois.<sup>5</sup> Or, quoique cet épuisement du nationalisme réformiste s'explique, partiellement, par les spécificités du contexte québécois<sup>6</sup>, elle a surtout à voir avec des changements globaux dans les relations nations-État qui

---

<sup>3</sup> M Angenot, *Les Idéologies du ressentiment* (Montréal: XYZ éditeur, 1996),36-7.

<sup>4</sup> Conclusion à laquelle arrive le chapitre 1.

<sup>5</sup> Angenot illustre le lien entre populisme et ressentiment dans Angenot, op cit, p. 47.

<sup>6</sup> Je réitère que M.H. Soulet, dans son ouvrage, *Le Silence des intellectuels- Radioscopie de l'intellectuel québécois* (Montréal: Éditions Saint-Martin, 1987), trouve dans la monopolisation du discours politique par les intellectuels indépendantistes la cause du tarissement d'un nationalisme de caractère progressiste.

s'inscrivent dans la déchéance des idéaux volontaristes. D'où l'invocation de la théorie sociologique de Maffesoli, dont l'oeuvre traite du sentiment de l'appartenance plus affective qu'idéologique des néo-tribus, afin de mettre en relief le caractère mondial du nationalisme non-progressiste à l'âge postmoderne.

La renaissance du nationalisme québécois que représentent la réélection du Parti Québécois en 1994 et le référendum sur la souveraineté du Québec, tenu l'année suivante, s'explique, certes, par les "conjonctures instigatrices du ressentiment" qui sont des (des)accords constitutionnels du Lac Meech et de Charlottetown.<sup>7</sup> Compte tenu de la dépolitisation du nationalisme québécois dans la conjoncture actuelle, il s'avère donc contradictoire que nous ayons aussi assisté, lors du référendum en 1995, à une reprise du discours progressiste et volontariste par le camp souverainiste, avec même plus de fréquence que lors du premier référendum sur la souveraineté-association. Ma thèse cherchant à répondre à cette contradiction apparente, la coexistence d'un nationalisme dépolitisé et d'un projet de société progressiste n'est pas, en fin de compte, contradictoire, me semble-t-il, étant donné qu'ils sont devenus, dans la conjoncture actuelle, des phénomènes détachés: l'État souverain, comme la poussée souverainiste, se sont détachés de leurs raisons d'être, soit le projet de société. Ce faisant, par un renversement de causalité, discuter du projet de société en 1995 ne visait ni à émanciper la population québécoise ni à réaliser son épanouissement futur, mais à légitimer l'existence d'un État national simulacral, le projet de société justifiant un État souverain qui précède sa propre réalisation (réalité). Étant donné l'existence virtuelle de l'État national du Québec, sa

---

<sup>7</sup> Angenot illustre le lien entre populisme et ressentiment dans Angenot, op cit, p. 47.

priorité fait de l'ancienne visée sociale un nouveau moyen justificatif.

Pour le dire moins radicalement, j'avance que la recherche d'un État souverain au Québec ne se fait ni en vue de sa pertinence vis-à-vis d'un réformisme politique, ni en vue d'une émancipation collective, mais s'alimente plutôt de l'inertie du mouvement souverainiste lui-même. Le mot de souveraineté s'étant détaché de sa pertinence, dans un temps, par l'ubiquité de la représentation symbolique de l'État souverain du Québec, et dans un autre temps, par l'institutionnalisation de l'idéologie indépendantiste en politique de souveraineté péquiste. En ce qui concerne le projet souverainiste, selon Soulet, le Parti Québécois agit comme un *autophage*, dépossédant la collectivité québécoise de sa propre question nationale: "Du moment où il [le Parti Québécois] s'est emparé du mouvement indépendantiste, notre lutte politique de libération nationale du peuple par le peuple est devenue une classique histoire d'État, c'est-à-dire qu'elle a commencé à se dérouler par-dessus la tête des gens".<sup>8</sup> Le P.Q. ressemble, ainsi, à une Église souverainiste, au sein de laquelle l'on respecte les rites indépendantistes (comme militer pour un projet de société progressiste) sans reconnaître la logique de la secte originale.

À titre personnel, mon appréciation critique du projet de société en 1995 ne traduit certes pas une opposition à la notion du progressisme collectif. Au contraire, je soutiens une position idéologique qui a pour objectif de réduire les inégalités socio-économiques et qui n'est pas dissemblable de l'idéologie sociale du projet néo-nationaliste. Cela dit, paradoxalement, j'avance aussi que ce ne sera que quand l'identification 'nationale' ne se présentera plus comme identité nationale surplombante, et renoncera à son aspiration à

---

<sup>8</sup> Soulet, op cit, p. 83; A Bertrand-Feretti cité dans Soulet, op cit, p. 84.

la souveraineté politique, que l'épanouissement de la société québécoise se produira. Ce, parce que, tant que le projet souverainiste se confondra au nationalisme québécois, la culture, la nationalité et l'identité collective resteront concepts fermés et rétrogrades, servant de socles à un Sujet Nation homogène que demandent les traditions de représentation politique et linguistique. Libéré des conditions de cette modalité géopolitique, le Québec dépassera les contraintes de la logique de représentation, ce qui permettra aux politiques culturelles québécoises d'oeuvrer à créer une société véritablement pluriethnique, plutôt que de protéger ou de reconstruire une nation qui n'existe plus et qui n'a peut-être jamais existé.

## BIBLIOGRAPHIE

- Althusser, Louis. *Pour Marx*. Paris: François Maspero, 1969.
- Anderson, B. *Imagined Communities*. London: Verso, 1991.
- Barberis, Robert et Drouilly, Pierre. *Les Illusions du pouvoir*. Montréal:Éditions Sélect, 1980.
- Baudrillard, Jean. *L'échange symbolique et la mort*. Paris: Éditions Gallimard, 1976.
- . *De la séduction*. Paris: Galilée, 1979.
- . *Simulacres et Simulation*. Paris: Galilée, 1981.
- . *À l'ombre des majorités silencieuses*. Paris: Gallimard, 1982.
- . *Les Stratégies fatales*. Paris: Grasset, 1983.
- . *L'Autre par lui-même-Habilitation*. Paris: Éditions Galilée, 1987.
- . *Le Crime parfait*. Éditions Galilé, 1995.
- Bauman, Zygmunt. *Postmodern Ethics*. Cambridge: Blackwell Publishers, 1993.
- Beck, Ulrich et al., eds. *Reflexive Modernization : politics, tradition and aesthetics in the modern social order*. Cambridge : Polity Press, 1994.
- . *Risk Society-Towards a New Modernity*. London: Sage Publications, 1992.
- . "Aesthetic Reflexivity." Dans *Reflexive Modernization: politics, tradition and aesthetics in the modern social order*, 24-117. op cit.
- Bergeron, G. "Pour une réponse stragégique et conjoncturelle." *Le Devoir*, 18 avril, 1980, A11.
- Bérubé, Jean. "Projet de société ou promesse électorale ?" *Le Devoir*, 8 mars, 1995, A8.
- Boisvert, Yves. "Réflexions sur l'État ratatiné." *Possibles*, 18, 4 (automne 1994):118-129.
- Bouchard L.P., Bouchard, R. "Le Rapport Confédératif Québec-Canada à la lumière de la philosophie de Spinoza." Dans *Manifeste des Intellectuels pour la souveraineté*, 315-350. op cit.
- Bouchard-Saint-Amant, P. "L'Idéologie de la revue *Parti Pris*: Le Nationalisme socialiste." Dans *Idéologies au Canada Français*, Tome I, 315-350. op cit.
- Boudreau, Ernest. *Le rêve inachévé- Le P.Q., l'indépendance et la crise* Montréal: Éditions Nouvelle Optique, 1983.

Bouthillier, Guy. "Le mouvement indépendantiste: de la mystique à la politique." *Québec: un pays incertain*. Montréal: Québec/Amérique, 1980.

Breton, Gilles, éd. *La Condition québécoise. Enjeux et horizons d'une société en devenir*. Montréal: VLB éditeur, 1994.

—. "De la mondialisation: ses contraires, ses défis, ses enjeux" dans *La condition québécoise*, 17-34. op cit.

Brunelle, Dorval. "La quête de soi dans un Québec postmoderne." *Les frontières de l'identité*, 180-90. op cit.

Brunet, Michel. *Canadiens et Canadiens: études sur l'histoire et la pensée des deux Canada*. Montréal: Éditions Fides, 1954.

Camp du changement. *Le coeur à l'ouvrage: bâtir un nouveau Québec*, 1995.

C.E.Q. *Mémoire à la Commission nationale sur l'avenir du Québec*, Montréal: C.E.Q., 1995.

Chamberland, Paul. "L'Individu révolutionnaire" dans *Parti pris*, 3, 5, (1966): 13-18.

Coleman, William D. *The independence movement in Quebec 1945-1980*, Toronto: University of Toronto Press, 1984.

Coleman, William D. et Salée, Daniel. "The Challenges of the Quebec Question." Dans *Understanding Canada: Building on the New Canadian Political Economy*, ed, W. Clement, 262-285. Montréal; Kingston: McGill-Queens, 1997.

Couture, J.; Nielsen, K. "L'Ouverture internationale." Dans *Manifeste des Intellectuels pour la souveraineté*, 177-200. op cit.

Couture, Y. *La Terre promise-l'absolu politique dans le nationalisme québécois*. Montréal :Liber, 1990.

C.S.N. *Ne comptons que sur nos propres moyens*, Montréal: C.S.N, 1971.

C.S.N. *Un Choix clair pour la CSN: La Souveraineté du Québec-Mémoire soumis à la Commission nationale élargie sur l'avenir du Québec*, 1995.

Dion, L. *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal: Éditions Hurtubise, 1975.

—. *Quebec-1945-2000 Tome II: Les Intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 1993.

Dumont, Fernand et al. éd. *Les Idéologies au Canada français vol. 4 -1940-1976*, Tomes I,II,III. Québec: PUL, 1981.

—. *La vigile du Québec. Octobre 1970:l'impasse*. Montréal: Hurtubise, 1971.

—. *Raisons Communes*. Montréal: Éditions du Boréal, 1995.

- Favreau, Louis et L'Heureux, Pierre. *Le Projet de société de la C.S.N. de la fondation à aujourd'hui*, Montréal: Les Éditions Marquis, 1984.
- Ferry, Jean-Marc. "Un concept communicationnel de pouvoir et de souveraineté" dans *Paradigmes de la démocratie*, éd, J. Bidet, 31-48. Paris: PUF, 1980.
- Fontaine, Louise et Juteau, Danielle. "Appartenance à la nation et droits de la citoyenneté," *Les frontières de l'identité*, 191-205. op cit.
- Fraser, G. *René Lévesque and the Parti Québécois in Power*. Toronto: McMillan, 1984.
- Gagnon, Charles. *Le Référendum: un Syndrome québécois*. Lachine: Editions la pleine lune, 1995.
- Gagnon, Michelle. "Echoing in the Silence of Redemption: Discourses of Nationhood and Identity in Québec." Montréal: thèse de maîtrise, Université Concordia, 1994.
- Gagnon, Mona-Josée. "Souveraineté et solidarité." *Manifeste des intellectuels*, 129-45. op cit.
- Giddens, Anthony. *The Nation-State and Violence*. London: Polity Press, 1985.
- . *Social Theory and Modern Sociology*. Cambridge: Polity Press, 1987.
- . *Modernity and Self-Identity-Self and Society in the Late Modern Age*. Stanford: Stanford University Press, 1991.
- . *Beyond Left and Right- The Future of Radical Politics*. Cambridge: Polity Press, 1994.
- . "Living in a Post-Traditional Society," dans *Reflexive Modernization- Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, 109-194. op cit.
- Güntzel, Ralph P. *Trade Unions and Separatism in Québec: The Confédération des syndicats nationaux, the Idea of Independence, and the Sovereignist Movement, 1960-80*. Augsburg: AV-Verlag, 1993.
- Goffman, Erving. *Interaction Ritual. Essays on face-to-face Behaviour*, Chicago: Aldine Publication Co., 1967.
- Habermas, Jürgen. *Legitimation Crisis*. Boston: Beacon Press, 1975.
- . *Communication and the Evolution of Society*. T. McCarthy tr.. Boston: Beacon Press, 1979.
- . *The New Conservatism*. Cambridge: MIT Press, 1989.
- Held, David. *Democracy and Global Order-From the Modern State to Cosmopolitan Governance*. Stanford: Stanford University Press, 1995.
- Horsman, Mathew.; Marshall, Andrew. *After the Nation- State-Citizens, Tribalism, and the New World Disorder*. London: HarperCollins, 1994.
- Jacques, Daniel. "La mort annoncée d'un projet insignifiant?" dans *Possibles*, 19, 1-2 (hiver-printemps 1995):209-226.

- Jones, Richard. "L'idéologie du Parti Québécois." Dans *Idéologies au Canada Français*, Tome II, 232-263. op cit.
- Jurdant, Michel. "Le OUI d'un écologiste." *Le Devoir*, 8 mai, 1980, A 8.
- Khoury, Nadia. "On the Quebec-Quebec Convulsion: The Quebec Referendum and its Aftermath." *Forum constitutionnel*, 8,4 (été 1997):91-108.
- Le Borne, Louis L.. *La C.S.N. et la question nationale depuis 1960*. Montréal: Éditions St. Martin, 1976.
- Léger, Jean-Marc. "Le néo-nationalisme, où conduit-il", dans *Les Nouveaux Québécois*, 44-52. op cit.
- Les frontières de l'identité: Modernité et postmodernité au Québec*, éd., M. Elbaz et al., Sainte-Foy: PUL, 1996.
- Létourneau, Jocelyn. "La Nouvelle Figure Identitaire du Québécois. Essai sur la dimension symbolique d'un consensus social en voie d'émergence." *British Journal of Canadian Studies*, no. 6, 1 (1991):17-38.
- Lévesque, René. *La Passion du Québec*, Montréal: Éditions Québec/Amérique, 1978.
- Lipovetsky, Gilles. *L'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris: Le Seuil, 1983.
- Maffesoli, Michel. *Le Temps des tribus- Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris: Méridiens Klincksieck, 1988.
- . *La Transfiguration du politique- la tribalisation du monde*, Paris: Grasset, 1992.
- . *La Contemplation du monde. Figures du style communautaire*. Paris: Grasset, 1993.
- Maheu, Pierre. "De la révolte à la révolution", *Parti pris* no. 1, (octobre 1963): 5-18.
- Manifeste des Intellectuels pour la souveraineté-suivi de 12 essais sur l'avenir du Québec*. Ville St. Laurent: Édition Fides, 1995.
- Marsolais, Claude V. *Le référendum confisqué*. Montréal: VLB éditeur, 1992.
- Mau, Tim. "Changing Discourses in Scottish and Québécois Nationalism: 1960-1995", thèse doctorale Oxford University, 1998.
- Maugué, Pierre. *Contre l'État-Nation*. Paris: Édition Dénoël, 1979.
- McRoberts; K, Postgate, D. *Québec: Social Change and Political Crisis*. 3e ed. Toronto: McClelland and Stewart, 1988.
- Mostov, Julie. *Power, Process and Popular Sovereignty*. Philidelphia: Temple University Press, 1992.
- Murray, Vera. *Le Parti Québécois-de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal: Édition Hurtubise HMH, 1976.

Partenaires pour la souveraineté. *Le Mémoire des Partenaires présenté à la Commission nationale sur l'avenir du Québec*, <http://www.cam.org/~parsouv/cnavenir.html>, 1995.

*Parti Pris* "Présentation", vol 1,1 (octobre 1963):4.

Parti Québécois, Conseil Exécutif. *Prochaine étape: quand nous serons vraiment chez nous*, Montréal: Parti Québécois, 1972.

Parti Québécois. *Un gouvernement du Parti Québécois s'engage*, Montréal: Parti Québécois, 1973.

Parti Québécois. *Le Québec dans un monde nouveau*, Montréal: VLB Éditeur, 1993.

Parti Québécois. *Un projet de société stimulant pour le Québec!* Montréal: Parti Québécois, 1995.

Pelletier, G. "Refus de confiance au syndicalisme", *Parti pris*, v. 3, 7 (juillet 1965):1-9.

Roback, Leo. *L'Idéologie de la Fédération des travailleurs du Québec*, Montréal: F.T.Q., 1967.

Robin, Regine. "L'impossible Québec pluriel: la fascination de la souche" dans *Les frontières de l'identité*, 295-310. op cit.

Salée, Daniel. "La mondialisation e la construction de l'identité au Québec" dans *Les frontières de l'identité*, 105-128. op cit.

Solasse, B. "Les Idéologies de la Fédération des travailleurs du Québec et de la Confédération des syndicats nationaux 1960-1978." Dans *Idéologies au Canada français*, Tome III, 219-294. op cit.

—. "L'Idéologie de la Centrale des enseignants du Québec et son évolution." Dans *Idéologies au Canada français*, Tome III, 325-341. op cit.

Solidarité populaire Québec. *La Charte dun Québec populaire-Le Québec qu'on veut bâtir*, 1994.

Soulet, Marc H.. *Le Silence des intellectuels-Radioscopie de l'intellectuel québécois*, Montréal: Éditions Saint-Martin, 1987.

Taylor, Charles. "Les Sources de l'identité moderne" dans *Les frontières de l'identité*, 347-364. op cit.

Thériault, J.-Yvon. "Le démocratisme et le trouble identitaire" dans *Les frontières de l'identité*, 165-179. op cit.

Trudeau, Pierre E.. *La Grève de l'amiante- une étape de la révolution industrielle au Québec*. éd, P.E. Trudeau, Montréal: Éditions du jour, 1956.

—. "Matériel pour servir à une enquête sur le cléricanisme I", *Cité Libre*, vol 3, 7 (mai 1953):29-37.

—. "Réflexions sur la politique au Canada français" *Cité Libre* no. 6 ( décembre 1952):53-70.

Vadeboncoeur, Pierre. "L'irréalisme de notre culture", *Parti pris*, v.1, 4 (1964):20-26.

Weber, Cynthia. *Simulating Sovereignty. Intervention, the State and Symbolic Exchange*, Cambridge:Cambridge University Press, 1995.

Yeatman, Anna. *Postmodern Revisionings of the Political*. New York: Routledge, 1994.